

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RESPONSABILITÉ
DES
SOCIÉTÉS DÉPOSITAIRES
DE
TITRES AU PORTEUR CONTRE RÉCÉPISSÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Lundi 27 Novembre 1916, à 3 heures du soir

PAR

MIGUEL DE GOROSTARZU

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. PILLET, professeur

Suffragants { *M. LYON-CAEN, professeur*
M. PERCEROU, professeur



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

Année M^{son} Larose et Forcel

LÉON TENIN, Directeur

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1916

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RESPONSABILITÉ
DES
SOCIÉTÉS DÉPOSITAIRES
DE
TITRES AU PORTEUR CONTRE RÉCÉPISSÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Lundi 27 Novembre 1916, à 3 heures du soir

PAR

MIGUEL DE GOROSTARZU

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. PILLET, professeur

Suffragants { *M. LYON-CAEN, professeur*
M. PERCEROU, professeur



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

ANNE MAUD Larose et Forcel

LÉON TENIN, Directeur

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1916





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- AUBLET DE MAUBUY. *Traité des dépôts.*
- AUBRY et RAU *Cours de droit civil, 4^e et 5^e édition.*
- AUDIER *Titres au porteur, leur législation dans
ses rapports avec le droit commun.*
- BADON-PASCAL *Les titres au porteur.
Traité des obligations de chemins de
fer.*
- E. BARBEROT *Monopole des agents de change.*
- BARDET et LALAURE. *Recueils d'arrêts du Parlement de
Paris, Paris, 1773.*
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. *De la société, du prêt et
du dépôt.*
- BEAUCHET *Histoire du droit privé de la républi-
que athénienne.*
- BÉZARD-FALGAS *Traité théorique et pratique du con-
tentieux des transferts.*
- BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. *Collection des Arrêts du Conseil
d'Etat du Roy.*
- BLANCHARD. *Cours d'économie politique.*
- G. BOISSIER *Cicéron et ses amis.*
- BONNASSIEUX *Les grandes compagnies de commerce.*
- BORNIER *Conférences des ordonnances de
Louis XIV, Paris 1744.*
- DAS BORSENGESETZ. (En appendice la loi allemande sur
les dépôts) Berlin.

- BRILLON *Dictionnaire des arrêts ou jurisprudence universelle des parlements de France.*
- BRODEAU *Recueil de plusieurs arrêts notables du Parlement de Paris.*
- BUCHÈRE *Commentaire de la loi du 27 février 1880.*
Journal des valeurs mobilières, 1882.
- A. COLIN et H. CAPITANT. *Cours élémentaire de droit civil français, Tome II.*
- CUQ *Etudes sur les contrats de la première dynastie babylonienne.*
Institutions juridiques des Romains.
- DALLOZ *Jurisprudence générale.*
Nouveau Code civil annoté.
Manuel des opérations de bourse et des valeurs mobilières.
Répertoire de législation.
- DELOISON *Traité des valeurs mobilières françaises et étrangères.*
- DELISLE (Léopold).. *Mémoire sur les premières opérations financières des Templiers.*
- DEMAN *Les dépôts dans les établissements de crédit.*
- DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. *Droit civil.*
- DENISART *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence, 1783 (ainsi que l'édition nouvelle du même ouvrage revue par CAMUS et BAYARD).*
- DHOUTANT *Etude des responsabilités en matière de transfert de titres nominatifs.*
- DOMAT *Les lois civiles.*

- DORAIS *Code civil de la province de Québec.*
- DUVERGIER *Traité du dépôt.*
- DUVERT *Traité du contentieux des transferts.*
Conversions, transferts et mutations
de valeurs mobilières.
- ECOUTIN *De la conversion des titres nominalifs*
et des titres au porteur.
- FENET *Travaux préparatoires du Code civil.*
- FOLLEVILLE (DE) ... *Traité de la possession des meubles et*
des titres au porteur.
- FUSTEL DE COULANGES. *La cité antique.*
La Gaule romaine.
- GIDE *Cours d'économie politique.*
- GOLDSCHMIDT *Etude sur l'acte d'administration.*
- R. DE LA GRASSERIE. *Le code civil allemand.*
- GUILLOUARD *Traité du prêt, du dépôt, du sequestre.*
- GUYOT *Répertoire de jurisprudence.*
- HOUPIN *Traité général théorique et pratique*
des sociétés civiles et commerciales.
- HUC *Commentaire du Code civil.*
- JOCARD..... *Du dépôt des titres en banque.*
- JULLIOT *Des transferts et conversions de titres*
nominalifs.
- LANEYRIE et DUBOIS. *Code civil portugais.*
- LEVÉ *Code civil espagnol.*
- LÉVY-ULMANN *Essai sur le titre nominalif et sur la*
responsabilité des agents de change.
- LOUET *Recueil de plusieurs notables arrêts*
donnés en la cour du Parlement de
Paris, 1678.

- Dr VON LÖNHOLM ... *Code civil japonais.*
- CH. LYON-CAEN et L. RENAULT. *Traité de droit commercial.*
- MAGUÉRO *Traité alphabétique des droils d'enregistrement, de timbre et d'hypothèque.*
- MARQUARDT et MOMMSEN. *Manuel des antiquités romaines.*
- MELON *Essai politique sur le commerce.*
- MICHALON *Des lieux de dépôts d'objets précieux dans l'antiquité et de la location des coffres-forts à Rome.*
- MINARD *Du titre nominatif, nature et fonctionnement.*
- Pandectes françaises.*
- PERROT *Le commerce de l'argent et le crédit à Athènes.*
- PIGEONNEAU *Histoire du commerce de la France.*
- A. PILLET *Droit international privé. Résumé du cours.*
- M. PLANIOL *Traité élémentaire de droit civil.*
- R. POMMIER *Du dépôt de titres au porteur dans les caisses de l'établissement émetteur.*
- PONT *Traité des petits contrats.*
- POTHIER *Œuvres, édition Bugnet.*
- *Traité des Fiefs.*
- PRUDHOMME *Code civil chilien.*
- *Code civil italien.*
- QUÉLOZ *Des dépôts dans certains établissements privés ouverts au public.*
- ROBERT *De l'emploi et du remploi sous le régime dotal.*

- ROYER (DE) *Dictionnaire des arrêts et de jurisprudence ou (nouvelle édition du Dictionnaire de BRILLON), Paris, 1782.*
- SAVARY *Le parfait négociant.*
- SIREY *Recueil.*
- THALLER *Traité élémentaire de droit commercial,*
- THUILLIEZ *Essai historique sur le titre nominatif et sur sa transmission.*
- TORQUEBIAU *Des dépôts en banque et de la location des coffres-forts.*
- TRIPELS *Code civil néerlandais.*
- TROPLONG *Le code civil expliqué. Du dépôt.*
- VALÉRY *De la location des coffres-forts.*
- VAUBAN *La dime royale.*
- VIGIÉ *Cours élémentaire de droit civil français.*
- A. WAGNER *Note sur l'arrêt de la Cour de Grenoble du 1^{er} juillet 1908 (« La Loi » du 12 février 1909).*
- De la responsabilité des sociétés en matière de transfert d'actions et obligations nominatives. (Journal des sociétés, 1910, pages 497 et suiv.).*
- Critique de l'arrêt de la Cour de Cassation. Ch. civ. du 26 février 1913 (Rev. de législation professionnelle, pages 90 et suiv., et 105 et suiv.).*
- A. WAHL *Note sous Grenoble, 1^{er} juillet 1908. Sirey 1910.2.97-99.*

A. WAHL..... *Traité théorique et pratique des litres
au porteur français et étrangers,*
1891.

*Traité du régime fiscal des sociétés et
des valeurs mobilières.*

Note sous Paris, 10 janvier 1912.
Sirey 1914.2.17-19.

Note sous sol. Régie du 4 septembre 1895. *Sirey* 1898.2.151.

DE LA RESPONSABILITÉ
DES
SOCIÉTÉS DÉPOSITAIRES
DE
TITRES AU PORTEUR CONTRE RÉCÉPISSÉ

INTRODUCTION

Le 16 pluviôse an XII, le tribun Bertrand de Greuille, dans son rapport au Tribunat sur la loi relative aux engagements qui se forment sans convention, s'exprimait ainsi : « Tout individu est garant « de son fait ; c'est une des premières maximes de la « société ». Combien cette remarque est juste ! Le principe de la responsabilité enveloppe, en effet, toute la vie humaine, et, même, la déborde puisqu'il comporte le souci de l'au-delà. On voit s'en préoccuper également, — nous ne faisons qu'une énumération sommaire, — la religion, la philosophie, la morale, l'histoire, la sociologie, le droit. Ce dernier domaine est celui que nous avons choisi. Aussi bien reste-t-il immense : responsabilité dans les contrats, responsa-

bilité hors des contrats. La limitation que nous entendons fixer, s'inspirera d'un choix parmi les contrats eux-mêmes. « *De la Responsabilité des sociétés dépositaires de titres au porteur contre récépissé* », tel est précisément le sujet de notre étude.

Dans une région même circonscrite, les conséquences de la responsabilité sont parfois difficiles à déterminer. Il importe cependant de les connaître : elles peuvent être si redoutables et si étendues.

Les sociétés financières, industrielles et commerciales, fières parfois de leur puissance, savent avec quelle facilité leur responsabilité peut se trouver engagée en raison même du chiffre considérable de leurs affaires. C'est là une de leurs constantes inquiétudes. Aussi, sont-elles naturellement amenées à se mettre à couvert. Prenons par exemple les compagnies d'assurances. Comment ne pas admirer la minutie apportée dans la rédaction de leurs polices ? Elles témoignent de la virtuosité de leurs auteurs qui s'appliquent à prévoir toutes les éventualités. L'assuré confiant s'émerveille du grand nombre de cas dans lesquels la compagnie semble assumer les risques. Il ne se doute pas que ces clauses sournaises édictent trop souvent des motifs d'exonération.

Cette préoccupation des sociétés d'assurances de restreindre leurs engagements en éliminant par des stipulations condensées les cas que leur expérience leur révèle comme dangereux, fait ressortir le laco-

nisme du Code sur cette grande question de la responsabilité. Concis, le Code l'a été et, parfois, de parti pris. Les hommes de loi du Consulat se sont bornés, en plus d'une matière, à insérer, dans notre législation, des principes. Avocats et magistrats de l'Ancien Régime, accoutumés aux arrêts de règlement, ils ont laissé à la jurisprudence le soin d'interpréter et de compléter les textes, comme s'ils n'avaient pas eu le souci, par l'article 5 C. Civ., de faire obstacle pour l'avenir à la réapparition de ces sortes de dispositions législatives prises dans la forme des arrêts de justice.

Cette confiance dans l'arbitraire des juges peut sembler grosse de périls. Elle ne se retrouve pas au même degré chez tous les peuples. Certaines codifications modernes ont essayé de prévoir le plus grand nombre d'espèces possibles et d'en donner la solution d'avance. Le système français paraît cependant préférable : il a pour lui la souplesse. Les principes ne variant pas, les tribunaux possèdent la faculté de modifier leurs décisions en tenant compte des circonstances matérielles de la vie et des changements de l'esprit public. N'est-ce pas cette idée que traduit la formule d'apparence séduisante : « Au delà du Code Civil par le Code Civil » ? Mais cette mobilité offre des inconvénients : si, comme le disait Bertrand de Greuille, en développant la pensée qu'il exprimait sur la responsabilité et que nous avons rappelée à la

tête de ces pages, si « la loi ne peut balancer entre celui qui se trompe et celui qui souffre », il est pourtant nécessaire que celui qui se trompe ne soit pas pour autant à la merci des juges. Il risquerait de devenir celui qui « souffre ». Il doit connaître les précautions qu'il importe de prendre.

Ces observations se présentent à notre esprit au moment d'entrer dans le vif du sujet. Cette étude a pour but de fixer la limite extrême de la responsabilité des sociétés dépositaires de titres au porteur contre récépissé (1). Le Code Napoléon en traitant du dépôt a obéi à sa tendance naturelle d'exposer simplement les principes. La multiplication des valeurs mobilières a donné de nos jours au contrat de dépôt une importance considérable.

Les législateurs de 1804 étaient-ils *en mesure de prévoir* et *ont-ils prévu* ce champ d'application? Le Code est-il sur ce point en harmonie avec la situation présente? Les développements qui vont suivre ont pour but d'apporter la réponse à cette question et notre plan est le suivant :

PREMIÈRE PARTIE.

Chapitre I. — Notions sur les institutions de dépôt dans le passé.

(1) Nous n'aurons pas, en conséquence, à parler de la location des coffres-forts.

Chapitre II. — Du fonctionnement du dépôt des titres au porteur au XVIII^e siècle.

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre I. — Le dépôt des titres au porteur et la législation du Code Civil. Limite de la responsabilité des établissements dépositaires.

Chapitre II. — Doctrine assimilant certains récépissés de dépôt à des titres nominatifs : sa singularité, son inexactitude.

Chapitre III. — Le dépôt salarié : législation comparée.

Conclusion.

PREMIÈRE PARTIE

AVERTISSEMENT

Il a été soutenu (1) que les rédacteurs du Code ne pouvaient prévoir le fonctionnement et l'importance de nos caisses de dépôts actuelles. Certains auteurs ont semblé prétendre que les dépôts que les juriscultes de l'an XII étaient susceptibles de connaître, répondaient à la notion pour ainsi dire primitive de ce contrat, celle dont Pothier s'est inspiré, en un mot, le « service d'ami » rendu par un dépositaire isolé à un déposant isolé.

Dans la première partie de cette étude, nous combattons cette opinion en rappelant le rôle des sociétés de dépôt de l'antiquité et du Moyen-Age, et en montrant qu'au XVIII^e siècle, le dépôt des titres au porteur dans les caisses des établissements émetteurs était parfaitement connu et réglementé.

(1) Voir par exemple dans POMMIER : *Du dépôt de titres au porteur dans les caisses de l'établissement émetteur*, page 36.

CHAPITRE PREMIER

Notions sur les Institutions de dépôt dans le passé.

Le dépôt est certainement un des contrats les plus importants économiquement et historiquement.

Il ne nous est pas loisible d'exposer ici son rôle économique, mais le but de cette étude nous oblige à rappeler brièvement l'usage dont il a été l'objet.

Son origine est, sans doute, contemporaine de celle de la propriété.

On le trouve étudié ou du moins mentionné par les plus anciennes législations : la Bible s'en occupe. *L'Exode de Moïse*, (cap. 22, v. 10 et suiv.) traite de la responsabilité du dépositaire.

En 1832, M. Loiseleur-Deschamps traduisait en français les lois de Manou, code le plus antique des Indiens, rédigé en vers sanscrits. Cet ouvrage est divisé en douze livres, visant pour la plupart la religion et la morale. Le huitième et le neuvième s'occupent du droit civil : une vingtaine d'articles du livre huitième a rapport au dépôt.

Nous retrouvons ce contrat à Niniye et à Babylone : en ces villes énormes dont l'opulence fut incom-

parable et que des ruines éparses rappellent seules à la mémoire des voyageurs errants, des banques prospéraient et recevaient en garde des sommes importantes. Des entrepôts abritaient les denrées. Les temples, nombreux et riches, élevés par la munificence des rois, possédaient des biens souvent considérables : les particuliers se trouvaient encouragés à leur confier leurs bijoux et leur fortune.

La Grèce ancienne nous offre également de nombreux exemples de dépôts dans les édifices sacrés. L'inviolabilité de ces asiles, leurs propriétés, la vénération dont ils étaient l'objet assuraient les déposants de la restitution de leurs biens. Le plus célèbre a été le temple d'Apollon à Délos : il devait recevoir, comme plus tard le temple de Minerve, le trésor de la Ligue Maritime Athénienne. Citons encore les temples d'Artémise à Ephèse, d'Apollon à Delphes, de Junon à Samos qui acceptaient des dépôts. De nombreux textes montrent les particuliers remettant en garde aux prêtres de ces édifices leurs objets précieux. L'usage les transformait ainsi en de véritables banques religieuses dont on ne saurait méconnaître l'importance : certains d'entre eux prêtaient de l'argent aux villes et aux citoyens, affermaient les terres et les maisons.

Les Grecs confiaient encore aux temples les écrits importants dont ils désiraient assurer la conservation tels que contrats, titres de créances, actes de partages, d'achats et de ventes.

Les demeures des Dieux n'avaient pas cependant un monopole. La prospérité de l'Hellade, ses colonies, le développement de son commerce donnaient à la banque un vif essor. Les changeurs, les banquiers reçurent en dépôt des sommes considérables qu'ils faisaient fructifier pour leur compte tout en servant un intérêt au déposant. A côté de ces dépôts irréguliers, se pratiquaient des dépôts proprement dits d'écrits probatoires, de monnaies enfermées dans des sacs cachetés, d'objets précieux, tels que ces deux aiguières ciselées que Démosthène raconte avoir été confiées au banquier Phormion.

Ces deux catégories de dépositaires ont joué un grand rôle dans la vie antique où les perturbations politiques ont été fréquentes.

Nous trouvons également à Rome un usage assez intense du contrat de dépôt.

L'ancienne Loi des Douze Tables condamnait le dépositaire infidèle à payer au déposant le double de la valeur que celui-ci lui avait confiée. Mais, en cette époque reculée de l'histoire de Rome, ce contrat n'eut pas l'importance qu'il devait prendre plus tard.

Les guerres continuelles de la République et de l'Empire obligeaient les citoyens partant pour des expéditions lointaines à trouver des dépositaires sûrs et honnêtes pour sauvegarder l'intégrité de leurs biens mobiliers. La puissance romaine ne cessait de croître : la richesse, le luxe, les arts, le commerce

attiraient en Italie une foule de gens de toute espèce et de toute origine. La plèbe n'était plus composée des seuls Latins. Soldats mercenaires des légions levées dans les diverses parties du vieux monde, aventuriers, captifs trainés à la suite des armées, esclaves de races diverses, mercantis des rives méditerranéennes, Rome voyait battre autour de ses sept collines les remous de cette tourbe bigarrée dont les colères n'étaient pas sans danger. La péninsule entière se trouvait à peu près envahie par cette population composite aux instincts brutaux. Cette multitude d'esclaves avait pris conscience de sa force; ils n'étaient plus dévoués et fidèles comme du temps des rois et des premiers siècles de la République. La Ville connut des révoltes sanglantes, des pillages, des incendies désastreux. Les vols y étaient fréquents et les demeures n'étaient pas plus à l'abri des cambrioleurs de l'époque que ne le sont nos maisons du ^{xx}^e siècle.

En outre, le commerce contraignait bien des gens à quitter momentanément le foyer domestique. Les nombreux fonctionnaires que l'Empire envoyait dans ses immenses possessions, n'étaient pas sans laisser dans la péninsule des objets mobiliers précieux. Un grand nombre de citoyens, d'autre part, possédait des villas, au sens latin du mot, dans diverses régions : les séjours qu'ils pouvaient y faire nécessitaient l'abandon momentané de leur demeure habituelle.

Ces circonstances devaient donc faire naître chez les capitalistes romains la préoccupation de trouver des gardiens éprouvés pour leurs richesses mobilières. En quoi consistaient-elles ? Elles n'atteignaient pas, certes, (et de combien s'en faut-il !) les chiffres formidables dont se targuent nos contemporains. Mais, vu l'époque et les conditions de la vie, elles n'en représentaient pas moins un élément fort important de l'activité économique dans l'État Romain. Il y eut, dans l'Empire, des fortunes considérables, un luxe inouï. Les historiens nous rappellent (1) que les Romains dépensaient des sommes fantastiques pour des objets d'art, leur mobilier, l'ornement de leurs demeures. On trouvait (2) chez eux des baignoires d'argent, des miroirs d'argent, des plats d'argent pesant jusqu'à cinq cents livres, des services de cristal, des perles, des bijoux, de la vaisselle d'or massif et, dans les grandes maisons, il arrivait que la vaisselle de cuisine était en argent. Pline ne nous parle-t-il pas quelque part d'un fourneau en argent ! Suétone, dans la vie de Caligula, raconte que Lollia Paulina, femme de cet empereur, possédait une parure d'émeraudes et de perles valant quarante

(1) Ce retour sur le passé a fait l'objet d'études nombreuses et fort intéressantes : (FUSTEL DE COULANGES, BOISSIER, MARQUARDT et MOMMSEN, etc...).

(2) MARQUARDT et MOMMSEN, *Manuel des antiquités romaines*, Tome 10. *De l'organisation financière chez les Romains*, par J. MARQUARDT, pages 66, 67, 68.

millions de sesterces (onze millions de francs). Une fortune d'un million de deniers n'était pas grand chose à l'époque des Césars. Sous Auguste, l'augure Lentulus ne possédait-il pas quatre cents millions de sesterces ? Sous Claude, Narcisse en avait quatre cents, Pallas trois cents, Sénèque trois cents. Les fouilles de Pompéi nous ont donné une idée, (combien faible !) du luxe qui régnait en Italie.

De ce rapide exposé, il est facile de comprendre que les institutions destinées à conserver les meubles précieux ont dû non seulement être une nécessité à Rome, mais y jouer un rôle très considérable.

Avant d'en esquisser le fonctionnement, il nous semble préférable de noter que les documents ne permettent pas de se rendre compte de l'importance des titres au porteur chez les Romains.

Ces derniers devaient certainement sentir le besoin du titre au porteur lorsqu'ils faisaient obstacle à la cession de créance, et même, lorsque dans la suite, acceptant la cession de créance, ils l'accomplissaient par un mode compliqué offrant d'ailleurs des inconvénients très nets dans la pratique. Ayant un respect scrupuleux des principes, il leur était véritablement difficile d'admettre que la créance, chose incorporelle, put s'identifier avec le titre qui la constate et se matérialiser pour ainsi dire. Mais, lorsque les circonstances l'imposaient, les juriconsultes romains n'hésitaient pas à accepter des solutions qu'il leur était

juridiquement malaisé de justifier en se conformant aux principes du droit. Les vieilles théories romaines pliaient leur rigidité un peu simpliste aux nécessités du crédit que la pratique avait la ferme volonté de satisfaire.

Les titres au porteur (1) que l'Inde a connus, dès la plus haute antiquité, dont on retrouve la trace en Grèce, à Carthage, dans le Talmud qui en examine la nature juridique, ont eu diverses formes à Rome. Rappelons les « tesseræ annonariæ », sortes de bons alimentaires. Il était en effet d'usage, dans les grandes solennités de distribuer à la plèbe au nom de l'empereur ou des magistrats du vin, de l'huile, des denrées. Étant donné le nombre considérable des gens qui avaient droit à ces libéralités (320.000 en 46, 200.000 sous Auguste, Trajan, Septime Sévère), on arriva à faire cette distribution sous la forme de jets à la foule de tablettes de bois ou de plomb qui devaient être présentées aux entrepôts chargés de délivrer la portion allouée. Ces tablettes étaient l'objet d'un véritable négoce. Les distributions fréquentes d'argent au peuple donnèrent lieu également à la création de tablettes payables au porteur et susceptibles d'aliénation.

Quoiqu'il en soit, ces titres au porteur ne représentaient qu'une quote-part infime de la richesse mobilière et n'ont pu faire songer à l'installation de caisses de dépôt destinées à les conserver.

(1) Voir à ce sujet dans WAHL, *Traité des titres au porteur*, Tome I, pages 13 à 23.

Le chèque a existé à Rome; nous pouvons supposer qu'il prenait parfois la forme au porteur. D'autre part, bien que la République et l'Empire aient souscrit de nombreux emprunts, l'histoire n'a pas encore mentionné l'existence de titres représentatifs et négociables des dettes ainsi contractées.

Mais n'y a-t-il pas eu dans le fonctionnement des sociétés vectigaliennes et commerciales des parts d'intérêts ou des titres de créances analogues à ceux qu'émettent les entreprises modernes? L'esclavage avait retardé à Rome l'éclosion des grandes sociétés. La main d'œuvre servile a été très habilement adaptée aux nécessités du commerce. Grâce au pécule constitué à l'esclave, le maître se trouvait dans la situation d'un commanditaire et pouvait se livrer à diverses entreprises. Mais l'extension du territoire de la République, le développement des relations commerciales et du trafic maritime amenèrent la concentration des capitaux et la division du travail. C'est ainsi qu'apparurent les associations pour le commerce des esclaves, des blés, des vins, les sociétés pour les opérations de banque, vectigaliennes pour le recouvrement des impôts.

Ces dernières offrent un certain intérêt. L'immensité du territoire avait placé la République Romaine devant un problème difficile : la perception des différentes branches du revenu public, appelé « Publica ». Le soin de recueillir les impositions avait été, par

suite, concédé à des adjudicataires groupés en sociétés : celles-ci pouvaient être chargées de la perception de plusieurs impôts à la fois. Ces sociétés ont été très puissantes jusqu'à l'Empire qui les supprima progressivement. Leur rayon d'action considérable nécessitait un grand nombre de fonctionnaires et des capitaux importants : de là des appels au crédit public. Les adjudicataires étaient assistés de cautions et de bailleurs de fonds. La responsabilité de ceux-ci était limitée par l'apport social : on les appelait des « participes » à cause des « partes » dont ils étaient nantis. Il n'y a pas de doute que ces « partes » étaient transmissibles et négociables. De nombreux textes le prouvent. M. Thuilliez (1) cite une harangue de Cicéron où le grand orateur reproche à Vatinius « d'avoir extorqué des parts de sociétés vectigaliennes qui étaient très chères à ce moment-là, *« illo tempore carissimas »*. Au Forum et dans les Basiliques, les spéculations étaient innombrables. Des fortunes s'y écroulaient ou s'y amassaient en peu de temps et les « partes » des sociétés vectigaliennes faisaient l'objet de transactions multiples : leur valeur a d'ailleurs été très élevée. Pline ne parle-t-il pas d'une part qui valait 90.000 sesterces ? Les « partes » ont parfois été fractionnées en « particulæ » pour permettre au grand public d'en souscrire ou d'en acheter. Il est

(1) THUILLIEZ, page 50.

curieux de remarquer combien cette pratique ressemble à celle qui fonctionne de nos jours : on voit, par exemple, la Ville de Paris diviser ses obligations en s'inspirant à coup sûr d'un souci analogue, désireuse qu'elle est de mettre à la portée des petites bourses des titres d'une valeur peu élevée.

Comment ces « partes » ont-elles été représentées ? Il nous est difficile de le savoir : cette question intéressante pour nous était un détail inutile dans une harangue de Cicéron ou dans une lettre de Pline. On a prétendu que les expressions « dare partes », « habere partes », « excipere partes » employées par Cicéron supposent à la part un élément corporel. Le droit de créance du « particeps » aurait été vraisemblablement représenté par un titre matériel : étant donné le soin que les Romains avaient de posséder chez eux un « Codex » à jour de leur fortune, il est permis de supposer que le propriétaire de « partes » pouvait avoir chez lui une preuve de son droit.

Nous avons esquissé cette théorie de l'existence d'un titre représentatif des « partes » pour montrer combien le contrat de dépôt avait pu avoir d'importance à Rome, car nous verrons par la suite que si les Romains déposaient en lieux sûrs des sommes d'argent et des bijoux, ils confiaient encore la garde des actes et des écrits qui leur étaient précieux.

Quels étaient ces dépositaires ?

Citons tout d'abord les temples (1) : celui de Castor et Pollux, élevé au milieu, du Forum recevait en garde les contrats, traités, testaments, les objets précieux, les monnaies (2). Cet édifice était muni de « loricæ » qui, selon d'aucuns, seraient des magasins construits de manière à pouvoir résister aux voleurs et au feu.

Les Banquiers acceptaient également des dépôts. Ceux-ci étaient réguliers ou irréguliers. Dans la seconde hypothèse, le banquier devait les intérêts. Au cas de vente des biens du banquier, le déposant régulier était payé sur le prix avant les créanciers privilégiés. L'« argentarius » d'autre part, ne pouvait, en cas de dépôt régulier, disposer des choses qui lui étaient confiées sans s'exposer à l'action « furti ». Dépositaire irrégulier, l'« argentarius » avait le libre usage de la somme : il était astreint seulement à en restituer la valeur, non les mêmes espèces.

Un texte d'Ulpien permet même de se demander si les banquiers de Rome ne mettaient pas à la disposition de leurs clients des coffres-forts (3). « Proeterea « pecuniam quoque depositam nomine condemnati « vel in arcam reclusam solent argentarii capere ut « judicato satisfiat. »

Mais il a existé à Rome une curieuse institution

(1) *Digeste* 3.73. — *Digeste* IV.4.782. — *Dig.* XXII.1.7. — *Dig.* XXVI.7.28 *in fine*.

(2) Juvénal, *Sat.* XIV.260.

(3) *Dig.* XL II.1.15, § 12.

dont l'importance a été considérable : nous voulons parler des « horrea » : Paul (1) la mentionne en ces termes : « Effracturæ fiunt plerumque in insulis horreisque, ubi homines pretiosissimam partem fortunarum suarum reponunt, cum vel cella effringitur vel armarium vel arca. » Il résulte de ces lignes que les particuliers avaient coutume de déposer ce qu'ils avaient de plus précieux dans les « horrea » où, malgré tout cependant, ces richesses n'étaient pas à l'abri du vol.

Qu'était-ce que les horrea ? Indiquons-le en deux mots : avant tout, c'est un local fermé, présentant toutes les garanties de sûreté et organisé contre l'incendie.

Il y en avait de trois sortes : les « horrea privata » appartenant à des particuliers, réservés à leur usage personnel, sortes de galeries de tableaux, de sculptures ou lieux de resserre de leurs coffres-forts ; — les « horrea publica » ou « fiscalia », affectés aux services de l'Annone ou de l'État ; enfin les « horrea publica » ou « Cæsaris », les seuls qui nous intéressent dans cette étude : ils appartenaient à des particuliers ou à l'État.

Les déposants, moyennant une redevance, un droit de garde, remettaient aux Directeurs de ces institutions leurs objets précieux. Parfois, ils pouvaient louer dans les « horrea » un emplacement déterminé ou

(1) *Dig.* 1.15.3, § 2.

un coffre-fort spécial; les Romains avaient, en effet, de très solides coffres-forts; il en a été trouvé à Puropéi. Ces « horrea » étaient administrés par leur propriétaire ou un bailleur général. Ils rendirent d'inappréciables services. Ils correspondraient, de nos jours, aux grandes sociétés de crédit : témoin ce texte de Lampride (1) dans la vie d'Alexandre Sévère : « horrea in omnibus regionibus publica « fecit, atque conferrent bona ii qui privatas custodias « non haberent. »

Sans doute, ne sommes-nous pas toujours en présence d'un cas de dépôt très pur : en 1885, en effet, a été trouvé près de la Porte Salaria à Rome une plaque de marbre portant gravée une « lex horreorum » relative aux magasins de l'Empereur César Auguste : elle fixe les conditions du dépôt, du retrait, de la location des coffres, l'emplacement des coffres, les droits de gage du directeur. Il s'agit, en ce cas spécial, d'une véritable location de coffre-fort et non d'un dépôt régulier.

Quoiqu'il en soit, ces considérations montrent avec clarté que les Romains ont éprouvé, comme nous, le besoin de mettre à l'abri leurs richesses mobilières et qu'ils sont allés fort loin dans l'organisation de ces caisses de dépôt.

(1) MARQUARDT et MOMMSEN, *Manuel des antiquités romaines*, Tome 10. *De l'organisation financière chez les Romains*, page 166, note 3.

Pourquoi ne rappellerions-nous pas ici la loi du 27 février 1880? L'article 5 oblige le tuteur à déposer, soit entre les mains d'une personne ou d'une société spécialement désignée, soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, les titres au porteur non susceptibles d'être convertis en titres nominatifs, appartenant à leurs pupilles. Cette prescription a pour but d'empêcher le tuteur de garder en ses mains des valeurs éminemment négociables et qu'il est si facile de perdre. Cette loi que les agissements de certains tuteurs avaient rendue nécessaire pour sauvegarder les biens des mineurs, a consacré, en quelque sorte, l'importance des caisses de dépôt de titres. Cette mesure de protection des incapables n'a été introduite dans notre législation qu'assez longtemps après la promulgation du Code. A Rome, pourtant, elle avait eu un précédent. Nous lisons, en effet, au Code Justinien : (1) « Si res pupillares quas in horreo
« conditas habere, aut etiam venundare debuisti, in
« hospitio tuo (ut adseveras) vi ignis absumptæ sunt :
« culpam seu segnitiam tuam, non ad tuum damnum,
« sed ad pupilli tui spectare dispendium, minus pro-
« babili ratione deprecis ». Il appert de ce texte que les tuteurs devaient déposer dans un horreum ou vendre les biens mobiliers appartenant à leur pupille.

(1) *Codicis liber quintus, De periculo tutorum vel curatorum, titulus XXXVIII, III Imp. Philippus A. Philippus Cas. Gratiano.*

S'ils ne le faisaient pas et qu'un incendie les consumât, ils commettaient une faute qui ne pouvait tourner au désavantage du pupille.

Au Digeste (1), Ulpien prescrit que le « missus in possessionem », ayant recueilli toutes les « res hereditarias », les doit déposer dans la maison du défunt ou, à défaut, dans un horreum « in quo res collectæ custodiantur ». Dans un autre passage, le même jurisconsulte parle d'un banquier qui « ut plerique eorum in horreo instrumentum habet ». Enfin, une constitution de Dioclétien et de Maximin nous révèle qu'on déposait dans les « horrea » les sommes et objets litigieux ou donnés en gage.

Nous devons donc conclure que les Grecs et les Romains ont non seulement usé du contrat de dépôt, mais qu'il ont possédé des institutions soit religieuses, soit civiles ou commerciales, dont l'une des fonctions était de recevoir des dépôts dans un but intéressé, exactement comme le font les sociétés de crédit actuelles.

Il va sans dire que le mécanisme n'en était pas aussi perfectionné que de nos jours : toutefois, le problème juridique n'en demeura pas moins posé avec les mêmes données sous lesquelles il se présente aujourd'hui.

C'est à dessein que nous avons si longuement insisté sur l'usage du dépôt à Rome. Il nous appa-

(1) *Dig.* XXXVI.4.5, § 22.

raissait nécessaire de montrer que ce contrat y avait eu une grande importance économique. Nous avons ainsi constaté combien la conception primitive du dépôt, celle du « service d'ami » rendu gratuitement par un dépositaire isolé à un déposant isolé, avait pu s'estomper dans l'esprit des Romains. La notion du dépôt salarié s'est, d'autre part, nettement manifestée et l'un des plus grands jurisconsultes du vieux monde, Ulpien, devait écrire : (1) « In deposito dolus præstatur solus nisi forte et merces accessit ». Ces mots « merces accessit » démontrent que le droit de garde était en usage et parfaitement admis. Cette remarque nous paraît intéressante puisque notre Code civil, dans ses articles 1915 et suivants, s'inspire des traditions romaines : des auteurs, en effet, comme nous le verrons dans la suite, ont soutenu que, seule, avait pu se présenter à l'examen des jurisconsultes de Rome l'hypothèse primitive du dépôt, celle du « service d'ami » avec exclusion de toute idée de salaire. Et, invoquant cette tradition, ils refusent d'analyser en contrat de dépôt la conservation des litres au porteur assumée, moyennant un droit de garde, par les Banques modernes.

Pour achever ce retour dans le passé, il nous reste à dire quelques mots de l'emploi qui a été fait du

(1) TROPLONG, *Du dépôt*, n° 13.

ULPIEN, L. 5. D. comm. vel contra 13, 6.

contrat de dépôt au Moyen-Age et durant la Renaissance.

Ce n'est qu'à dater du ^{xvi}^e siècle que le mot « dépost », venu du latin, se retrouve dans les auteurs français. Antérieurement, les traités du Moyen-Age ne parlent que des « cozes bailliés en warde ».

En France, l'insécurité des temps pendant les premiers siècles qui suivirent l'effondrement de l'Empire Romain, fit des Eglises et des Monastères les lieux de dépôt préférés du public. Asiles sacrés et inviolables, ces sanctuaires ne tardèrent pas à abriter de grands trésors. Il en fut ainsi des célèbres abbayes de Sainte Geneviève, de Saint-Denis, de Saint-Victor à Paris, de Cluny, etc... Dans son « Mémoire sur les opérations financières des Templiers », M. Léopold Delisle nous montre les Commanderies de cet ordre se transformant petit à petit en dépôts d'argent et d'objets précieux : « ...Les grandes maisons des « Templiers, dit l'auteur, devaient d'autant mieux « inspirer ce sentiment de confiance qu'on les savait « construites par d'habiles ingénieurs et gardées par « des chevaliers chez qui le caractère religieux s'alliait « à une réputation militaire conquise sur les plus « célèbres champs de bataille ». Pendant longtemps, cette confiance ne se démentit pas : rois, nobles, bourgeois, portèrent au Temple leurs bijoux, leurs joyaux, leurs richesses. Et M. Delisle donne une longue énumération, fort intéressante, d'exemples.

A côté de ces dépositaires religieux, nous trouvons, du Moyen-Age à la fin du xviii^e siècle, une autre catégorie de dépositaires : ce sont les successeurs des « argentarii » de Rome : les banquiers.

Les banques de dépôt ont une origine des plus anciennes ; à vrai dire, la France est demeurée en retard, à ce point de vue, sur l'Italie, la Hollande, l'Allemagne. Ces pays ont connu, en effet, dès le Moyen-Age, le premier des Banques d'État, les seconds des Banques municipales. Si ces institutions recevaient en garde les effets de commerce, elles acceptaient aussi des dépôts réguliers ou irréguliers dont le montant était souvent considérable. Des sacs cachetés d'or ou d'argent leur étaient souvent confiés et elles devaient les restituer en nature. Elles percevaient (1) un « droit de garde justifié par les risques qu'elles évitaient aux déposants ».

En ce qui concerne ce sujet, le passé de notre propre pays nous semble se résumer ainsi :

Pendant la période gallo-romaine, nous retrouvons chez nous les institutions que nous avons rencontrées à Rome.

Pendant les autres périodes, les dépositaires varient ainsi qu'il suit : période franque et germanique : les Monastères ; période féodale : les Templiers ; période

(1) BLANCHARD, *Cours d'économie politique*. Tome II page 447.

monarchique : les Banques qui avaient apparu d'ailleurs dans la période précédente.

Les notions historiques que nous venons de rappeler établissent que ce n'est pas du xix^e siècle que date l'importance du dépôt et des institutions destinées à conserver les richesses mobilières pour le compte des capitalistes. L'usage de ce contrat est d'autant plus intense que le développement économique prend d'extension. Il paraît naturel que nous l'ayons constaté à diverses époques de l'histoire, célèbres par leur prospérité. N'est-il pas curieux de remarquer qu'une pratique d'aspect si moderne ait été imaginée dans un passé si lointain ? Une fois de plus la tradition s'impose à nous et reste toujours un guide précieux.

CHAPITRE II

Du fonctionnement du dépôt des titres au porteur au XVIII^e siècle.

Nous avons précédemment constaté que les institutions de dépôt n'étaient pas inconnues dans l'antiquité et les premiers temps modernes. Le présent chapitre a pour but d'exposer que, durant le XVIII^e siècle, leur nécessité a été aperçue comme à toute autre époque et que, plus spécialement, s'est alors manifesté l'usage du dépôt des titres dans les caisses des établissements émetteurs.

Il y a lieu pour nous d'insister plus particulièrement sur l'époque qui précède, de façon immédiate, la rédaction du Code civil.

Tout d'abord, demandons-nous si les titres au porteur étaient répandus au XVIII^e siècle? Recherchons, en d'autres termes, comment se sont vulgarisées les valeurs mobilières, comment, ainsi, se sont développées les raisons d'être des caisses de dépôt. Avant d'étudier ce contrat, cherchons-en les éléments.

Le siècle de Law et des frères Pâris devait être témoin d'un essor considérable des valeurs mobilières. Le 25 mai 1760, Choiseul écrivant à Voltaire lui

donnait ce conseil : (1) « Ne vendez pas ce que vous
« avez dans les fonds publics, je me charge du soin de
« vos affaires, s'il y avait quelque chose à craindre, je
« vous avertirai à temps : les effets du Roi valent
« infiniment mieux que les terres, j'ai vendu une
« partie des miennes pour en acquérir, je m'en trouve
« bien. Au contraire, si vous pouvez être averti
« quelques mois avant la paix, troquez vos vaches
« contre du papier et vous ferez un marché excellent ». Ce passage, au premier abord, laisserait croire qu'au xviii^e siècle, la maxime « res mobilis, res vilis » avait perdu la faveur du public. En se gardant de rien exagérer, il serait à la rigueur possible de le soutenir avec quelque vraisemblance. Et encore ne devrait-on pas distinguer avec soin entre l'état d'esprit régnant à la Cour et à la Ville et la mentalité des provinces ! L'engouement que les capitalistes des grands centres intellectuels de France éprouvaient pour les placements en valeurs mobilières, demeurerait étranger à la majeure partie des sujets du Royaume. Ceux-ci restaient fidèles aux principes édictés par les sages coutumes aux yeux desquelles la Terre et les Offices seuls comptaient.

Néanmoins, c'est bien du xviii^e siècle et même des entreprises fondées par Colbert que nous devons faire dater la décroissance progressive, lente à son début,

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1902.

de la valeur des terres en face de l'importance grandissante de la richesse mobilière. Vauban (1) nous donne sur ce dernier point un précieux témoignage : examinant les mesures propres à favoriser le commerce, il demande (nous ne jugerons pas ici son opinion) que soit aboli le négoce de deux sortes de billets « les uns avec le nom du débiteur et du créancier », les autres « sans nom du créancier ». Traitant de la deuxième catégorie, l'illustre maréchal écrit : « L'autre sorte de billets *dont l'usage devient fort commun* et dont il serait important d'arrêter le cours « parce qu'ils sont tous pernicieux au Roi et à la « société civile, sont des billets payables au porteur « sans autre addition, lesquels renferment d'ordinaire « l'intérêt par avance comme les précédents. Cette « manière de billets a été mise en vogue par les gens « d'affaires, pendant la dernière guerre, pour mettre « leurs effets à couvert des recherches qu'on pourrait « faire contre eux. Un homme qui s'est mis en crédit « aura ramassé de *grands biens*, souvent aux dépens « du Roi et du public et mourra *riche de deux millions* « *en de semblables billets*. Ses héritiers, après s'en être « saisis, renonceront à la succession. S'il a malversé « dans le maniement des deniers du roi, ou s'il a pris « ceux des particuliers il n'y aura point de recours « contre lui, parce que ces *billets ne le manifestent*

(1) VAUBAN, *La Dixme royale*, page 71.

« *pointl.....* » Vauban, dans les passages que nous avons soulignés, donne un aperçu du chiffre que pouvait atteindre la fortune mobilière de ses contemporains. Il constate que l'usage des billets au porteur devient « fort commun ». Brillon, parlant des actions, déclare qu'elles méritent un titre particulier à cause de « l'éminence et de la fécondité » du sujet. (1) Le même auteur, au chapitre du dépôt, remarque, d'autre part, que les titres du droit qui s'y rapportent sont d'un fréquent usage.

Denisart (2), de son côté, traite des « effets commerciaux ». Il en donne une énumération sommaire : rescriptions, billets des fermes, actions de la Compagnie des Indes, billets de banque, annuités. Nous venons d'employer des mots et des formules sur lesquels il est opportun de revenir : leur signification contemporaine s'est notablement modifiée. Nous voyons, par exemple, Savary désigner par « action » l'action proprement dite, l'obligation et les reconnaissances de sommes délivrées par les entreprises. Le mot « action » avait donc au XVIII^e siècle plusieurs sens différents qu'il n'a plus aujourd'hui : le même auteur (3) nous suggère une réflexion analogue en ce

1) *Dictionnaire des arrêts et de jurisprudence* ou nouvelle édition du *Dictionnaire* de BRILLON, par M. DE ROYER, 1782, Tome II, page 697.

(2) *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence*, par DENISART, 1783.

3) SAVARY, *Le Parfait négociant*, Tome I, page 368.

qui concerne les sociétés de commerce : il désigne par société « anonyme » celle que nous appelons aujourd'hui une « société en participation ».

Quant à l'annuité, Melon (1) nous en donne une définition curieuse : il débute en caractérisant le « contrat » avec lequel il la compare pour en faire ressortir les avantages et les inconvénients. Nous croyons intéressant de reproduire ce passage : « ...le contrat a des propriétés d'un autre genre d'utilité. Le père de famille ne peut laisser sans danger des actions à des héritiers mineurs, souvent dissipateurs. Il laisse des contrats, qui ne sont point sujets au vol, et dont on ne peut pas se défaire de la main à la main. Ces contrats assurent et manifestent les biens d'une famille, procurent du crédit et des établissements. Enfin, il est bon qu'il y ait en France de ces deux espèces de fonds, selon le génie et le talent de chacun et il paroît également pernicieux de vouloir tout réduire à l'un d'eux. L'annuité est un papier commun en Angleterre qui participe également du contrat, de l'action et de la Rente tournante; elle a, comme le contrat, un revenu fixe sur des droits aliénés. Elle a comme l'action, la faculté d'être négociée de la main à la main, puisqu'elle est au porteur. Elle a, comme la Rente tournante, un remboursement annuel sur le capital jusqu'à extinction. Si nos contrats sur la

(1) MELON, *Essai politique sur le commerce*, 1784, pages 88 et suiv.

ville étoient au porteur avec des coupons pour le paiement de la Rente annuellement, et d'une partie du capital, ce seroit des annuitéz.» Cette définition nous montre que le XVIII^e siècle a parfaitement saisi les dangers auxquels se trouvent exposés les incapables, propriétaires de titres au porteur. Melon se fait l'écho des soucis qui devaient plus tard inspirer les rédacteurs de la loi du 27 février 1880.

Ces divers « effets commercables » étaient vendus et achetés en Bourse par l'intermédiaire des Agents de change. Un arrêt du Conseil d'État du 24 septembre 1724 avait, en effet, créé à Paris cet établissement pour que ces « officiers » puissent y effectuer les négociations des billets au porteur, des lettres de change et « autres papiers commercables ». (1) Jusqu'en 1733 les textes pullulent en cette matière; le marché financier, très actif, méritait d'être surveillé avec soin : l'esprit de spéculation cherchait à se donner libre carrière et l'ingéniosité des banquiers devait motiver l'arrêt du Conseil du 7 août 1785 (2) dont l'importance est évidente. Que nous dit ce texte ? Le Roi s'y déclare informé que depuis quelques temps « il s'est introduit dans la capitale un genre de marché ou de compromis, aussi dangereux pour les vendeurs que pour les acheteurs, par lesquels l'un s'engage à fournir, à des termes éloignés, des effets

(1) BARBEROT, page 27.

(2) BARBEROT, page 30.

qu'il n'a pas, et l'autre se soumet à les payer sans en avoir les fonds avec réserve de pouvoir exiger la livraison avant l'échéance, moyennant l'escompte; que ces engagements dépourvus de cause et de réalité occasionnent une infinité de manœuvres insidieuses tendant à dénaturer le cours des effets publics ». On peut voir dans ce passage une définition à peu près correcte des opérations à terme. M. Lenotre nous montre, d'ailleurs, à quelles spéculations effrénées il était encore possible de se livrer en Bourse, durant la Révolution, sur les actions de la Compagnie des Indes. Le baron de Batz qui possédait un nombre considérable de ces titres et un compte courant à la Banque Delessert, sut mettre à profit les circonstances (1).

Cette époque marque, en effet, l'éclosion de la vie financière qui devenait intense en certains pays : « la circulation des fonds est une des grandes richesses de nos voisins » disait (2) des Hollandais Melon, le disciple de Law, « leur banque, leurs annuitez, leurs actions tout est commerce chez eux ». Répandues à un degré moindre en France, les valeurs mobilières occupaient cependant une place non négligeable. Témoin cette mélancolique réflexion de Brillon (3) :

(1) G. LENOTRE, *Le Baron de Batz*, page 124 et suivantes.

(2) MELON, page 81.

(3) BRILLON, *Dictionnaire des arrêts*, Paris 1727, Tome I, mot « action », page 73.

« Si les actions de la Banque Royale ou Compagnie des Indes ne subsistaient pas, on n'en parlerait point en cet endroit : mais comme elles sont les restes de la fortune de bien des familles et qu'elles composent l'unique patrimoine d'une infinité de particuliers, il faut en dire quelque chose ».

La naissance des grandes compagnies de commerce est, en effet, pour beaucoup dans la diffusion des valeurs mobilières. L'entreprise collective a toujours fait preuve de moyens plus puissants que l'entreprise individuelle. Si loin que l'on remonte dans l'antiquité, on trouve à diverses époques une tendance à substituer la première à la seconde. L'essor des compagnies commerciales, « paralysé au Moyen-Age par l'organisation de la Société française » (1), s'éveilla dès le xiv^e siècle. La guerre de Cent ans l'annihila, mais sous Charles VII, Jacques Cœur lui donna une nouvelle impulsion, dont les effets devaient se poursuivre sous Louis XI, Charles VIII et aboutir avec Colbert. Au XVII^e siècle existèrent, en effet, de nombreuses sociétés : la Compagnie de Mer pour la pêche à la baleine, la Compagnie des Pyrénées pour le commerce des bois en cas de conflit avec la Hollande, la Compagnie d'Afrique, comprenant la Compagnie du Corail, confirmée en 1604, fondée à l'origine par vingt-quatre actionnaires, — les Compagnies de la Chine, du Cap

(1) *Histoire du commerce*, par PIGEONNEAU, 1889, Tome II, page 19.

Nègre, des Seigneurs des Iles d'Amérique fondée en 1625, de la Nouvelle France et du Morbihan comprenant des actions cessibles et nominatives, — la Compagnie des cent associés (pour le commerce au Canada, créée en 1627-1628), — la Compagnie du Castor ou d'Acadie (1683), — la Compagnie de la Nacelle de Saint-Pierre fleurdelysée (statuts en 1627), — celle de la France équinoxiale (trafic avec Cayenne, 1651), — du Cap Nord (1643, commerce dans les régions de l'Orénoque et de l'Amazone). Citons encore la Compagnie des Indes Occidentales fondée en 1664 pour remplacer de plus petites entreprises au Sénégal, au Cap Vert (1), — la Compagnie du Levant créée en 1670 au capital de trois millions de livres et dont les actionnaires jouissaient de nombreux privilèges. Enfin en juin 1669, Colbert instaure la Compagnie du Nord au capital de 600.000 livres, formée d'actions de 2.000 livres, destinée au négoce avec la Hollande, les Pays scandinaves, la Moscovie.

Le commerce extérieur du royaume se trouva en quelque sorte monopolisé par des Compagnies. On en distingua de deux sortes au XVIII^e siècle (2) : les unes, formées par l'association de plusieurs personnes qui se réunissaient pour entreprendre un négoce déterminé, étaient purement privées : les ouvrages de jurispru-

(1) *Les Grandes Compagnies de commerce*, par BONNASSIEUX, Paris 1892, pages 171 et suiv.

(2) BONNASSIEUX, page 5.

dence de l'époque les qualifient de « sociétés de commerce ». Les autres, constituées par des lettres patentes ou des actes **royaux** avec privilège exclusif, se trouvaient placées sous la protection de l'État. Celui-ci les favorisait, les surveillait, les contrôlait. Cette seconde catégorie, seule, retiendra notre attention. Le cadre de cette étude étant restreint, nous examinerons brièvement les statuts de quelques-unes de ces compagnies et certaines délibérations prises au cours de leur durée : nous verrons ainsi fonctionner des caisses de dépôt de titres.

C'est dans les statuts des grandes entreprises fondées par Colbert que la transmissibilité des actions a apparu bien nettement en France. Tout d'abord la caractéristique des compagnies existant au XVIII^e siècle réside dans le fait que leurs titres ont été le plus souvent émis sous la forme au porteur. (Faisons cependant une exception pour la Banque générale fondée en 1716 par Law dont les actions étaient nominatives, au nombre de 1.200 et de mille écus chacune). (1) La fièvre de la spéculation avait alors envahi tous les esprits : les actions nominatives disparurent devant le titre au porteur que Law devait adopter dans la suite comme se prêtant mieux aux opérations de bourse. La forme au porteur avait fini par être considérée comme inhérente aux actions de

(1) DENISART, Tome III, page 191, dit que les actions de la Banque de 1716 étaient au porteur.

société et il semble bien que le xviii^e siècle n'en ait pas connu d'autre.

Dans cette période de notre histoire, un assez grand nombre de titres au porteur munis de coupons furent mis sur le marché. Les énumérer tous serait fastidieux. La collection des arrêts du Conseil d'État du Roi (1), pour le xviii^e siècle, en mentionne quelques-uns avec les fac-similés des types auxquels ils devaient être conformes. C'est ainsi qu'en 1718, les frères Pâris obtiennent l'adjudication des Fermes pour 48.500.000 livres par an. Ils cèdent leur privilège à une société anonyme divisée en cent mille actions de mille livres au porteur. (2) En 1741, c'est la Nouvelle Compagnie Royale et Perpétuelle d'Afrique (3) qui est fondée avec douze mille actions de mille livres chacune. Les emprunts, les émissions de rente, les sociétés auxquelles les Fermiers Généraux cédaient leurs privilèges ont donné naissance à de très nombreux titres au porteur. Le 16 septembre 1718 (4), par exemple, un arrêt du Conseil édictait un règlement général pour la « régie, administration et recouvrement des droits des Fermes Royales unies du bail de M^e Aimart Lambert, adjudicataire desdites Fermes ». L'art. III

(1) Voir à la Bibliothèque Nationale les arrêts du Conseil d'État du Roy, série F.

(2) WHAL, *Traité des titres au porteur*, Tome I, page 154.

(3) BONASSIEUX, page 171.

(4) Bibliothèque Nationale, Arrêt du Conseil d'État du Roi, F. 23650 (721-778).

de l'arrêt autorisait les cautions du « Sieur Lambert » à émettre des actions au porteur de mille livres chacune sur lesdites fermes, jusqu'à concurrence de cent millions.

Citons encore l'arrêt du Conseil du 2 juillet 1764 (1) : Après le traité de Paris qui cédait le Canada à l'Angleterre, le Roi voulut régler la forme et la distribution des « reconnaissances » qui seraient données en paiement « des lettres de change et Billets de monnaie du Canada ». L'arrêt précité stipula qu'elles seraient au porteur, garnies de six coupons d'intérêts à raison de 4 % d'intérêts l'an et établies suivant un modèle annexé au dit arrêt. « Ces reconnaissances, disait l'art. II, seront faites de différentes sommes fixes de 50, 60, 80, 100, 300, 500, 1.000, 2.000, 5.000 et 10.000 livres ». Et l'article 5 ajoutait : « Le remboursement des capitaux des reconnaissances « ...se fera par voie de tirage au sort dans le courant du mois de janvier de chaque année..... à l'effet de quoi les numéros desdites reconnaissances seront mis publiquement dans les derniers jours de décembre, dans une roue en la Grand'Salle de l'Hôtel de Ville de Paris, pour en présence des sieurs Prévôt des Marchands et Echevins de ladite ville, être tiré de la roue des numéros desdits billets jusqu'à concurrence de la somme qui aura été destinée aux remboursements,

(1) Bibliothèque Nationale, Arrest du Conseil d'Etat du Roi, 1764, F. 23664 (166-241).

dont il sera dressé procès-verbal par lesdits sieurs Prévôt des Marchands et Echevins ». Cela nous montre que l'usage des valeurs à lots était déjà répandu à cette époque. Que dire d'ailleurs des innombrables billets de loterie au porteur ! Certaines entreprises privées procédaient également à des émissions de titres. On voit, par exemple, le 3 Messidor an III, la veuve Simon recevoir de l'administration des Domaines trois actions de 90 livres de la tontine Lafarge, séquestrées après la mort de son mari, le farouche gardien du Temple et « composant toute l'épargne du ménage » (1).

Mentionnons encore, parmi les titres émis à l'occasion des emprunts, les billets au porteur de l'emprunt, remboursable en neuf années, ordonné par l'arrêt du Conseil du 29 octobre 1780. Six ans plus tard, le 10 décembre 1786, le Roi homologuait la « Délibération, statuts et règlements des intéressés à l'exploitation des Fonderies Royales d'Indret et de Montcenis et de la Manufacture des cristaux de la Reine » (Creusot) dont les actions étaient au porteur.

Des titres d'emprunts étrangers circulaient en France : la reine Marie-Antoinette n'était-elle pas propriétaire de « coupons des Pays-Bas » pour une somme de 607.200 florins, valant au 1^{er} avril 1794, à la Bourse de Vienne, 506.000 florins (2) ?

(1) G. LENOTRE, *Vieilles maisons, vieux papiers*, 2^{me} série, page 32.

(2) *La fille de Louis XVI*, par G. LENOTRE, page 291.

L'usage des valeurs mobilières s'est donc grandement vulgarisé au xviii^e siècle : elles ont servi aux diverses transactions de la vie courante, témoin cet arrêt (1) du Parlement de Paris de mars 1725 où il est relaté qu'un sieur Triol avait donné à son créancier un certificat de cinq actions de la Compagnie des Indes en nantissement d'une somme de 14.565 livres, ou encore ce jugement du Châtelet (2) de la même année nous montrant un emprunt de 85.000 livres garanti par un nantissement de 50 actions de la Compagnie des Indes. Citons aussi un arrêt du Parlement de Paris, en date du 11 décembre 1765, où il est question d'un nantissement qui devait être constitué par un dépôt de rentes sur la Ville : au lieu de cette garantie, le débiteur en avait substitué une de moindre valeur en déposant des simples billets au porteur (3).

Dans un passage mentionné plus haut, nous avons vu que Melon (4) signalait les avantages des « contracts » par rapport à l'action en précisant qu'ils n'étaient pas « sujets au vol » et qu'on ne pouvait s'en défaire de la main à la main, tandis que l'action était « plus circulante », « sujette à aucune formalité ». Voilà donc un contemporain, un disciple de Law qui fait ressortir tous les inconvénients du titre au porteur : facilité

(1) Répertoire de GUYOT, page 484.

(2) Répertoire de GUYOT, page 484.

(3) DENISART, 9^e édition, 1775, Tome II, page 55.

(4) MELON, page 83.

de vol, de pertes. Rien d'étonnant à ce que l'on ait songé à s'en prémunir. Tel a été, en effet, le désir des porteurs de titres : c'est pour y satisfaire que furent créées par les établissements émetteurs les premières caisses de dépôt.

Nous allons en examiner successivement quelques exemples.

Prenons tout d'abord la Compagnie d'Occident (1), établie par Lettres Patentes en forme d'Edit données à Paris au mois d'août 1717. Elle fut créée par Law. Grisé par les succès de sa banque, le financier rêva d'une compagnie gigantesque se fusionnant avec celles qui périllicitaient. Elle reçut les privilèges des compagnies du Mississippi, du Sénégal et de la Guinée. Afin d'intéresser à l'entreprise le plus grand nombre de ses sujets et faire participer aux privilèges de la société « toutes sortes de personnes » suivant leurs facultés, le Roi décide que les fonds seront partagés en actions de cinq cents livres chacune, payables au porteur (art. XXXII), signées par le caissier de la Compagnie et visées par un des Directeurs. Il devait être délivré des billets d'une action ou de dix actions. Les capitalistes qui voudraient envoyer leurs titres dans les Provinces ou dans les pays étrangers, pouvaient « les endosser » pour « la plus grande sûreté sans que ces endossements les engagent à la garantie

(1) BORNIER, Tome II, page 526.

de l'action» (art. XXXIII). L'art. XXXVI décide que les titres de la Compagnie sont aliénables de la main à la main, transmissibles comme une « marchandise ». Enfin l'art. XXXVIII renferme une disposition qu'il convient de souligner : nous verrons, en effet, dans la rédaction des statuts des sociétés postérieures s'effectuer un véritable progrès par l'instauration du dépôt des titres en vue des assemblées générales. Quoiqu'il en soit, l'édit d'août 1717 ne prévoyait pas à cet égard l'utilisation du contrat de dépôt et déclare : « Tout actionnaire porteur de cinquante actions, aura voix délibérative aux assemblées, et s'il est porteur de cent actions, il aura deux voix et ainsi par augmentation de cinquante en cinquante ». Ces clauses allaient être complétées au mois de décembre 1717 (1) par un nouvel édit, fixant à cent millions les fonds de la Compagnie d'Occident et à deux cent mille le chiffre des actions. La teneur de cet acte royal renferme deux dispositions des plus importantes. L'article XI stipule : « Les actionnaires pourront avoir leurs actions en compte sur les livres de la compagnie, et en disposer toutes fois et quantes, et ainsi que bon leur semblera, sans qu'il puisse être pris pour raison de ce aucun frais, à l'effet de quoy les Directeurs feront tenir des registres en bonne forme, cotez et paraphez par l'un d'eux ». Nous voici donc

(1) Bibl. Nle, Arrests du Conseil d'Etat du Roi, F. 23621 (779-888).

en présence d'une précieuse faveur concédée aux actionnaires. Il leur est en effet possible de donner en garde leurs titres à la Compagnie : c'est un dépôt absolument gratuit : le retrait peut être demandé à tout instant au gré de l'actionnaire à qui la société ouvre d'ailleurs sur ses registres une sorte de compte courant. L'art. XIII permet, enfin, aux titulaires de compte de disposer de leurs valeurs par simple procuration.

Certains pourraient être tentés de voir en cette pratique une conversion au nominatif déguisée. L'article XII nous offre une réponse bien nette : « Et comme il ne serait pas juste que la faculté que nous donnons aux actionnaires de mettre leurs actions en compte sur les livres de la Compagnie *pul changer la nature de ces actions*, qui estant payables au porteur dans leur origine » etc... Cet article nous montre bien que la mise en compte des actions (le mot « dépôt » n'est pas encore employé) ne changeait pas leur nature : les titres restaient au porteur. C'est un précédent dont nous nous prévaudrons dans la suite. L'art. XIV précisait même la nature des coupons qui pouvaient être négociés et touchés sans la présentation de l'action dont ils étaient détachés : « Les actionnaires pourront disposer des intérêts de leurs actions, en séparant du Billet d'action, la partie où il est fait mention desdits intérêts, lesquels seront payés aux échéances par le Caissier de la Compagnie à ceux

qui les représenteront, et les Billets d'intérêts deviendront par ce moyen Billets payables au porteur, de même que les actions ».

Les édits d'août et de décembre 1717 avaient donc organisé un dépôt gratuit des titres au porteur avec adjonction d'une sorte de compte courant au nom de chaque titulaire. Ce dernier point ressort d'un paragraphe de l'article XII précité où il est dit qu'en cas de faillite ou de banqueroute ouverte des actionnaires ou en cas de décès, le Roi permettait de faire saisir et arrêter entre les mains du « Caissier ou Teneur de livres » de la Compagnie « ce qui appartient ausdits actionnaires ou ce qui pourra leur revenir par les comptes qui seront arrêtés par la Compagnie ». Ces édits n'allaient pas jusqu'à employer le mot de « dépôt » : l'expression vint plus tard. La disposition de l'article XVI, elle-même, est rédigée dans la même forme : « Chacun des Directeurs sera tenu d'avoir au moins 200 actions en compte sur les livres de la Compagnie, dont il ne pourra disposer pendant le temps de son administration ».

La Compagnie d'Occident ne devait pas avoir une longue durée sous sa forme primitive : au mois de mai 1719, elle absorbait les privilèges de la Compagnie de la Chine et de l'ancienne Compagnie des Indes occidentales fondée le 26 mai 1664. Les statuts de cette dernière mentionnent une clause remarquable ; nous ouvrons une parenthèse pour la signaler : la

Compagnie des Indes Occidentales, créée avec un capital de quinze millions de livres, possédait la faveur royale. Louis XIV avait souscrit pour trois millions d'actions. Encouragés par cet exemple, les financiers s'étaient inscrits pour deux millions de livres, les Cours supérieures pour 1 million 200.000, le Corps des Marchands pour 650.000 livres, le Parlement de Bretagne pour 90.000 livres. Enfin, pour attirer les capitalistes, un article des statuts déclarait que tout étranger souscripteur serait naturalisé de plein droit. Il est peu probable que nous rencontrions de nos jours, parmi les lois qui règlent la nationalité, une mesure aussi simple et aussi large. Cette manière de procéder paraît avoir été en faveur sous l'Ancien Régime : nous pourrions faire une remarque presque analogue au sujet des rentes sur l'État ou sur l'Hôtel-de-Ville. M. Pillet (1) nous montre, en effet, comment le droit d'aubaine, théoriquement en vigueur jusqu'à la Révolution française, était, à la veille de 1789, tellement adouci qu'il n'existait plus. Parmi ces adoucissements, il faut signaler les dispenses accordées aux étrangers possesseurs de rentes sur l'État ou sur l'Hôtel de Ville. « C'était une mesure de crédit public ».

Il était intéressant de mettre en lumière ce cas de naturalisation automatique, véritable trait de hardiesse législative sous un régime aussi traditionnaliste

(1) *Droit international privé*, Résumé du Cours de M. A. PILLET, page 57.

que notre ancienne Monarchie. Mais, après cette parenthèse, revenons à la Compagnie d'Occident.

Elle avait, nous l'avons vu, en mai 1719, absorbé les privilèges de la Compagnie de la Chine et de la Compagnie des Indes Occidentales. Désormais, elle allait porter le nom de « Compagnie des Indes ». L'édit de mai 1719, en prorogeant de cinquante ans les privilèges déjà accordés, autorisait la création de nouvelles actions de cinq cent cinquante livres pour le chiffre énorme de 27 millions 500.000 livres. Par arrêt des 13 et 28 septembre 1719 était admise une nouvelle émission d'actions pour 150 millions de livres (les unes de 1.000 livres, les autres de 5.000 livres). Il y eut d'autres émissions. Denisart nous dit que le montant des actions émises par la Compagnie des Indes s'éleva à un milliard six cent soixante-dix-sept millions cinquante mille livres : elles étaient au nombre de six cent mille. Nous croyons devoir citer ces chiffres afin de bien marquer la diffusion, relativement importante pour l'époque, de ces valeurs mobilières. Cela fait comprendre comment la création des caisses de dépôt devenait une nécessité urgente.

Le système des comptes courants, signalé à propos de la Compagnie d'Occident, a été mis en pratique par la Compagnie des Indes (chargée de la régie et administration de la Banque pour toute la durée ultérieure du privilège de la Compagnie) ainsi qu'il appert du procès-verbal de l'Assemblée générale des action-

naires, tenue le 22 février 1720. Par arrêt du Conseil en date du 23 février suivant, ces décisions étaient homologuées; l'art. IX en est ainsi conçu : « Il sera ouvert trois livres par la Compagnie; dans l'un seront inscrits les billets de banque remis en dépôt au Trésorier de la Banque, et il sera ouvert un compte à chaque particulier, pour porter à son crédit lesdits billets, et à son débit ceux qu'il retirera. Dans le second, seront inscrites les actions de la Compagnie, remises en dépôt au Trésorier de la Banque, et sera pareillement ouvert un compte à chaque particulier pour porter à son crédit lesdites actions avec les dividendes, et à son débit les actions ou dividendes qu'il retirera lesquels billets de Banque et actions ou dividendes ne seront susceptibles d'aucune saisie pour quelque cause que ce soit, et dans le troisième seront inscrites les actions que les particuliers voudront déposer à la Banque pour être sujettes aux dots, douaires et autres hypothèques lesquelles seront susceptibles de saisies, lesquels livres seront tenus sans frais suivant le règlement qui sera fait et rendu public ».

Ce texte n'a guère besoin de commentaires : le fonctionnement des comptes courants y est assez clairement exposé : il établit, d'autre part, que le dépôt des titres au porteur a été pratiqué au XVIII^e siècle dans les mêmes conditions que de nos jours. L'insaisissabilité à laquelle fait allusion l'article n'a-t-elle pas

servi de précédent à celle dont bénéficie la rente française? La Compagnie des Indes, ayant un privilège d'État, se trouvait ainsi favorisée pour le placement de ses titres. Il est logique, d'autre part, que les valeurs comprises dans la troisième catégorie aient été saisissables, le déposant lui-même les ayant affectées au paiement ou à la garantie d'une dette. Remarquons que les expressions dont se sert l'arrêt, impliquent parfaitement qu'il n'y a eu aucun changement dans la nature des titres : le mot « retirer » ainsi employé convient sans conteste à la restitution du montant du dépôt. Si les actions, d'ailleurs, étaient devenues nominatives par le fait du dépôt, logiquement ne devrait-on pas conclure que les billets de Banque, mentionnés dans la première catégorie, subissaient la même transformation? C'est inadmissible. Relevons enfin que la société n'exigeait aucun droit de garde.

Une autre disposition autorisait la Compagnie à créer dix millions « d'actions rentières, à raison de 2 % par an, faisant 500 millions de capital pour être déposées à la *volonté des porteurs* et inscrites dans le livre des actions libres ou dans celui des actions sujettes à hypothèques ainsi qu'il sera réglé dans la suite ».

Cette pratique du dépôt a été assez usitée : si nous nous reportons à un arrêt du Conseil du 16 avril 1720 (1), il serait possible d'y trouver une origine de

(1) *Dictionnaire des arrêts* de Brillón, Paris 1727, Tome I, page 508.

notre remploi légal : cela semblerait prouver que, de tout temps, l'État a patronné une valeur. Cet arrêt interdisait, en effet, aux communautés ecclésiastiques et hôpitaux du Royaume, « de faire aucune nouvelle constitution de rente, à peine de nullité, et à tous notaires et tabellions de recevoir à l'avenir aucun contrat de constitution de rente, à peine de nullité et à tous notaires et tabellions de recevoir à l'avenir aucun contrat de constitution en faveur de communauté ou hôpital, à peine de 3.000 livres d'amende, *leur permettant d'employer tous les remboursements à eux faits, en actions intéressées de la Compagnie des Indes, à condition qu'elles seront déposées à la Banque* et inscrites dans le registre des présents immeubles ». Le Roi se déclarait garant de l'intérêt à 2 % à perpétuité. La même mesure fut imposée par arrêt à tous les bénéficiers du Royaume.

Cet emploi légal a encore été prescrit (1) aux agents de change qui étaient astreints (2) « à rapporter, avant que leurs commissions leur puissent être expédiées, un certificat (3) du commis de dépôt en banque pour justifier qu'ils y auront *déposé* dix actions nouvelles de la Compagnie des Indes... » Ces titres constituaient, en somme, une sorte de cautionnement donné en garde à une société. Cette exigence avait

(1) Arrêt du Conseil du 30 août 1720.

(2) Voir BARBEROT, page 25.

(3) C'est-à-dire un récépissé de dépôt.

également pour but de fortifier le crédit du système de Law.

Un arrêt du Conseil du 30 août 1723 (1) nous donne, en ce qui concerne l'administration de la Compagnie, d'intéressants détails : elle avait à sa tête douze Directeurs qui devaient être actionnaires et possesseurs de cinquante actions *déposées* en compte à la Compagnie sans qu'ils puissent les retirer pendant la durée de leurs fonctions (art. I). Il leur était adjoint un Conseil de surveillance, élu par l'Assemblée générale et composé de huit syndics « choisis parmi les notables Bourgeois, tous négocians et autres gens expérimentés au fait du commerce, de la banque et des comptes ». Les syndics devaient *déposer* cinquante actions en garantie dans les caisses de la Compagnie (art. VII). Il en était de même des quatre « officiers de Sa Majesté » nommés pour examiner la gestion. Nous ne pouvons que rapprocher ces prescriptions de l'art. 26 de la loi du 24 juillet 1867.

Cette disposition législative détermine, par ailleurs, dans son art. 27, les principes que les statuts des sociétés doivent observer pour régler la composition des Assemblées générales : en particulier, il est nécessaire de fixer le nombre d'actions que les membres de l'Assemblée sont tenus de posséder, soit à titre de propriétaires, soit à titre de mandataires, pour être admis à siéger.

(1) *Dictionnaire des arrêts*, par BRILLON, Paris, 1727, Tome I, page 509.

En pratique, cette justification se fait par le dépôt des titres dans les caisses de la société ou par la production d'un certificat, émanant d'un établissement dépositaire, attestant qu'il détient pour le compte de l'actionnaire le nombre d'actions voulu. Nous retrouvons cette prescription dans l'article XVII de l'arrêt du Conseil du 30 août 1723 précité. Après avoir fixé au 1^{er} mars la date des Assemblées générales annuelles, le texte spécifiait que « nul ne pourra avoir voix délibérative en ladite assemblée, *s'il n'a déposé sous son nom*, avant le 1^{er} février de la même année, cinquante actions de la Compagnie, lesquelles il ne pourra retirer avant le 1^{er} avril : du dépôt desquelles il lui sera délivré *un certiffical à son nom par le caissier*, sur la représentation duquel certificat il sera admis à l'Assemblée sans que personne puisse y avoir entrée sur la représentation d'un certificat qui ne serait pas expédié en son nom. »

On ne saurait contester l'importance de ce texte : nous nous trouvons en présence d'un certificat ou récépissé nominatif de dépôt, tel qu'il est d'usage d'en délivrer de nos jours, non seulement pour les Assemblées générales, mais encore pour les dépôts ordinaires. Et nous avons vu, quelques lignes plus haut, (1) un récépissé nominatif apparaître dans des conditions analogues : il s'agissait alors des agents de change.

(1) Voir page 55.

Peut-être la Compagnie des Indes n'a-t-elle pas toujours facilité ces dépôts qui devaient être pour elle une source de responsabilités et d'ennuis? Peut-être a-t-elle voulu réglementer les négociations effectuées en Bourse en restituant avec lenteur les titres qui lui étaient confiés? Toujours est-il que le 29 septembre 1723 intervint un arrêt (1) du Conseil que nous ne pouvons nous empêcher de citer en partie; il montre clairement que les raisons pour lesquelles le dépôt des titres au porteur s'impose aujourd'hui, existaient au XVIII^e siècle : « Le Roy », disait l'arrêt, « estant informé que plusieurs des actionnaires de la Compagnie des Indes désireroient qu'il fut établi un dépôt public où ils pussent remettre librement leurs actions pour prévenir les vols et autres accidents qui peuvent arriver dans des maisons particulières principalement à l'égard de ceux qui sont obligés de s'absenter de chez eux, et d'entreprendre de longs voyages; Sa Majesté a jugé nécessaire d'établir un dépôt libre et volontaire, où ceux desdits Actionnaires qui voudront déposer leurs actions, le puissent faire librement, et les en retirer toutes fois et quantes qu'ils le jugeront à propos, ou les faire passer en d'autres mains par virements de partie, le tout à leur choix, sans les déplacer et sans frais. Sur quoy Sa Majesté voulant

(1) Bibliothèque nationale, Collection des arrêts du Conseil d'État du Roi, année 1723.

faire connaître ses intentions, Oûy le Rapport du sieur Dodun, conseiller ordinaire au Conseil Royal, contrôleur général des Finances, *Sa Majesté étant en son Conseil*, a ordonné et ordonne qu'il sera incessamment établi un Bureau de dépost par la Compagnie des Indes en son hôtel à Paris, dans lequel dépost il sera ouvert un livre où seront inscrites les actions et dixièmes d'actions appartenant aux particuliers, qui pour leur seureté désireront les remettre en dépost à ladite compagnie, sur lequel livre sera ouvert un compte à chaque particulier pour porter à son crédit lesdites actions, dixièmes d'actions qu'il aura déposées avec les dividendes en provenant, et à son débit les actions, dixièmes d'actions avec les dividendes qu'il retirera, ou désirera céder et transporter à d'autres particuliers, soit par vente, négociation ou autrement, auxquels particuliers nouveaux acquéreurs d'actions et dixièmes d'actions, sera pareillement ouvert un compte en débit et crédit : déclarant Sa Majesté que lesdites actions, dixièmes et dividendes ne seront susceptibles d'aucune saisie pour quelque cause ou prétexte que ce soit. Veut Sa Majesté que lesdits dépôts soient faits et les livres tenus sans aucuns frais conformément à *ce qui s'est précédemment* pratiqué à cet égard ».

Ainsi fut réorganisé le Bureau de dépôt gratuit de la Compagnie des Indes : l'arrêt déclarait, en effet, qu'il ne faisait que suivre ce qui « s'était précédemment pratiqué à cet égard ».

Cette matière devait encore être soumise à l'approbation du Conseil d'État. Il existe un arrêt du 27 août 1730 qui donne en sept articles une sorte de règlement du dépôt « libre et volontaire » des actions en l'Hôtel de la Compagnie. Après avoir désigné l'agent chargé de ce service, l'article III prescrit que les actions, avec un bordereau en mentionnant le nombre et les numéros, seront remises par les propriétaires eux-mêmes entre les mains du dépositaire en présence d'un syndic ou d'un directeur. Une fois comptées et trouvées conformes audit bordereau, elles devaient être « enfilées en paquet », celui-ci étant ensuite cacheté du sceau des armes ou du cachet du propriétaire. L'article IV prévoit qu'un registre, paraphé par l'un des « sieurs commissaires du Conseil », inspecteur de la Compagnie, sera remis au dépositaire, ... » pour y ouvrir à chaque actionnaire pour chacun des dépôts qui seront faits, un compte par débit et crédit, tant des actions que *des dividendes y attachés...* (1) ». Ce registre devait être tenu en double : l'un des exemplaires était... « destiné pour le bureau du dépost, et l'autre pour les archives ». Ils ne devaient en outre ... « jamais rester dans le même lieu que pour le temps nécessaire à passer les écritures de l'un sur l'autre ». Chaque propriétaire était tenu de parapher, sur les deux registres, son compte en débit et en

(1) Nous lisons « attachés ». Ce mot comporte qu'ils doivent être un jour « détachés » : il s'agit bien de titres au porteur.

crédit, soit en déposant ses titres et en les retirant, soit lorsque le dépositaire avait porté au débit du compte les dividendes des actions déposées qu'il « délivrera » audit propriétaire. Cette formalité constituait une sorte de décharge et d'approbation donnée au dépositaire.

Enfin (art. VI) les actions et l'un des registres devaient être mis et conservés dans un « coffre *fermant à trois clefs*... » dont l'une était confiée à un syndic de la Compagnie, la deuxième à un des directeurs, la troisième au commis dépositaire qui avait, en outre, dans son bureau le coffre sous sa garde. Remarquons incidemment que ce chiffre « trois » semble fatidique : il est resté en usage de nos jours ; les qualifications des détenteurs ont seules été modifiées. Le bureau de dépôt était ouvert le mardi et le jeudi de chaque semaine.

A côté de ce dépôt, « libre » comme dit l'arrêt, en fonctionnait une autre espèce réglementée par l'article XVIII de l'Édit du mois de juin 1725 et qui correspondait un peu à ce que nous appelons aujourd'hui un dépôt contentieux ou soumis à des clauses spéciales par opposition au dépôt pur et simple inscrit au nom d'un titulaire majeur et maître de ses droits. Le Roi avait permis, par cet acte, à tout propriétaire d'actions de déposer ses titres sous les conditions et restrictions qu'il jugerait à propos dans la Caisse Générale de la Compagnie des Indes. Dans ce but, le

Caissier général tenait de sa propre main un registre de comptes, secret, ouvert aux déposants, tant pour le capital que pour les dividendes : ce fonctionnaire délivrait, par devant notaire, à chaque déposant un récépissé contenant les clauses et restrictions stipulées par l'actionnaire : le caissier général devait se conformer à « *la loi du dépôt y énoncée* ». Cette expression « loi du dépôt » est à noter. Elle nous indique de quelle manière le contrat ainsi formé était juridiquement envisagé : on le soumettait aux règles du droit commun du dépôt. On trouve, en effet, cette formule : « loi du dépôt » dans les ouvrages de l'époque pour indiquer les conditions auxquelles une chose était donnée en garde. C'est ainsi que Guyot (1), dans son répertoire, mentionne que « les conditions sous lesquelles la chose a été déposée, font ce qu'on appelle la loi du dépôt ; loi que le dépositaire doit suivre exactement : mais s'il n'y en a point preuve par écrit, il en est cru à son serment ». Cette analyse si nette est celle encore à laquelle il y a lieu de rester fidèle, à l'époque contemporaine. Nous pouvons annoncer, avec quelque avance, qu'elle était vraisemblablement dans la pensée du législateur de 1804 ainsi que nous l'expliquerons plus loin.

Tel a été le dépôt des titres au porteur dans les caisses de la Compagnie des Indes.

(1) GUYOT, Répertoire, page 483.

Nous n'avons pas que ce seul exemple. Bien que nous ne puissions songer à faire une étude complète de ce genre de convention au XVIII^e siècle, il nous paraît utile de signaler l'existence d'autres caisses de dépôt en cette période qui précéda de si peu la rédaction du Code civil.

Rappelons l'établissement, par un arrêt du Conseil en date du 1^{er} janvier 1767, (1) de la Caisse d'Escompte. Il fut créé, au nom de cette société, soixante mille actions au porteur de mille livres chacune, munies de dix coupons de quarante livres chacun. Ceux-ci devaient être payés « à ladite caisse, sans aucune diminution de vingtième, deux sous par livre, dixième d'amortissement, ni de telles autres impositions que ce soit, qui pourraient avoir lieu par la suite sous quelque dénomination que ce soit ». Ce privilège a quelque analogie avec les faveurs accordées à la rente française exempte de tout impôt présent et futur. Les taxes sur le coupon ne paraissent pas non plus avoir été inconnues au XVIII^e siècle.

Enfin, une somme de 150.000 livres devait être répartie chaque année par la voie du sort « en forme de loterie parmi les actionnaires », qui recevaient, par action, un titre au porteur, négociable séparément, appelé « reconnaissance », muni de dix coupons au porteur dont chacun donnait droit à la loterie annuelle

(1) Bibliothèque Nationale, F. 23664 (438-556), Collection des arrêts du Conseil d'État.

comprenant 60.000 lots; le plus considérable était de 20.000 livres et le moins important de 15 livres. Cette pratique ingénieuse semble avoir été abandonnée de nos jours.

Par un deuxième arrêt de la même date, le Roi prévoyant qu'un certain nombre d'actionnaires pourraient désirer l'établissement d'un « dépôt libre et volontaire » desdites actions et reconnaissances, en autorise la création. Les articles qui réglementent le service de garde des titres, adoptent la procédure en vigueur dans le bureau de dépôt de la Compagnie des Indes. Nous venons de l'exposer; nous n'y reviendrons pas.

Cette Caisse d'Escompte n'a pas eu une longue existence. Le 24 mars 1776, un arrêt du Conseil en établissait une nouvelle au capital de 15 millions de livres divisé en cinq mille actions de trois mille livres au porteur. Cette société devait escompter les lettres de change et autres « effets commercables », « faire le commerce des matières d'or et d'argent,... » « se charger en recettes, dépenses, des deniers, caisse, paiement des particuliers qui le désireraient ». Chaque administrateur devait déposer 50 actions à son nom dans les caisses sociales. Enfin, l'article XVII prescrivait qu'il serait ouvert, dans les bureaux de l'entreprise, un « dépôt d'actions... tant pour celles que les actionnaires désireroient y placer à l'abri de tous accidens, vols, incendies ou autres, et d'où ils pourront

les retirer toutes les fois qu'ils le voudront que pour celles qu'on auroit intention d'y remettre en vertu d'actes devant notaires et enfin pour celles dont le dépôt seroit ordonné par la justice».

Nous voyons par ce texte que la Caisse d'Escompte pouvait donc recevoir des dépôts en nantissement comme il est fréquent d'en effectuer aujourd'hui; de même, il lui était possible de jouer le rôle de séquestre ou de caisse de consignations. La pratique moderne a eu donc là un précédent sérieux.

Notons d'ailleurs que cette société a été prospère. Le 7 mars 1779, un arrêt du Conseil déclarait que le Roi avait constaté avec satisfaction les progrès de la Caisse d'Escompte qui « ...pendant les derniers six mois de l'année révolue... » avait escompté plus de trente-trois millions de lettres de change à l'intérêt de 4 % l'an.

Nous allons terminer cet aperçu par un examen rapide des statuts de la Nouvelle Compagnie des Indes, établie par arrêt du Conseil du 14 avril 1785, le privilège de l'ancienne ayant été suspendu en 1769. Ce texte nous donne un tableau fort détaillé de l'organisation intérieure de la société. Le capital de 20 millions de livres était divisé en « portions d'intérêts » de 1.000 livres chacune et au porteur. Chaque administrateur devait en posséder 250 qui, pendant la durée de son mandat, restaient en dépôt dans les caisses de la société.

L'art. XXIX prescrit qu'il sera établi incessamment dans l'Hôtel de la Compagnie... « une serre ou autre lieu de sûreté, où les papiers seront parfaitement à l'abri du feu ». Cette « serre » était destinée au dépôt des portions d'intérêts qui seraient remises en garde soit par les administrateurs, soit par les actionnaires ; « ...elles (les portions d'intérêts) seront renfermées dans une ou plusieurs caisses de fer. Ces caisses, ainsi que la serre, seront fermées à trois serrures différentes dont les clefs resteront déposées, l'une entre les mains du Président et les deux autres entre les mains de deux administrateurs du Comité de la Caisse ». (Celle-ci formait un département de l'administration dirigé par un comité ; la Compagnie avait à sa tête un Président.)

L'art. XXX disposait que les livres relatifs aux actions déposées seraient tenus en partie double, chaque opération devant être inscrite au moment même « de sa consommation ». Ils étaient secrets et renfermés dans la serre.

De tous ces textes nous pouvons déduire que le XVIII^e siècle n'a surtout connu que des titres au porteur et qu'il a parfaitement saisi les grands dangers de perte ou de vol menaçant cette catégorie de valeurs mobilières. Le dépôt des titres dans la caisse de la société qui les avait émis, était considéré comme n'altérant pas leur nature. Le déposant pouvait même aliéner ses actions sans les retirer : il lui suffisait de les

faire v'rer au compte de l'acquéreur. On peut trouver là une ressemblance avec le transfert des titres nominatifs, mais, ainsi que le dit l'arrêt du 26 février 1726, les valeurs déposées conservaient leur caractère de titres au porteur se négociant « ainsi et de la même manière que les marchandises. »

Tel a été le rôle de ces institutions de dépôt sous l'Ancien Régime. Le désastre financier auquel aboutirent les entreprises de Law, eut des conséquences diverses : il jeta, en particulier, la déconsidération sur les titres au porteur : l'opinion publique les regardait avec méfiance. Au moment de la prise de la Bastille, quatre sortes d'actions seulement étaient cotées à la Bourse de Paris : la Compagnie des Indes, la Caisse d'Escompte, la Société des Eaux de l'Yvette, les Assurances Générales.

Survint la Révolution. Les hommes de 89, décidés à régénérer le monde, proclamaient le règne de la vertu. Les mesures simplistes et radicales dont ils étaient coutumiers, devaient atteindre avec une rigueur particulière les titres au porteur, symboles à leurs yeux de la spéculation corruptrice, florissante sous l'Ancien Régime. Le 24 mars 1793, un décret supprimait, purement et simplement, à dater du 1^{er} janvier suivant... « les associations connues sous le nom de Caisse d'Escompte, de Compagnies d'assurances à vie et généralement toutes celles dont le fonds capital repose sur des actions au porteur, ou sur des

effets négociables, ou sur des inscriptions sur un livre transmissibles à volonté» (art. 1). Un deuxième article stipulait qu'il ne pourrait être établi, formé et conservé de pareilles associations ou compagnies sans une autorisation des corps législatifs. Le troisième article, enfin, visait la fermeture et la liquidation de la Caisse d'Escompte.

L'esprit réformateur des conventionnels ne devait pas s'arrêter dans cette voie : ils furent conduits plus loin encore par la manie de faire aveuglément, en vertu de principes absolus, table rase des institutions du passé, institutions que la coutume, les nécessités de la vie, l'expérience des générations avaient contribué à donner à la nation. Les décrets des 17 ventôse et 26 germinal an II mirent fin à l'existence des compagnies financières. Défense fut faite en outre à... « tous banquiers, négociants et autres personnes » quelconques, de former un établissement de ce genre sous quelque dénomination que ce fût. Seules, ont alors trouvé grâce les sociétés s'occupant de la construction des canaux, de l'exploitation des mines, du défrichement des marais et autres établissements d'utilité publique. A ce propos, il y a lieu de remarquer que des dispositions si rigoureuses ne pouvaient être qu'éphémères. Rappelons, en effet, qu'une loi de brumaire an IV les abrogea, mais, par haine des spéculations et par défiance contre le titre au porteur qui les rendait trop faciles, on n'autorisa tout d'abord

que la forme nominative (Loi du 24 Germinal an XI, relative à la Banque de France). Signalons, à ce sujet, que le Grand Livre de 1793 ne connaissait que des titres nominatifs. Pour la première fois, l'ordonnance du 29 avril 1831 a autorisé la conversion, sur la réquisition du propriétaire, des titres de rente nominatifs en titres au porteur.

A ces considérations, ajoutons le désordre inouï dans lequel les troubles de la Révolution, prolongée sous le Directoire, ont jeté la France. Au milieu de tant d'incertitudes, le commerce et l'industrie ne tardaient pas à périliter. La misère était menaçante; les guerres continuelles rendaient impossible, sous l'Empire, toute reprise économique sérieuse.

Dans des conditions pareilles, il est bien certain qu'en 1804, les valeurs mobilières devaient sembler aux rédacteurs du Code d'une importance secondaire. Les rigueurs de la Convention n'étaient pas destinées à favoriser la multiplication des titres; tout au contraire. En ces temps troublés et après l'expérience des assignats, un regain de vogue s'attachait à l'axiome « *res mobilis, res vilis* ».

Consacrer un chapitre spécial ou même quelques articles au dépôt des titres au porteur eut paru étrange à Portalis et à ses collègues. Est-ce à dire que les jurisconsultes de l'an XII ignoraient la matière? Certes non ! Leur expérience s'était formée à l'ombre des Parlements. Ils avaient connu les diverses tenta-

tives financières qui, durant les dernières années de la Monarchie, ont passionné l'opinion publique.

Pour quelles raisons d'ailleurs auraient-ils traité à part ce genre de dépôts ?

Y avait-il un précédent ? La question s'était-elle posée sous l'Ancien Régime ? Nous ne le croyons pas. La lecture des arrêts du Conseil dont nous avons cité quelques extraits, permet de penser que la mise en garde des titres au porteur fut soumise aux règles du droit commun régissant le contrat de dépôt. N'avons-nous (1) pas vu l'édit du mois de juin 1725, réglementant les dépôts faits sous des conditions spéciales dans les coffres de la Compagnie des Indes, stipuler que le Caissier général de cette société devait se conformer à la « loi du dépôt » ? Et nous avons reproduit l'explication que Guyot donne de cette formule.

En supposant même qu'en 1804, le nombre des titres au porteur en circulation eut été considérable et l'usage des caisses de dépôt très répandu, il y aurait eu une excellente raison historique à ce que les législateurs du Consulat n'aient pas spécialement réglementé ce contrat. Jusqu'à cette époque, il avait été soumis aux règles du droit commun : ils auraient jugé, sans doute, que la logique ne demandait pas une législation d'exception.

Le silence du Code n'est pas pour nous surprendre :

(1) Voir plus haut page 61.

d'autre part, ses rédacteurs, fidèles à une sorte d'habitude, auront suivi scrupuleusement une fois de plus Pothier, leur guide accoutumé. Celui-ci, s'inspirant du droit romain et de l'ancien droit français, n'avait pas été conduit à faire une étude particulière du dépôt des titres au porteur : il s'est contenté de développer la théorie classique et traditionnelle du dépôt sans s'appesantir sur des applications spéciales. La lecture de Fenet nous permet de nous exprimer ainsi.

Nous ne pouvons donc admettre, comme l'écrit M. Pommier (1) en traitant du dépôt des titres dans les caisses de l'établissement émetteur, qu'il s'agit... « d'une de ces matières étrangères aux prévisions du législateur de 1804 », que « ...tel qu'il fonctionne de nos jours... le dépôt des titres au porteur dans les caisses d'une société, — de la société débitrice ou d'une autre, — est une institution assez récente, dont l'utilité et l'importance ne pouvaient être soupçonnées à une époque où la fortune mobilière passait encore pour négligeable ».

Cette affirmation audacieuse est contredite par l'histoire ainsi que nous venons de le voir.

Une tendance de l'esprit humain est de qualifier souvent de création, ce qui n'est au fond qu'une renaissance. La Révolution en démolissant de fond

(1) POMMIER, page 34.

en comble les institutions qu'une longue suite de siècles avait accumulées en France a, en bien des points, brisé des liens, anéanti des organes qu'il a fallu renouer ou rétablir. Le dépôt des titres est un exemple de cette pratique. Quelques années après la tourmente, le 3 septembre 1808, un décret impérial approuvant une délibération du Conseil général de la Banque de France, autorisait cette société à « tenir une caisse de dépôts volontaires » moyennant un droit de garde perçu sur la valeur estimative des objets : ceux-ci pouvaient être les effets publics et nationaux, les actions, contrats et obligations de toute espèce, les lettres de change, billets et tous engagements à ordre ou au porteur, les lingots d'or et d'argent, les diamants, toutes les monnaies d'or et d'argent, nationales et étrangères.

Ce n'était qu'une résurrection, un retour au passé. Non seulement dans l'ordre juridique, mais dans l'ordre social, combien de cas pourraient être cités de réapparitions analogues ? N'est-ce pas ce que l'on qualifie d'évolution régressive ?

DEUXIÈME PARTIE

AVERTISSEMENT

Nous venons de constater qu'il est erroné de soutenir que le dépôt des titres au porteur est une institution récente, que les auteurs du Code ne pouvaient le prévoir et, par conséquent, distinguer son importance future.

L'exposé qui précède a expliqué le silence des législateurs de 1804 sur cette matière.

Il reste à examiner si les articles 1915 et suivants, bien que n'envisageant pas spécialement le cas de notre contrat, lui sont parfaitement applicables.

Serait-il vrai de dire qu'en certaines hypothèses, cette convention constitue un mandat ou un louage de services et non un dépôt ?

Quelle est donc sa nature ?

Lorsque nous l'aurons déterminée, il nous sera aisé de fixer la limite extrême de la responsabilité des sociétés dépositaires (art. 1927 C. Civ.).

CHAPITRE PREMIER

Le Dépôt des Titres au Porteur et la Législation du Code Civil. Limite de la Responsabilité des Etablissements dépositaires.

§ I. — ANALYSE DU CONTRAT SOUSCRIT PAR LES
ÉTABLISSEMENTS : ELLE DOIT PERMETTRE DE DÉ-
TERMINER LEUR RESPONSABILITÉ. NÉCESSITÉ D'UNE
DIVISION BIPARTITE.

Définir la nature exacte du contrat souscrit par les établissements dépositaires constitue une tâche singulièrement compliquée par suite de la notion étroite que le législateur de 1804 a donnée du contrat de dépôt.

L'article 1915 du Code Civil le qualifie en effet « un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui à la charge de la garder et de la restituer en nature ». Mais l'article 1917, éminemment restrictif, spécifie que « le contrat de dépôt proprement dit est un contrat essentiellement gratuit ».

Le Code nous présente donc un type bien net de contrat dont la gratuité serait une des caractéristiques essentielles.

Les auteurs de ces textes s'inspiraient, ainsi que nous l'avons dit précédemment, de Pothier, soumis lui-même à l'influence de Domat, influencé à son tour par Ulpien. Pothier comme Domat sont demeurés fidèles à la tradition romaine : ils ont, en quelque sorte, limité le champ de formation de ce contrat à une seule hypothèse : celle du dépôt considéré comme un service d'ami. Tandis que l'auteur des « Loix civiles » se borne à édicter que le contrat doit être gratuit sinon il constituerait un louage où le dépositaire louerait son soin, le grand Jurisconsulte du XVIII^e siècle analyse plus profondément le dépôt, mais il demeure, pour ainsi dire, fixé à l'hypothèse originai-
rement rationnelle de cette convention. Il est évident que, dans l'histoire du droit, le premier cas de dépôt qu'il est possible d'imaginer réside dans le fait de confier à un ami la garde d'un bien précieux. Et c'est ainsi que l'entend Pothier : « Le contrat de dépôt, dit-il, est un contrat de bienfaisance : il renferme un office d'ami que le dépositaire rend au déposant ». Le désintéressement de l'une des parties apparaît donc comme la base fondamentale du contrat de dépôt proprement dit. Elle en devient le critérium. Cette manière de voir a été adoptée par le Code Civil qui l'a consacrée dans ses articles 1915 et 1917.

Une pareille condition devait avoir une conséquence considérable : le législateur de 1804 ne pouvait qu'être bienveillant envers un dépositaire

aussi désintéressé qu'il le supposait : de là cette limitation extrêmement favorable de la responsabilité que l'article 1927 stipule en ces termes : « Le dépositaire doit apporter dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent ». Il eût été, en effet, singulièrement injuste et vexatoire d'exiger d'un gardien bénévole du bien d'autrui une vigilance et une sollicitude plus actives que celles dont il faisait preuve dans la gestion de son patrimoine personnel. La disposition, exceptionnelle par déférence au droit commun, de l'article 1927 s'imposait.

Tel est le dépôt proprement dit qui nous est présenté par le Code.

Celui-ci a néanmoins prévu que la formule était étroite et qu'il serait difficile de l'adapter à tous les cas possibles. Le Code Civil a donc eu comme le pressentiment de la pratique ; il devinait que les faits tendraient à élargir la conception primitive et que le dépôt tendrait à être affecté de modalités diverses : en résumé, il existe, pour ainsi dire, des dépôts anormaux. Telle a bien été, nous semble-t-il, l'idée du législateur lorsqu'il a rédigé l'article 1928 : « La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur : 1^o Si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt ; 2^o s'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt ; 3^o si le dépôt a été fait uniquement pour l'intérêt du dépositaire ; 4^o s'il a été

convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute». Ce texte fait ressortir l'importance que les auteurs du Code ont attribué au fait que l'on modifie le contrat-type : celui-ci subit-il des changements, *ipso facto* varient les bases de la responsabilité.

Il convient, en conséquence, d'analyser le contrat souscrit par les sociétés depositaires de titres au porteur contre récépissé. Nous pourrons ainsi en déterminer la nature.

Sommes-nous en présence d'un contrat de dépôt, en second lieu d'un contrat de dépôt gratuit ou simplement anormal, l'un et l'autre prévus par le Code? Trouvons-nous des hypothèses où les sociétés ont offert leurs services, ou stipulé un salaire ou réalisé des bénéfices? Il sera donc utile de rechercher les mobiles qui déterminent leur attitude et de savoir jusqu'à quel point leurs actes peuvent être inspirés par l'unique sentiment de rendre service.

On conçoit l'intérêt de cette recherche : il consistera, après avoir défini le contrat souscrit par les sociétés, à décider s'il rentre bien dans la catégorie du dépôt : tout contrat, en effet, où il est question de dépôt n'est pas nécessairement un contrat de dépôt. La fin principale que se proposent d'atteindre les parties, doit être mise en lumière en la dégageant des considérations accessoires.

Ce point acquis, il nous deviendra possible d'appré-

cier le degré de désintéressement des personnes morales dépositaires. Et si nous établissons, en effet, qu'en aucun cas la Société n'accomplit un pur acte de bienveillance ou de générosité, n'y aura-t-il pas lieu, en lui refusant le bénéfice de l'article 1927 du Code Civil, de lui appliquer les dispositions de l'article 1928, inspirées vraisemblablement de l'article 1137 du même Code ?

Pour nous rendre compte de ce problème juridique, il est avant tout nécessaire d'en préciser les données. Examinons donc la pratique suivie par les dépositaires de titres au porteur contre récépissé. Elle nous renseignera sur les règles essentielles qui président à la formation du contrat.

Il n'est pas dans notre intention de reproduire ici des extraits des règlements édictés par les sociétés afin d'informer le public des conditions dans lesquelles le dépôt des valeurs mobilières peut être effectué en leurs caisses. Une pareille énumération serait fastidieuse, mais nous avons cru, pour notre part, devoir nous en pénétrer. Cette lecture nous a révélé deux types très différents, c'est-à-dire deux procédés généraux.

Elle nous inspire ainsi cette division bipartite :

1^o Dépôts gratuits de titres au porteur.

2^o Dépôts de titres au porteur soumis au paiement d'une rétribution dénommée généralement « droit de garde ».

Cet énoncé laisse pressentir le rôle de la spéculation qui, apparemment absente de la première catégorie, se fait nettement jour dans la seconde.

Après avoir décrit le fonctionnement de ces dépôts, nous essaierons d'abord de caractériser les contrats ainsi formés, puis d'indiquer la règle fondamentale qui régit la responsabilité des sociétés dépositaires.

§ II. — ÉTUDE DE LA PREMIÈRE CATÉGORIE DE DÉPÔTS. — SON FONCTIONNEMENT; SES DEUX FORMES; SON ANALYSE JURIDIQUE; LIMITE DE LA RESPONSABILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS DÉPOSITAIRES.

La première catégorie nécessite une remarque importante. Le titre nominatif n'est pas, en effet, obligatoire pour les sociétés anonymes ou en commandite par actions. Nous faisons naturellement abstraction (article 3 (modifié par la loi du 1^{er} août 1893) et article 24 de la loi du 24 juillet 1867) de la période initiale pendant laquelle s'opèrent les apports des sommes constitutives du fonds social. Le législateur interdit, en effet, de mettre sous la forme au porteur des actions non entièrement libérées. Mais, hormis cette prescription, il est loisible aux sociétés de stipuler, dans la rédaction de leurs statuts, que leurs titres ne seront émis que sous la forme au porteur.

Cette clause est très usitée. Elle offre de grands avantages aux établissements : l'adoption de titres

nominatifs impose toute une organisation administrative. L'immatriculation des titres, leur transfert, leur conversion nécessitent de vastes locaux, des agents expérimentés, des services de contentieux, des coffres-forts d'un prix élevé. En parlant de coffres-forts coûteux, nous nous référons à la pratique suivante des sociétés : lorsque les titres au porteur sont convertis en titres nominatifs, l'établissement débiteur reçoit en échange du titre nominatif qui, seul, a désormais une valeur, les titres au porteur ainsi convertis. Régulièrement ceux-ci devraient alors être détruits; ils n'ont plus, en effet, d'autre valeur que la valeur marchande du papier auxquels ils étaient pour ainsi dire incorporés.

Mais les sociétés ont adopté une procédure particulière qui n'a d'autre but que de réaliser une économie dans leur gestion. Si, en effet, à chaque conversion du porteur au nominatif devait correspondre une destruction matérielle des titres ainsi convertis, il en résulterait des frais onéreux nécessités par la réfection desdits titres dans le cas d'une conversion subséquente du nominatif au porteur. Prévoyant donc l'éventualité de cette nouvelle conversion et soucieuses d'éviter cette dépense, les sociétés conservent en leurs caisses ces titres dépourvus de toute valeur, mais qui sont susceptibles d'en recouvrer une.

En outre d'une organisation administrative compliquée, les entreprises possédant des titres nominatifs

sont donc obligées d'avoir un personnel important et des coffres-forts coûteux. Le budget des sociétés doit, de ce chef, prévoir un chapitre de dépenses parfois considérables. A cette charge financière s'ajoute une aggravation de responsabilités dont on ne saurait trop s'exagérer l'étendue. Les titres nominatifs constatant la propriété des titulaires, les sociétés se trouvent ainsi responsables des transferts ou des immatriculations de valeurs qu'elles auraient acceptés à tort. Les clauses draconiennes et souvent tortueuses des contrats de mariage, les lois protectrices du patrimoine des incapables, celles qui gouvernent les personnes morales, les dispositions testamentaires, les actes entre vifs qui leur sont signifiés, aboutissent à envelopper les établissements d'un réseau inextricable de cas dans lesquels leur responsabilité peut se trouver compromise.

Rien d'étonnant, par suite, à ce que les fondateurs d'entreprise fassent les plus légitimes efforts pour fuir ces dangers.

Aussi voit-on, fréquemment, les sociétés modernes stipuler dans leurs statuts que les titres émis le seront uniquement sous la forme au porteur.

Les obligations des sociétés sont alors réduites au minimum : un guichet pour le paiement des coupons et pour le renouvellement des titres dont la feuille de coupons est épuisée. Cela ne nécessite pas un nombreux personnel ni de lourdes responsabilités. Souvent

même certaines entreprises, désireuses d'éviter cette charge qui exige des aménagements d'immeubles, souscrivent, avec de grandes sociétés de crédit, un contrat aux termes duquel ces dernières se chargent du service des coupons. Cette façon de procéder qui offre tant d'avantages aux établissements émetteurs, n'est pas sans présenter de graves inconvénients pour les porteurs de titres, pour le public.

Le titre au porteur, aliénable par simple tradition, est éminemment susceptible de perte ou de vol. Il est considéré avec une défaveur justifiée par la loi dès qu'il se rencontre dans le patrimoine des incapables et des personnes morales. Aussi, le législateur impose-t-il à cette catégorie de possesseurs l'obligation de convertir en titres nominatifs ce genre de valeurs ou, à défaut, de les déposer dans les caisses de certains établissements. Nous lisons, par exemple, dans l'article 11 § 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association la disposition suivante : « Toutes les valeurs mobilières d'une association doivent être placées en titres nominatifs ».

Par suite, les sociétés qui n'ont que des titres au porteur, sont gênées dans le placement de leurs titres par les prescriptions que nous venons de mentionner. Une partie importante de la fortune publique se trouve, en effet, distribuée dans le patrimoine des incapables et des personnes morales. Assurément, le dépôt reste toujours possible dans les caisses d'un

établissement de crédit quelconque, mais il nécessite le paiement de droits de garde. D'autre part, de nombreux contrats de mariage portant des clauses de totalité n'admettent que le remploi en titres nominatifs ou n'acceptent pas le dépôt dans les caisses d'établissements de crédit quelconques des titres au porteur soumis à emploi et non susceptibles d'être convertis en titres nominatifs. Enfin la loi, elle-même, marque une préférence pour les valeurs nominatives; elle a plus de confiance à leur égard.

Dans le but de pallier ces inconvénients, les établissements débiteurs ont pris certaines mesures qui, en l'absence de conversion au nominatif possible, offrent au public la faculté d'assurer gratuitement la garde des valeurs mobilières qu'ils ont émises : et c'est pour expliquer ce fait qu'il nous a paru opportun de donner les développements qui précèdent.

Il est ainsi possible de tenir compte aisément des prescriptions de la loi et des conventions matrimoniales : le placement des titres devient plus facile. Les relations des sociétés et de leurs clients sont plus fréquentes et plus étroites.

Ce dépôt gratuit se présente sous deux aspects distincts :

a) Dans un cas, l'établissement débiteur instaure, en ses bureaux, une caisse de dépôt pour les titres qu'il a émis. Le capitaliste n'a pas ainsi à faire choix d'une société dépositaire.

b) Dans l'autre, l'établissement débiteur traite avec une société de crédit afin qu'elle accepte de conserver gratuitement en ses caisses les valeurs émises qui lui seront présentées par le public.

a) Un exemple du premier cas nous est offert par la Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne, la Compagnie des Mines de Huelva, la Compagnie des Chemins de fer du Sud de l'Autriche, la Compagnie des Chemins de fer de Madrid à Saragosse et à Alicante, la Compagnie du Canal de Suez, etc..., etc... En échange des titres est délivré un récépissé de dépôt, soumis au timbre de dimension, (1) énonçant les prénoms, nom, qualités du déposant, le nombre et la nature des valeurs données en garde. Le dépôt est généralement gratuit (2).

D'autres sociétés qui ont des titres nominatifs, acceptent aussi gratuitement en dépôt leurs propres titres au porteur. Citons, par exemple, le Crédit Foncier de France, la Banque de France, la Société Générale pour le développement du commerce et de l'industrie, le Crédit Lyonnais, le Comptoir National

(1) La Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne ne fait pas timbrer les siens.

(2) Si la Compagnie du Canal de Suez, par exemple, demande une somme de 0,20 c. par titre lors du retrait et quelle qu'ait été la durée du dépôt, il faut observer que cette exigence est imposée uniquement pour éviter les retraits et dépôts effectués intempestivement : la fréquence de ces actes occasionnerait des formalités administratives et des manipulations de titres peu en rapport avec leur utilité.

d'Escompte, etc... Cette mesure a pour but d'éviter le paiement du droit prévu pour les conversions du nominatif au porteur des titres français (§ 1^{er} de l'art. 6 de la loi du 23 juin 1857, art. 11 de la loi du 16 sept. 1871, art. 3 de la loi du 29 juin 1872, art. 6 de la loi du 26 déc. 1908, art. 41 de la loi du 29 mars 1914) s'élevant à 90 centimes par 100 francs de la valeur déterminée par le cours moyen de la bourse de la veille. (Décret du 17 juil. 1857 art. 3).

Cette manière de procéder offre un avantage pratique : il est plus aisé pour le public de donner des titres en garde que d'effectuer une conversion du porteur au nominatif : celle-ci suppose, en effet, la justification du droit de propriété du titulaire.

b) Le deuxième cas nous apparaît dans le système adopté par certaines sociétés qui, n'ayant que des titres au porteur et voulant néanmoins offrir à leur clientèle une caisse de dépôt gratuit pour les titres qu'elles ont émis, traitent avec des sociétés de crédit : ces dernières s'engagent à recevoir les valeurs précitées, sans frais, dans leurs caisses. Les établissements émetteurs se trouvent ainsi, moyennant certains arrangements, exonérés des charges matérielles nécessitées par la gestion d'une caisse de dépôt (1). Il va sans dire

(1) Par suite d'un accord avec le gouvernement russe, la Banque de France garde gratuitement les titres au porteur de la Dette publique russe extérieure.

Le Crédit Lyonnais adopte une attitude semblable : en ce qui concerne les actions de la Foncière Lyonnaise, de la

que nous n'examinerons pas ici la situation juridique spéciale dans laquelle se trouve la société émettrice vis-à-vis de la société dépositaire, notre but étant d'étudier les rapports entre le déposant et le dépositaire.

Telles sont les deux espèces de dépôt gratuit.

Devons-nous les analyser en contrat de dépôt proprement dit ou en contrat de dépôt anormal?

Il n'y a tout d'abord aucun doute que nous nous trouvions en présence d'un contrat de dépôt.

Certains pourraient néanmoins alléguer que cette convention tient du mandat. Celui-ci est, en effet, défini (1) « un contrat par lequel une personne, appelée « mandant » donne à une autre, appelée « mandataire », le pouvoir d'accomplir en son nom un ou plusieurs actes juridiques ». Or la société dépositaire, tout en veillant sur les titres qui lui sont confiés, exécute certains actes au nom du déposant : c'est ainsi qu'elle

Société Lyonnaise des Eaux et Eclairage, de la Société des Schistes bitumeux, de la Société de Mécanique et d'Electricité, de la Compagnie générale des voitures de Paris, — en ce qui concerne les obligations de la Compagnie générale des voitures de Paris, de la Foncière Lyonnaise, etc.....

La Société de Crédit industriel et commercial reçoit gratuitement en dépôt les titres de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est algérien, de la Compagnie des Chemins de fer de Madrid à Cacérès et au Portugal, de la Compagnie française des métaux, de la Société des Mines de Mafidano, de la Compagnie des Messageries Maritimes, de la Compagnie française et continentale d'Eclairage, etc..., etc...

Le Crédit Mobilier français agit un peu de la même manière pour les valeurs au placement desquelles il s'est intéressé.

(1) PLANIOL, Tome II, n° 2231.

détache les coupons, les encaisse, paie les taxes fiscales, se charge de procurer les titres de renouvellement, de vérifier les listes de tirage, de percevoir le montant des amortissements, de faire opérer la réfection des titres endommagés. Elle s'occupe, souvent, de tenir un compte courant au nom des déposants et les informe des incidents qui peuvent affecter leur portefeuille.

Ces divers actes impliquent bien une idée de représentation, mais il nous est facile de démontrer qu'elle n'est pas la fin principale du contrat. Assurément, et en général, la « détention du dépositaire est oisive », écrit Troplong (1) « néanmoins, dans certains cas, la convention peut y ajouter l'obligation de faire quelque chose dans l'intérêt du propriétaire, et c'est alors que le dépôt, empruntant les couleurs du mandat, peut tromper l'interprète inattentif ». Comment, par suite, distinguer le véritable contrat ? Pothier nous donne la solution (2) : « pour que le contrat par lequel l'un des contractants fait à l'autre la tradition d'une certaine chose, soit un contrat de dépôt, il faut que la fin de la tradition soit uniquement que celui à qui la tradition est faite se charge de la garde de la chose. Cette fin fait le caractère essentiel du contrat de dépôt qui le distingue des autres contrats ». Et, quelques lignes plus loin, le grand jurisconsulte

(1) TROPLONG, *Du dépôt*, n° 32.

(2) POTHIER, Tome V, page 125, art. 11, n° 9.

suggère l'emploi de la règle posée par Ulpien : « uniuscujusque contractus initium spectandum, et causam (1) ». En conséquence, Pothier estime que lorsque la fin principale, visée par les parties, a été de confier la garde de la chose à celui à qui la tradition a été faite, le contrat ne laissera pas d'être un vrai dépôt, bien qu'une autre convention lui ait été jointe. Celle-ci ne joue qu'un rôle accessoire : elle est, la plupart du temps, une suite naturelle du dépôt.

En résumé, pour qu'il y ait « dépôt » les conditions suivantes doivent se trouver réunies : a) tradition de la chose entre les mains d'un tiers à moins qu'elle ne soit déjà en son pouvoir ; b) le but principal de cette tradition doit être d'assurer la garde de cette chose ; c) engagement du tiers de la conserver et de la rendre identiquement.

Ce critérium du dépôt correspond d'ailleurs à l'étymologie donnée par Ulpien du mot « depositum » : la voici : « Depositum dictum ex eo quod ponitur : præpositio enim *De* auget depositum, ut ostendat totum fidei ejus commissum, quod ad custodiam rei pertinet ». (2) Ulpien nous rappelle ainsi que « depositum » est composé de *positum* et de la préposition *de*. Pothier (3) fait remarquer combien ce préfixe renforce le sens du verbe devant lequel il est mis et il

(1) *Digeste*, Livre XVII, Titre I, § 8, *principium*.

(2) *Digeste*, Liv. I, princ. D. *Depositi vel contra* (XVI.III).

(3) POTHIER, Tome V, *Du dépôt*; art. prélim. § 1.

cite comme exemple les mots « deamare », « deprecari », « derelinquere » et autres. L'expression « depositum dictum ex eo, quod ponitur » montre admirablement que ce qui constitue l'essence du contrat de dépôt, son caractère principal est le fait de remettre une chose entre les mains du dépositaire et la préposition « de » marque l'absolue confiance dans les soins vigilants du gardien avec laquelle cet acte est accompli. Les Romains, (1) d'ailleurs, s'étaient quelquefois servis du verbe « commendare » au lieu de « deponere ».

Ces considérations nous permettent d'apprécier exactement la nature du contrat dans l'hypothèse qui nous préoccupe et de repousser toute analyse qui le considérerait comme un mandat. Si les intéressés remettent, en effet, leurs titres entre les mains des établissements, c'est uniquement pour échapper aux dangers inhérents à la forme au porteur. Voilà leur principal souci, le but qu'ils poursuivent. Quant aux sociétés, elles se chargent d'accomplir les actes que nous avons énumérés afin d'éviter des manipulations qui, effectuées directement par les déposants, seraient longues, compliquées et occasionneraient des dépenses supplémentaires avec des ennuis incalculables. Il est facile d'imaginer ces inconvénients si l'on suppose, à chaque échéance, les porteurs de récépissés retirant leurs titres pour en détacher les coupons et les redéposant ensuite. A chaque retrait, la société se verrait

(1) TROPLONG, *Du dépôt*, n° 8.

donc obligée de vérifier la capacité, l'identité des titulaires !! Si pareille éventualité devait se reproduire lors des amortissements, des renouvellements, des réfections de titres, les Banques dépositaires se trouveraient en présence de difficultés inextricables.

Nous pouvons donc conclure que la convention souscrite par les sociétés renferme certainement quelques-uns des attributs du mandat, mais ceux-ci ne sauraient dénaturer le contrat qui reste un dépôt et dont ils sont, pour ainsi dire, la conséquence naturelle. L'accessoire ne transmet ni son caractère, ni son nom au principal.

Ce point acquis, il nous reste à examiner si nous sommes en présence d'un contrat de dépôt proprement dit ou d'un contrat de dépôt anormal.

Vu la gratuité de l'acte, il semble bien qu'il s'agisse d'un dépôt proprement dit. Nous nous trouverions en présence du véritable « office d'ami » prévu par Pothier, inspirateur du Code. D'une part, en effet, une chose est remise en garde, de l'autre elle est conservée gratuitement.

Les apparences sont trompeuses; la question vaut d'être serrée de près. De la réponse va dépendre la limite extrême de la responsabilité de l'établissement dépositaire. Elle nous permettra de décider s'il peut bénéficier de la disposition favorable de l'article 1927 du Code Civil.

Les articles 1915 et 1917 C. Civ. qui péfinissent le

dépôt proprement dit, avaient en vue la notion qu'en donne Pothier (1) lorsqu'il écrit : « Le contrat de dépôt est de la classe des contrats de bienfaisance ; car il ne se fait que pour l'utilité de l'une des parties, qui est le déposant. L'autre partie, qui est le dépositaire, n'a aucun intérêt au contrat ; il n'y intervient que pour rendre un office d'ami au déposant, et il doit être gratuit ». (2) Pothier suppose d'ailleurs que le choix du dépositaire a été fait spontanément et librement par le déposant.

Tel ne nous paraît pas être le cas des sociétés que nous étudions. Le contrat de dépôt qu'elles souscrivent est un contrat de dépôt anormal qui rentre dans l'hypothèse prévue par l'article 1928 § 1^{er} ainsi conçu : « La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur : 1^o si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt ».

La plupart des sociétés, recevant gratuitement en dépôt dans leurs caisses leurs propres titres ou ceux d'une entreprise avec qui elles ont signé une convention *ad hoc*, éditent des brochures, prospectus ou affiches exposant les conditions dans lesquelles les valeurs sont acceptées en garde et la confiance que leurs installations de coffres-forts peuvent inspirer.

Cette publicité constitue bien une offre d'assurer la conservation des titres possédés par les capitalistes.

(1) POTHIER, Tome V, art. 111, n^o 19.

(2) *idem.*

Sans doute, la sollicitation n'est pas spéciale, formulée à un individu déterminé ! Elle n'en existe pas moins autant que dans l'exhibition faite par un commerçant de sa marchandise derrière ses vitrines. L'apposition d'affiches en des locaux publics suffit pour l'établir. En bien des cas d'ailleurs, les prospectus ou les brochures sont adressés par la poste à des clients éventuels. Nous voilà donc en présence de dépositaires qui, sans en être requis le moins du monde, offrent à tous venants leurs bons offices. Et dans cette hypothèse, la remarque de Troplong s'applique à merveille : il y a là (1) « une suggestion officieuse qui a déterminé le déposant à faire ce à quoi il ne songeait pas et a entraîné sa confiance par la promesse implicite mais nécessaire d'une vigilance plus grande que d'habitude ».

D'autre part, le déposant a pu ainsi être empêché de confier ses valeurs à un gardien plus soigneux.

En résumé, les sociétés s'indiquent au public comme dépositaires : elles s'offrent à lui pour remplir cette mission.

Leur responsabilité ne saurait donc bénéficier de l'atténuation prévue par l'article 1927 du Code Civil. Elle est, au contraire, soumise aux sévérités de l'article 1928 qui doit être observé en l'espèce. Dans quelle mesure ? Sa rédaction, laisse, en effet, une part

(1) TROLONG, *Du dépôt*, n° 78, .

à l'appréciation, puisqu'il déclare que les dispositions de l'article 1927 devront être appliquées avec plus de rigueur. Nous estimons que le maximum de sévérité (1) s'imposera vis-à-vis des sociétés depositaires, non seulement parce qu'elles se sont offertes pour accepter le dépôt, mais parce qu'en outre elles font, pour ainsi dire, métier (2) de traiter ce genre d'opérations. Et c'est encore là une caractéristique essentielle du contrat. Par la nature de leurs fonctions, par état, les sociétés sont censées douées d'un zèle et d'une sollicitude spéciaux.

Ne trouve-t-on pas une circonstance singulièrement aggravante de leur responsabilité dans le fait qu'elles organisent en leurs immeubles une caisse de dépôt et dans l'appel adressé à la confiance du public? Leurs circulaires vantent soit la solidité des coffres, soit la commodité du dépôt. Elles dénotent une absolue sûreté d'elles-mêmes. Si l'on songe à la valeur formidable représentée par les millions déposés sous forme de titres au porteur dans les caisses des établissements, il sera facile d'estimer le sentiment que les sociétés ont de leur propre force, de leur stabilité et de leur avenir. Elles ont présumé pouvoir assurer la garde des valeurs mobilières : leur responsabilité doit être

(1) POTHIER, prévoit que, dans ce cas, le dépositaire est tenu d'apporter dans la garde du dépôt tout le soin possible, Tome V, n° 30 (*Du dépôt*).

(2) TROPLONG, *Du dépôt*, n° 39.

appréciée en proportion directe de cette présomption.

Le contrat qu'elles souscrivent, bien que gratuit, n'est donc, encore une fois, nullement comparable avec l'office d'un particulier dépositaire qui se serait offert lui aussi pour recevoir le dépôt : la qualité de personne morale, outre les démarches que la société a faites et les agencements spéciaux auxquels elle a recours, ne permet point une assimilation complète avec une personne privée qui aurait elle aussi pris l'initiative du dépôt. Et la pensée d'une assimilation ne se présenterait même pas à l'esprit si on mettait en cause un particulier dépositaire répondant à la demande du déposant. La notion d'office d'ami prend fatalement un sens particulier quand on a devant soi une personne morale. Comment parler de sentiment à propos d'une abstraction ?

Cette remarque nous amène à insister sur un élément qui achève de caractériser le dépôt gratuit accepté par les sociétés et de le distinguer du dépôt proprement dit : un des paragraphes de l'article 1928, le n° 3, mentionne le cas où le dépôt a été fait uniquement dans l'intérêt du dépositaire. Mais, comme le dit M. Guillouard (1), « il y a une hypothèse intermédiaire que l'article 1928 ne prévoit pas et qui cependant doit être examinée ; c'est celle où le dépôt est fait dans l'intérêt des deux parties, du déposant et du dépositaire ».

(1) GUILLOUARD, page 337.

taire» ... « On devra alors apprécier la responsabilité du dépositaire plus sévèrement que dans le dépôt ordinaire, en s'inspirant de l'art. 1928. Il ne rend pas un service gratuit, il doit donc apporter plus de soin à la conservation de la chose qu'il détient ».

Cette hypothèse correspond parfaitement au cas que nous étudions. L'intérêt du déposant ne fait pas de doute, mais celui du dépositaire existe cependant à un degré évidemment moins accentué. Ici, quelques distinctions sont nécessaires.

S'agit-il d'une entreprise industrielle ou commerciale étrangère aux opérations de banque, qui reçoit en ses caisses uniquement ses propres titres, quel profit en retire-t-elle? Tout d'abord, ainsi que nous l'exposons plus haut, la société assure le placement de ses valeurs dans le patrimoine des incapables, des personnes morales, des capitalistes dont le portefeuille est stable. Elle évite par conséquent de laisser subir à ses titres une sorte de dépréciation.

Le dépôt des actions n'offre-t-il pas, en outre, un intérêt tout particulier? Il est, en effet, possible à la société de connaître ainsi par avance, d'après la liste des déposants, la mentalité des futures assemblées d'actionnaires et de préjuger des facilités de manœuvre qu'un Conseil d'administration soucieux de l'avenir ne doit pas dédaigner. En vérité, il y a là un avantage réel, mais il ne faudrait pas cependant l'exagérer. Les changements dans la répartition des

actions d'une entreprise à prospérité normale, ne sont pas si rapides qu'une société vigilante ne s'aperçoive par le simple jeu de la Bourse des tractations qui s'opèrent. D'ailleurs, toute combinaison machiavélique, organisée par un groupe d'actionnaires contre un Conseil d'administration, ne ressortirait pas forcément de l'examen d'une liste de déposants : le dépôt statutaire des titres ne se fait qu'à la veille des assemblées générales et les conspirateurs n'auraient garde de révéler leurs plans par un dépôt prématuré dans les caisses de la société.

En résumé, nous trouvons pour l'établissement dépositaire un premier profit réalisé par le placement plus aisé de ses titres, un deuxième représenté par la connaissance de ses actionnaires, et un troisième par la satisfaction de pouvoir suivre le classement des titres dans la fortune publique.

Ce dépositaire ne rend pas, en conséquence, un véritable service d'ami : il est intéressé à l'opération.

D'aucuns, après un examen superficiel soutiendront que l'intérêt du dépositaire est, en somme, inexistant ou tout au moins accessoire, secondaire, un résultat indirect du contrat. Ils considéreraient ce dépôt comme une charge bénévole que la société assume dans l'intérêt des porteurs de ses titres.

Cela ne nous paraît pas exact. Nous avons rappelé plus haut la fameuse règle d'Ulpien : « *uniuscujusque contractus initium spectandum, et causam* ». En notre

hypothèse, quel est donc le but des parties? La première s'efforce de mettre en sûreté une portion de son patrimoine, la seconde, tout en rendant un service gratuit, veut donner un nouvel appoint au succès de son entreprise en favorisant le placement de ses titres. Déposant et dépositaire cherchent à obtenir un résultat. Méconnaître les intentions du second reviendrait à attribuer aux sociétés industrielles ou commerciales un esprit de générosité que nous ne sommes pas accoutumés à constater chez elles et qui serait en opposition trop violente avec l'esprit commercial. Les caisses de dépôt gratuit sont coûteuses : elles exposent à de grandes responsabilités dont les conséquences pécuniaires peuvent être considérables. Ceci n'échappe pas à l'esprit averti des fondateurs d'entreprise et il serait étrange de les voir engager des dépenses aussi sérieuses et courir de pareils risques sans en retirer aucun profit.

A plus forte raison, les dépôts gratuits acceptés, d'une part, par les sociétés qui conservent en leurs caisses, outre les titres de toute nature et de toute origine, leurs propres titres, et, d'autre part, par les établissements de crédit qui ont passé dans ce but un contrat avec certaines entreprises, ne constituent pas un pur contrat de bienfaisance. Nous devons signaler dans ces deux dernières hypothèses l'esprit de spéculation qui les caractérise. Les sociétés, se livrant à des opérations de banque, retirent un très grand

profit de la détention des titres au porteur. Nous devons même ajouter que ces dépôts sont fort recherchés par elles. Les dépôts, par eux-mêmes, ne sont pas précisément une source de revenus considérables, mais ils procurent aux banques l'occasion de s'immiscer comme intermédiaires dans des transactions multiples. L'encaissement des coupons, l'amortissement des titres, la tenue des comptes courants attirent les clients, les mettent en contact avec les sociétés. Celles-ci peuvent ainsi leur suggérer, dans le placement de leurs capitaux, des conseils plus ou moins intéressés et plus ou moins profitables. Ces établissements, concourant aux émissions, trouvent parmi les déposants les souscripteurs les plus confiants et les plus zélés. En conséquence, bien que dans cette hypothèse le dépôt ne comporte pas de rémunération pécuniaire, le dépositaire est loin d'agir avec des mobiles désintéressés. Cette analyse nous révèle donc, encore, un nouveau cas de dépôt anormal.

Nous avons ainsi étudié les éléments constitutifs des contrats de dépôt gratuit souscrits par les sociétés. Cet examen nous amène à décider que de pareilles conventions ne sauraient être assimilées au dépôt proprement dit prévu par le Code Civil. Elles appartiennent, au contraire, à cette catégorie de dépôts anormaux dont l'article 1928 C. Civ. renferme une énumération. Il est, en effet, indiscutable que les établissements s'offrent comme dépositaires, que

cette manière d'agir a été érigée par eux en une profession bien caractérisée, en une sorte de métier, que leur attitude enfin n'est nullement désintéressée.

Nous devons en conclure que ces sociétés ne sauraient revendiquer l'application de l'art. 1927 C. Civ. Elles ne peuvent bénéficier de l'indulgence du législateur envers un dépositaire bénévole accomplissant un office d'ami. D'ailleurs, l'application de l'article 1928 sera fort délicate. Il exige, en effet, que la disposition de l'art. 1927 soit appliquée avec plus de rigueur. Il faut donc avant tout déterminer « les soins » prévus par l'art. 1927 qui se réfère manifestement à l'attitude d'une personne vivante. Mais nous sommes en présence d'une personne morale.

Les lois et les codes ont une grande tendance à assimiler les personnes morales aux personnes physiques. Entraînés par la fiction ainsi adoptée, les auteurs sont tentés de reconnaître aux personnes morales presque tous les attributs des personnes physiques. On ne saurait applaudir à ce penchant. La loi, elle-même, lui résiste : en matière pénale, ne voyons-nous pas le principe de la personnalité des peines avoir des conséquences curieuses? Rappelons, en effet, que la loi du 22 juillet 1867 a maintenu la contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police en cas de condamnations au profit de l'État ou « en faveur des particuliers pour

réparations de crimes, délits ou contraventions commis à leur préjudice». (1)

Il en résulte que, lorsque se produit une infraction à la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, celles-ci pouvaient se trouver passibles de condamnations entraînant la contrainte par corps. Le principe de la personnalité des peines doit alors être observé : la société ne peut être poursuivie en tant que personne morale : l'instance doit être introduite contre son directeur ou ses membres. Si la fiction avait été complète, le contraire eut semblé possible.

Rappelons, d'autre part, qu'en principe, dans l'ancienne France, les personnes morales ne pouvaient détenir un bien à titre de fief, parce qu'elles n'étaient pas susceptibles de rendre le service militaire. Pothier, dans son *Traité des Fiefs*, étudiant les cas dans lesquels la foi sera portée par le vassal au seigneur, explique (2) fort bien que les communautés... « ne
« pouvant s'acquitter par elles-mêmes des devoirs
« féodaux, doivent donner au seigneur un homme
« qui les acquitte à leur place, et qui pour cet effet
« est appelé vicaire; et est l'homme de fief pour
« ladite communauté... »

Cette insuffisance, pour ainsi dire, de la personnalité morale apparaît nettement dans l'hypothèse

(1) Art. 4 de la loi du 22 juillet 1867.

(2) POTHIER, *Traité des Fiefs*, édition Guyot. Tome Ier, ch. Ier, pages 30 et 31.

d'une application de l'art. 1927 du C. Civ. aux sociétés.

Supposons, en effet, que les contrats de dépôts souscrits par elles soient, contrairement à ce que nous avons démontré, des « dépôts proprement dits » : les établissements devraient alors pouvoir revendiquer le bénéfice de l'article 1927. En réalité, cela n'est pas admissible, car il faudrait que leur personnalité morale jouit de tous les attributs de la personnalité physique : or il n'en est pas ainsi.

Expliquons-nous. L'article précité stipule que le dépositaire doit apporter dans la garde de la chose déposée « les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent ». Aux termes de la loi, l'unité de mesure, pourrait-on dire, de la vigilance du dépositaire est donc représentée par le soin qu'il met à conserver les choses dont il est « propriétaire ».

Or, les sociétés, êtres fictifs, sont-elles propriétaires, au sens intégral du mot, du patrimoine social ?

Non, assurément. Elles possèdent le « jus utendi » mais le « jus fruendi » et le « jus abutendi » ne peuvent leur être reconnus. Et ces trois éléments constituent les caractères essentiels du droit de propriété. Comptables des revenus de l'entreprise, il ne leur est pas loisible de disposer à leur gré, de consommer ou de détruire le patrimoine social. Celui-ci leur a été attribué comme propre, mais cette fiction n'est admise que pour obvier aux inconvénients considérables qui

résulteraient d'une confusion de l'actif social avec le patrimoine personnel des actionnaires.

La capacité de la société est donc réglementée par les statuts et par la loi du 24 juillet 1867 : créée dans un but déterminé, ses gérants ou administrateurs ne peuvent jamais envisager que la prospérité de l'entreprise à la tête de laquelle ils sont placés. Vis-à-vis des capitalistes qui l'ont formée, la société n'est durant son existence qu'une débitrice et ne saurait appauvrir le fonds social, gage de la créance. Ses administrateurs, obligés de la gérer au mieux des intérêts des actionnaires, sont, ainsi que le reconnaît l'art. 1856 C. Civ., de véritables mandataires salariés (salariés dans la plupart des cas). Comme tels, ils répondent de toute faute commise dans leur gestion, art. 1992. Il en résulte que l'article 1927 C. Civ. est inapplicable. Celui-ci envisage, en effet, le cas d'un individu jouissant vis-à-vis de son patrimoine personnel de l'intégralité de ses droits de propriétaire, du « jus abutendi » en particulier : chacun, alors, peut aisément apprécier la sollicitude apportée par cet individu dans la gestion des biens qui lui appartiennent. Il y a là un type d'administration qui varie avec chaque propriétaire et, par conséquent, est susceptible d'affecter tous les degrés de la négligence ou de l'âpreté au gain. L'individu accepte-t-il un dépôt ? Ses antécédents en matière d'administration sont connus. Il est donc possible de spécifier que sa responsabilité de dépositaire sera

appréciée « in concreto » d'après les « mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent ». Pareille comparaison ne peut être faite dans le cas d'une société dépositaire : la responsabilité de celle-ci ne s'appréciera qu' « in abstracto ». Est-elle autorisée par ses statuts à accepter gratuitement un dépôt ? Ses administrateurs devront, comme en tous leurs actes sociaux, apporter dans la conservation des objets qui leur seront confiés, le maximum de vigilance.

Quelle est donc la règle à laquelle doit être soumise la responsabilité des sociétés ? Nous la trouvons inscrite dans l'article 1137 du Code Civil : il est ainsi conçu : « L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille. Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats, dont les effets à cet égard sont expliqués sous les titres qui les concernent ».

Cet article mentionne ce qu'on appelle le droit commun de la faute et donne comme règle aux juges la *culpa levis in abstracto*. Il est piquant de remarquer que le Code entend faire apparaître dans l'esprit des juges un type abstrait et qu'ici nous sommes en présence d'une personne morale qui est bien près d'être déjà une abstraction.

Nous avons terminé avec la première catégorie de dépôts énoncée dans notre division bipartite. Celle-ci désignait ainsi la seconde : « Dépôts de titres au porteur soumis au paiement d'une rétribution dénommée généralement « droit de garde ».

§ III. — ÉTUDE DE LA DEUXIÈME CATÉGORIE DE DÉPÔTS : DÉPÔTS DE TITRES SOUMIS AU PAIEMENT D'UN DROIT DE GARDE. — SON FONCTIONNEMENT; SON ANALYSE JURIDIQUE; LIMITE DE LA RESPONSABILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS DÉPOSITAIRES.

Cette nouvelle catégorie est le type courant adopté dans la pratique. Les grands établissements de crédit en ont vulgarisé l'usage et les règles. Leurs nombreuses succursales possèdent de vastes coffres-forts, scellés dans des caves bétonnées, fermées par des grilles et des portes d'une solidité à toute épreuve, munies des derniers perfectionnements modernes. On peut les considérer comme réalisant le maximum de précautions contre le vol et l'incendie. Dans ces caisses, les banques mettent à l'abri les valeurs au porteur de toute origine, c'est-à-dire quel qu'en soit l'établissement émetteur, que les clients leur confient.

En général, ceux-ci formulent leur demande de dépôt au moyen d'un bordereau non timbré énumérant leurs prénoms, noms, profession, résidence, domicile, le nombre, la nature, le numéro, la série

des titres, la date du premier coupon à échoir. Lorsqu'il s'agit de valeurs appartenant à des incapables, les qualités de leurs tuteurs, administrateurs, curateurs ou conseils judiciaires doivent être mentionnées. Le bordereau énonce, s'il y a lieu, les conditions de dotalité, de substitution, d'inaliénabilité, de emploi, d'insaisissabilité dont peuvent être grevés les titres. Le déposant doit enfin justifier de son identité et de sa capacité. Il doit signer le bordereau et faire certifier sa signature. Cette pièce est un document d'ordre intérieur.

Un reçu provisoire, portant le timbre-quittance créé par l'art. 18 de la loi du 23 août 1871, est remis en échange des titres et du bordereau au déposant. Cette formalité a pour but de permettre à la société d'établir avec soin le récépissé nominatif de dépôt qui devra reproduire les énonciations portées sur le bordereau.

Après un délai variable de quelques jours, le client est mis en possession du récépissé définitif. Celui-ci est daté, timbré à 0 f. 60 c., et, en général, pourvu d'un numéro matricule. Aucun texte ne spécifie qu'on doit le détacher d'un registre à souches : il est revêtu de la signature des représentants, à ce autorisés, de la société.

Ce récépissé appartient à la catégorie des actes sous seings privés. Il ne se rencontre pas sous la forme authentique qui aurait l'avantage de lui conférer date certaine : mais cette formalité serait une cause de

retards et de frais. Elle ne répondrait pas d'ailleurs à une véritable nécessité.

Intransmissibles par simple tradition ou par endossement, les récépissés représentent entre les mains du déposant le titre constatant sa créance vis-à-vis de la société dépositaire. Ces actes sont collectifs. Les établissements en délivrent, dans la plupart des cas, un par chaque nature de titres : il existe des exceptions à cet usage et on trouve de pareilles formules mentionnant des valeurs émises par plusieurs sociétés différentes.

Le récépissé doit être représenté à la banque dépositaire chaque fois qu'un changement est opéré dans le stock des titres déposés, par suite de retrait, de remboursement, d'échange. Dans cette hypothèse, on l'annule ou on le revêt des mentions indiquant de quelle manière la teneur du dépôt a été modifiée. Certaines sociétés n'observent pas cette pratique et adoptent une procédure simplifiée à l'excès. Elles laissent entre les mains du déposant le récépissé primitif sans lui faire subir les modifications que comporteraient des ventes ou des donations ayant trait aux titres déposés. Le déposant a ainsi en mains un titre qui lui permettrait, le cas échéant, de se prévaloir d'un crédit qu'il ne devrait pas avoir. On conçoit, par exemple, qu'il se targue auprès d'un prêteur d'un dépôt de vingt titres, alors qu'il en a aliéné précédemment dix-neuf.

L'état de guerre peut apporter un inconvénient de

nature différente mais plus sérieux encore. Pour s'en rendre compte, il suffit de lire les dispositions de la loi du 4 avril 1915 « tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par suite de faits de guerre dans des territoires occupés par l'ennemi ». Lorsqu'il s'agit de titres déposés dans une banque située en région envahie, ce texte autorise (art. 3) le propriétaire qui aura frappé d'opposition, entre les mains du Syndicat des agents de change et de la société émettrice, les titres dont il est dépossédé, à en toucher les coupons moyennant la production du récépissé de dépôt délivré par la banque dépositaire. Le § III de l'art. 3 stipule que les paiements ainsi faits libèrent le débiteur envers tout tiers qui se présenterait ultérieurement. L'importance du récépissé apparaît dès lors considérable : cette pièce peut, en effet, constater le dépôt d'un grand nombre de titres. Il en résulte que, si elle n'est pas régulièrement mise à jour, ses indications ne correspondront pas à la teneur exacte du dépôt et l'établissement émetteur versera impunément entre les mains d'un déposant de mauvaise foi les dividendes ou intérêts de titres qu'il avait originairement déposés et qui sont aliénés ou retirés depuis longtemps.

Telle est la conséquence d'une loi qui a laissé sans la prévoir une situation qui, pour être un peu anormale, n'aurait pas dû rester imprévisible pour le législateur informé.

Normalement rédigés, les récépissés établissent parfaitement le dépôt des titres. Quant au paiement des coupons, ces actes ne servent pas, d'ordinaire, à en justifier. Il est rare, en effet, d'en rencontrer munis de cases destinées à constater par l'apposition d'un timbre humide le versement du montant des intérêts ou des dividendes entre les mains du titulaire. Préalablement au dépôt, les banques exigent, en général, l'ouverture d'un compte courant au nom du déposant : elles y inscrivent le détail des sommes perçues lors de l'encaissement des coupons ou des remboursements en cas d'amortissement du capital des titres : cette pratique leur permet d'établir aisément la situation active et passive de chaque dépositaire. Les frais d'ouverture de ces comptes, le timbre des récépissés sont, bien entendu, à la charge des clients.

Nous avons indiqué, d'autre part, que le trait distinctif de cette deuxième catégorie de dépôts de titres au porteur consiste en ce que les déposants doivent payer aux établissements une rétribution dénommée « droit de garde ».

Celui-ci est proportionnel au nombre des titres, à leur valeur, à la durée du dépôt.

Il frappe, en effet, chaque titre.

Il est payable annuellement ou semestriellement : à ces échéances, la société en défalque le montant des sommes qu'elle encaisse.

La quotité de ce droit est variable : en général,

pour une durée de six mois, elle s'élève à 0,05 centimes par titre d'une valeur nominale ou effective de 500 francs et au-dessous, à 0 f. 10 centimes par titre d'une valeur effective de 501 fr. à 1.000 francs, 0 f. 15 centimes par titre d'une valeur effective de 1.001 à 2.000 francs et ainsi de suite de manière que chaque 1.000 francs élève le montant du droit de 0 f. 05 centimes. Cette rétribution est majorée, suivant un tarif spécial édicté par chaque banque, lorsqu'il s'agit de titres déposés sous une immatricule compliquée ou nécessitant un avis du service du contentieux.

Signalons aussi que les établissements perçoivent, pour tous les titres remboursables par voie de tirage au sort, une commission égale (d'ordinaire et sauf quelques variantes) à la moitié des droits de garde. Moyennant cette rémunération, la société dépositaire se charge de vérifier les listes de tirage à partir du moment où les titres lui sont confiés. Les déposants évitent ainsi de perdre soit l'intérêt de leurs capitaux, soit leurs capitaux eux-mêmes, en cas de prescription.

Enfin, les règlements des établissements de crédit ont l'habitude de stipuler un minimum de droit de garde. Cette limite extrême varie avec les sociétés. La Banque de France, par exemple, a fixé pour la durée d'un an la somme à un franc. Le Crédit Mobilier français, où les droits de garde sont semestriels, adopte un minimum de 0 f. 15 centimes par nature de valeurs ;

au Crédit Lyonnais, le minimum du droit de garde annuel est de 0 f. 50 centimes par nature de titres ; il en est de même au Comptoir d'Escompte. La Société Générale exige également une somme minima annuelle de 0 f. 50 centimes par dossier ne comprenant qu'un seul titre d'une valeur de 500 francs et au dessous ; dans tous les autres cas, ce minimum est élevé à 1 fr.

Telles sont les règles qui servent à fixer le montant du droit de garde.

Il existe encore une autre particularité notable dans ce genre de contrats : les banques les souscrivent sans limitation de durée ; ils se renouvellent par tacite reconduction.

Conformément à l'article 1944 C. Civ., le déposant peut à tout instant retirer ses titres. Les sociétés ne stipulent aucune indemnité spéciale de résiliation, mais les droits de garde pour le semestre ou l'année en cours restent acquis, malgré le retrait des valeurs, à l'établissement dépositaire. Certaines banques se contentent de percevoir le prorata correspondant au nombre de mois pendant lesquels le dépôt a été assuré. Néanmoins, pour éviter des retraits trop fréquents et inconsidérés, quelques sociétés exigent un droit spécial de 0 f. 10 centimes ou 0 f. 20 centimes par titre rendu. Ce procédé leur permet de restreindre les manipulations de valeurs et d'éviter des pertes de temps.

Nous avons ainsi exposé les conditions dans lesquelles les établissements financiers acceptent en

garde les titres au porteur de toute origine appartenant à leur clientèle.

Afin de déterminer la limite de la responsabilité de ces sociétés, il nous faut analyser la convention qu'elles souscrivent et dont nous avons fixé les éléments.

Sommes-nous en présence d'un contrat de dépôt? Dans l'affirmative, s'agit-il d'un contrat de dépôt proprement dit ou d'un contrat de dépôt anormal?

Telles sont les questions auxquelles nous nous efforcerons de répondre.

Quelle est tout d'abord l'opinion de la doctrine?

Elle n'apparaît pas unanime et cette unanimité est rompue en raison du droit de grade : certains auteurs attachent à ce fait une extrême importance et analysent ce droit en salaire. Ils ont, par suite, décidé que, le dépôt étant un contrat essentiellement gratuit (art. 1917), la convention souscrite par les établissements de crédit ne pouvait être qu'un louage de services.

Nous allons passer en revue les principaux tenants de cette doctrine et les arguments sur lesquels ils s'appuient.

Ces auteurs basent leur théorie sur l'opinion d'Ulpien, celle de Domat et de Pothier, sur l'article 1917 du Code Civil interprété dans un sens littéral, absolument rigoureux.

La tradition juridique, la plus ancienne, insinue

cette doctrine, bannit des éléments du dépôt toute idée de salaire ou de rémunération pour le dépositaire. Telle serait l'opinion d'Ulpien qui, sans définir spécialement le contrat de dépôt, étudie la responsabilité du gardien lorsqu'il reçoit un salaire. « Si vestimenta servanda, écrit-il (L. I p. 8 D. Depositum) balneatori data perierent, si quidem nullam mercedem servandorum vestimentorum accepit, depositum eum teneri et dolum duntaxat præstare debere puto; quod si accepit ex conducto ». On peut encore citer dans ce sens un texte de Scaccia (1) : « Duplex est enim depositum; depositum proprium de sui natura, est contractus gratuitus et non mercenarius; quædam vero est depositum improprium nimirum, quod non est gratuitum; sed hoc dicitur improprie depositum quum sit potius locatio et conductio ». Domat (2) est fidèle à cette conception lorsqu'il déclare : « Le dépôt doit être gratuit; car autrement ce serait un louage où le dépositaire louerait son soin ». Mais le jurisconsulte dont s'est inspiré principalement la doctrine critiquée, est certainement Pothier (3). Celui-ci résume, en quelque sorte, tous ses prédécesseurs lorsqu'il écrit : « Le contrat de dépôt est un contrat de bienfaisance : il renferme un office d'ami que le dépositaire rend au

(1) SCACCIA, *De commerciis*, fin xvi^e siècle. Voir *Répertoire Dalloz*, page 451.

(2) DOMAT, *Loix civiles*, page 82, n^o 11.

(3) POTHIER, Tome V, *Du dépôt*, page 127, n^o 13.

déposant. De là il suit que pour que le contrat par lequel on confie la garde d'une chose à quelqu'un, soit un contrat de dépôt, il faut que celui à qui on la confie s'en charge gratuitement; car si par le contrat, il exige quelque rétribution pour sa garde, le contrat n'est plus un contrat de bienfaisance, il ne renferme plus un service d'ami. Ce n'est pas, par conséquent, un contrat de dépôt, c'est une autre espèce de contrat; c'est un contrat de louage, par lequel le gardien loue sa garde pour un prix convenu». Pothier admet d'ailleurs que les présents reçus par le dépositaire en reconnaissance « du bon office » qu'il rend au déposant, n'altèrent pas la nature du contrat de dépôt : « il suffit, dit-il, que le dépositaire ne les ait point exigés, pour que le dépôt soit gratuit de la part du dépositaire, et pour que le contrat soit en conséquence un vrai contrat de dépôt ». Étudiant, d'autre part, de quelle manière la responsabilité du dépositaire devait être appréciée, Pothier cite (1), comme exception au principe que le dépositaire n'est pas tenu de sa faute légère, l'hypothèse où il s'est fait payer de sa garde : « La raison est que ce contrat, en ce cas, n'est pas vrai contrat de dépôt, n'étant pas gratuit, mais un contrat qui tient plutôt du louage... Ce contrat étant, en ce cas, un contrat intéressé de part et d'autre, le dépositaire doit, suivant le principe commun à tous

(1) POTHIER, Tome V, *Du dépôt*, n° 31.

les contrats *in quibus utriusque utilitas vertitur*, être tenu de la faute légère».

Telles sont les hautes autorités, antérieures au Code, invoquées par la doctrine pour analyser le dépôt salarié en louage de services.

Elle excipe également des termes absolus employés par les législateurs de 1804 : « Le dépôt proprement dit, déclare l'article 1917 du Code Civil, est un contrat essentiellement gratuit ». Ce mot « essentiellement » constitue en somme la base de toute la théorie : la gratuité est de l'essence du contrat, proclame-t-elle. Elle en déduit que cette condition est *sine qua non*.

MM. Troplong, Guillouard, Huc, A. Colin et H. Capitant, pour ne parler que des tenants les plus considérables de cette doctrine, ont adopté cette manière de voir.

Ils ont soutenu que la conception traditionnelle du dépôt repousse toute idée de salaire, si modique soit-il.

A l'appui de cette opinion, ils donnent l'article précité et les arguments que nous allons exposer :

Troplong, surtout, a tenté de justifier cette théorie. Il estime que le dépôt proprement dit doit réunir certains caractères particuliers qui le distinguent du séquestre (1) : « Le premier est d'être gratuit. Si le dépositaire ne se chargeait pas gratuitement de la chose déposée, ce ne serait plus ce contrat de bien-

(1) TROPLONG, *Du dépôt*, nos 10, 11, 12 et 13.

faisance que les lois ont organisé sur la base d'un sentiment désintéressé. Il deviendrait un louage de services.» L'idée de bienfaisance, le désintéressement du dépositaire, telles sont les conditions auxquelles Troplong subordonne l'existence du contrat de dépôt. Il est évident qu'avec un principe aussi absolu, l'article 1928 devait sembler énigmatique ou mal rédigé. Il constitue le grand obstacle auquel se heurte Troplong comme tous les partisans de cette doctrine. Et nous les verrons tous se préoccuper de le tourner ou de l'expliquer.

Voici, en conséquence, l'avis de Troplong. Dans l'hypothèse de l'article 1928, paragraphe 2, le contrat perd son caractère d'office d'ami; la convention devient intéressée; la responsabilité du dépositaire salarié doit être appréciée avec plus de sévérité que celle du dépositaire proprement dit. Qu'a donc voulu l'article 1928? «A-t-il entendu établir que le dépôt « avec salaire continuait à être un dépôt pur et simple? Non, sans doute. Sans cela, il se serait mis en « opposition flagrante avec l'article 1917 qui fait de « la gratuité l'essence du dépôt.» L'article 1928, constate ensuite Troplong, a désiré traiter plus sévèrement le dépositaire qui exige une rémunération. « Mais il ne dit pas pour cela », ajoute le jurisconsulte, « qu'un tel dépositaire mérite le titre de dépositaire « pur; il ne dit pas qu'il continue à être un dépositaire « sans mélange de location de services. S'il le disait, il

« donnerait un démenti à l'article 1917 et à la nature « des choses ». Et Troplong appuie son argumentation sur ce que l'article 1928 a été emprunté à Pothier. Or, celui-ci déclare, comme nous l'avons vu plus haut, que le dépôt salarié tient du louage de services. Après avoir ainsi exprimé son avis, Troplong passe à l'objection résultant de ce que le Code, dans l'article 1928, s'est servi des mots « dépôt » et « dépositaire ». Il ne conteste pas le fait : « Je l'avoue », déclare-t-il, « et en cela peut-être il a manqué à la scrupuleuse exactitude du langage. Mais avant lui, Ulpien en avait fait autant, sans que la pensée de ce jurisconsulte en fut le moins du monde obscurcie : « *In deposito dolus præstat* solus nisi forte et merces accessit ». Voilà bien le dépôt appelé par son nom, quoique flanqué d'un salaire. Demandez, cependant, au même Ulpien, ce qu'il pense au fond d'un tel contrat, et il vous apprendra qu'il faut bien se garder de le tenir pour un dépôt; car c'est un véritable louage. »

Telle est la doctrine de Troplong. Sans pousser davantage l'analyse du contrat de dépôt, il s'est borné à commenter d'une manière assez brève, mais néanmoins péremptoire, l'opinion d'Ulpien et de Pothier. Ses conclusions devaient l'amener à émettre un avis sur la nature du contrat de dépôt souscrit par les banques. Le voici : (1) « Ainsi donc les dépôts de

(1) TROPLONG. *Du dépôt*, n° 15.

numéraire, billets, contrats, diamants, qui se font à la Banque de France et pour lesquels les statuts l'autorisent à recevoir un tant pour cent par chaque semestre, ne sont pas des dépôts proprement dits. La Banque fait une location de services. » « Il en est de même, ajoute-t-il, des dépositaires, en matière de commerce qui, ne faisant rien pour rien, et recevant une rétribution de leurs services, sont moins des dépositaires que des locateurs. Le dépôt proprement dit, avec son caractère gratuit, est dans le commerce une sorte d'anomalie. » Voilà le grand mot lâché ! Nous le reprendrons plus tard.

La doctrine de Troplong a été adoptée par M. Guillouard (1). Ce jurisconsulte déclare également que l'article 1917 doit l'emporter : la tradition historique est dans ce sens et il cite à l'appui Ulpien, Domat, Pothier. M. Guillouard estime que le salaire transforme le dépôt en contrat de louage. « Comment sans cela, dit-il, expliquer le texte de l'article 1917... ? » Car il se heurte lui aussi à l'article 1928. Pour l'expliquer, il a recours, comme Troplong, à l'étude de Pothier. Et M. Guillouard, suivant jusqu'au bout le développement de cette théorie, conclut : (2) « Comme conséquence de ces principes on devra décider que si la Banque de France ou toute autre caisse reçoit la garde de titres ou d'argent..., le contrat qui intervient entre

(1) GUILLOUARD, *Du dépôt*, pages 287 et suiv.

(2) GUILLOUARD, *Du dépôt*, page 291.

les parties, et qui reçoit dans la pratique le nom de dépôt, n'est pas un contrat de dépôt dans le sens juridique du mot, mais un louage de services, car, dans cette opération, le prétendu dépositaire reçoit toujours un salaire.»

Cette opinion de M. Guillouard nous permet de constater l'influence prépondérante que le texte d'Ulpien, cité plus haut, a eu sur la définition du dépôt donnée par les divers jurisconsultes. Cette doctrine a encore trouvé un défenseur dans M. Huc (1). Après avoir décidé, que pour constituer un dépôt, il faut que le contrat ait pour objet principal la garde d'une chose mobilière corporelle, cet auteur stipule que le dépositaire doit, en outre, se charger gratuitement de la garde de la chose. Cette seconde condition, essentielle, permet de classer le contrat dans la catégorie des contrats de bienfaisance : « Par conséquent, écrit M. Huc, la stipulation d'un salaire quelconque, en rémunération de la garde de l'objet envisagé, doit suffire pour donner au contrat le caractère de louage de services. » Telle serait l'idée du Code, lorsqu'il déclare, dans l'article 1917, que le dépôt est essentiellement gratuit. Mais l'auteur se trouve alors en présence de l'article 1928 : il lui faut expliquer le sens de cette disposition si contraire, semble-t-il, à ce qu'il vient de dire. M. Huc se contente de rappeler l'inter-

(1) Huc, *Droit civil*, Tome XI, pages 292 et 294.

prétation de Troplong : cet article a été tiré d'un passage de Pothier : « Le Code, déclare l'auteur, reproduit encore ce passage dans l'article 1928, 2^o..., mais, sans vouloir, pour cela, faire échec à la règle traditionnelle déjà formulée par l'article 1917. » En conséquence, M. Huc estime (1) que les dépôts de titres, reçus par les banquiers, sont de véritables louages de services, car ils ne sont pas gratuits.

Cette interprétation a, d'autre part, été suivie par MM. A. Colin et H. Capitant ... (2) « Le dépôt, disent-ils, est un contrat *gratuit* ou de bienfaisance. Aucune rémunération ne peut être stipulée pour le dépositaire (art. 1917). Le dépositaire rend au déposant un service d'ami. C'est là une caractéristique *essentielle* du contrat. C'est pour cela que le séquestre n'est pas à proprement parler un dépôt. En effet, il peut comporter et comporte, en fait, une rémunération (art. 1957) ». MM. Colin et Capitant signalent ensuite « l'antinomie apparente » entre l'article 1917 et l'article 1928. La contradiction, déclarent-ils, n'est qu'apparente. Et sans s'expliquer davantage sur ce dernier point, ils ajoutent : « en effet, lorsqu'il y a stipulation de salaire, le contrat n'est plus un dépôt, c'est un louage de quelque nom qu'on l'ait désigné. » Telle est, d'après ces auteurs, la raison pour laquelle,

(1) HUC, *Droit civil*, Tome XI, page 305.

(2) A. COLIN et H. CAPITANT, *Cours élémentaire de Droit civil français*, Tome II, Paris, page 675.

l'article 1928 impose au « gardien rémunéré de la chose d'autrui, (*locator* de ses offices), une responsabilité différente de celle qui pèse sur le dépositaire et sensiblement plus lourde (1). »

Nous avons ainsi passé en revue les principaux jurisconsultes qui soutiennent cette doctrine et les raisons qu'ils allèguent. Avant d'apprécier cette théorie, nous croyons opportun d'examiner en quelques mots son intérêt.

Il n'est pas tout d'abord indifférent de connaître la nature exacte d'une convention si fréquente. N'y aurait-il que cet intérêt, intérêt d'école si l'on veut, la recherche en vaudrait certes la peine.

Ne devons-nous pas, d'autre part, signaler que le contrat souscrit par les banques, analysé en dépôt, constitue un contrat réel? Il est réel en ce sens que, seule, la remise des titres donne naissance aux obligations qui découlent du contrat de dépôt. Cette remise s'appelle techniquement la tradition. L'article 1919 prend soin d'ailleurs d'opposer, en souvenir du passé, la tradition réelle à la tradition feinte. Cette dernière, est-il besoin de le rappeler, se réalise « quand le dépositaire se trouve déjà nanti, à quelque autre titre, de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de dépôt. »

Analyse-t-on, au contraire, la convention souscrite

(1) Trois thèses relativement récentes ont adopté cette théorie : Voir POMMIER, pages 42, 43, 114, — JOCARD, pages 29 et suiv, — TORQUEBIAU, page 44.

par les banques en louage de services, nous sommes en présence d'un contrat consensuel. Il faut décider que la source des obligations de la société détentrice des valeurs réside non plus dans le fait de la remise des titres, mais dans le seul accord des parties.

Les caractéristiques essentielles du dépôt nous montrent, d'autre part, le rôle considérable que la confiance joue dans ce contrat, appelé souvent « contrat de bonne foi ». A ce sujet, Réal, dans l'exposé des motifs de la Loi sur le dépôt et le séquestre, disait le 18 ventôse an XII : (1) « Tous les contrats sont de bonne foi, et nulle part dans le Code, l'on n'a attribué plus spécialement ce caractère aux uns qu'aux autres ; il est néanmoins difficile de ne pas reconnaître dans le dépôt quelque chose qui place la bonne foi inhérente à ce contrat dans des limites plus étroites que celles qui sont assignées à d'autres contrats ». Et Troplong écrit : « La confiance en fait la base (2), la bonne foi en est la sanction, « totum fidei ejus esse commissum ». Nous disons que la bonne foi en est la sanction. Il n'y a pas de contrat, en effet, où la bonne foi doive se montrer plus entière et plus scrupuleuse : « Hæc actio depositi, disait Cujas, summam fidem exigit... contractus depositi est sacer contractus, ut Juvenalis dixit : Sacrum depositi !... »

Ce caractère qui distingue d'une manière si remar-

(1) *Répertoire Dalloz*, page 445 note 1.

(2) TROPLONG, *Du dépôt*, nos 2 et 3,

quable ce contrat, oblige le dépositaire à une fidélité et à une discrétion sans limites. Le Code Civil, d'ailleurs, consacre expressément cette obligation par l'article 1931. Troplong cite à ce sujet une phrase de Sénèque (1) : « Intuebor utilitatem ejus cui redditurus sum, et nociturum illi depositum negabo ». Le secret est donc une condition essentielle dans le dépôt : il ressort de la nature même de cette convention. Si, par conséquent, les sociétés sont de véritables dépositaires, elles sont tenues d'apporter dans la garde de leurs titres une fidélité et une discrétion absolues. Tout manquement à ce devoir doit être réprimé par les Tribunaux avec la plus étroite sévérité.

Cette discrétion rigoureuse les astreint à refuser toute demande de renseignements formulée par les tiers. Elle doit être opposée par elles en toutes circonstances, sauf bien entendu dans les cas prévus par la loi. Cette obligation peut avoir de graves conséquences et placer les sociétés en des situations embarrassantes soit vis-à-vis des particuliers, soit vis-à-vis du fisc. Les interpositions de personnes sont ainsi faciles à réaliser.

En résumé, les principes qui gouvernent le contrat de dépôt interdisent aux sociétés toute communication aux tiers sur la nature, l'origine, la consistance des dépôts qu'elles détiennent ou qu'elles ont déte-

(1) TROPLONG, *Du dépôt*, n° 1.

nus, le nom, les qualités, le domicile, la fortune des déposants.

Cette obligation a sa source dans la confiance qui est la base du dépôt, comme le rappelle Troplong. Cette idée de confiance, imprimée à ce contrat, ne se retrouve pas dans les caractéristiques essentielles du louage de services. On loue, bien souvent, l'industrie de gens en qui l'on n'a qu'une foi précaire. Leur habileté professionnelle, seule, a déterminé l'employeur à bénéficier de leurs services : il se réserve de les surveiller et de sauvegarder ses intérêts, tout en utilisant leur main-d'œuvre experte. Il n'y a pas, dans le louage de services, cet élément moral, cette considération de personne, cette confiance absolue qui existent dans les rapports du déposant et du dépositaire : la conséquence par suite apparaît évidente : la discrétion n'est pas une des obligations essentielles de l'employé : celui-ci, simplement, loue son temps, son énergie productrice, son habileté. On ne peut lui demander autre chose que l'accomplissement régulier de sa tâche. L'analyse en louage de services du contrat souscrit par les banques aboutit donc à cette conclusion un peu étrange : sauf stipulation contraire, les sociétés gardiennes de titres ne sont pas tenues de la discrétion qui est essentielle dans le dépôt.

Ces dernières observations amènent logiquement à rechercher l'intérêt que peut offrir l'analyse du contrat au point de vue de la responsabilité de la société

qui reçoit les titres. Les reçoit-elle à titre de dépôt, comme il s'agirait de dépôt salarié, c'est l'article 1928 qui serait en cause. S'il entend, en raison même de la rétribution, ne pas s'en tenir aux soins appréciés *in concreto*, il conduit, ainsi que nous l'avons dit précédemment, à l'appréciation de la faute *in abstracto*. Mais, sous l'influence des observations précédentes, le juge devra avoir dans l'esprit un type de *paterfamilias* d'une attitude rigoureusement correcte : ce serait le propriétaire non seulement diligent, mais encore réservé et gardant avec scrupule le secret de ses actes.

Si, au contraire, la société détentrice nous apparaîtrait comme louant ses services à l'égard des titres qui lui sont confiés, elle sera responsable dans les termes du droit commun édicté par l'article 1137 C. Civ. L'appréciation du juge sera moins sévère en cette occurrence; et, par exemple, le *paterfamilias* peut rester un type accompli de propriétaire tout en racontant volontiers ce qu'il fait.

Remarquons, sans plus d'insistance, que le Code Civil avisé, en consacrant le dépôt salarié, ne l'a pas converti en louage de services. Car, s'il est un point sur lequel cette conversion semblait fatale, c'eût été à coup sûr en matière de responsabilité — tous les développements antérieurs montrent comment. — Et cependant, nous venons de l'exposer, il reste, pour ainsi dire, une marge très sensible.

Sur une autre face, on peut voir encore l'intérêt

qu'offre cette analyse. L'article 1944 C. Civ. déclare que « le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution... ». En conséquence, et, en admettant par hypothèse qu'un délai ait été fixé pour la restitution, les sociétés de crédit, considérées comme dépositaires salariés, sont tenues de remettre au déposant les titres qu'elles détiennent aussitôt qu'il les réclame sans pouvoir demander une indemnité. Toute autre serait, dans ce cas, la situation, si l'analyse en louage de services devait prévaloir : les établissements, n'étant plus alors soumis aux prescriptions de l'art. 1944 C. Civ., auraient toute latitude pour réclamer une indemnité à cause de la résiliation anticipée et unilatérale du contrat.

En se plaçant, enfin, à un autre point de vue, si nous sommes véritablement en présence d'un louage de services, allons-nous, afin d'être logiques, pouvoir qualifier de « contrat de travail » le dépôt des titres effectué dans les banques ? Une semblable appellation apparaîtrait pour le moins saugrenue.

Cette conséquence étrange ne serait pas la seule. Revenons, en effet, sur la notion de personne morale. Nous avons vu plus haut qu'elle avait modifié l'appréciation de la faute parce qu'on n'avait pas devant soi une personne physique : l'analyse du dépôt de titres en louage de services subira également son influence. On ne conçoit pas, en effet, le

déposant veillant au repos hebdomadaire de l'entité qui constitue la société dépositaire. Toute la terminologie du louage de services est en révolte : un capitaliste déposant n'est pas le patron de la banque dépositaire.

Ces diverses remarques nous amènent à étudier le bien-fondé de l'opinion dont nous avons plus haut énuméré les partisans.

Nous estimons qu'il est tout d'abord nécessaire de distinguer deux hypothèses :

1^o Le droit de garde est inférieur ou égal aux frais exposés pour la conservation de la chose.

2^o Le droit de garde est supérieur aux frais exposés pour la conservation de la chose, mais il est inférieur au service rendu.

Première hypothèse : le droit de garde est inférieur ou égal aux frais exposés pour la conservation de la chose.

Dans ce cas, nous nous trouvons, en somme, devant un dépôt gratuit : il serait, en effet, plaisant de prétendre que se couvrir, en totalité ou en partie, des frais occasionnés par la garde de la chose d'autrui devint un fait qui fit écarter l'idée de dépôt. Ce serait affirmer, comme on dirait en style vulgaire, qu'un dépositaire en est toujours ses frais.

Nous voilà, en conséquence, ramenés à l'analyse que

nous avons exposée au sujet de la première catégorie de dépôts. Sans la développer à nouveau, il suffit de rappeler comment nous avons conclu : la convention souscrite par les banques n'est pas un pur contrat de dépôt gratuit, mais un contrat de dépôt anormal rentrant dans les prévisions de l'article 1928 C. Civ. Nous avons, en effet, démontré que les sociétés : 1^o s'offrent pour recevoir les titres ; 2^o font profession d'en assumer la garde ; 3^o ne sont pas désintéressées dans l'accomplissement de ces actes.

La responsabilité des établissements sera par conséquent régie non par l'article 1927, mais par l'article 1928 combiné avec l'article 1137 du Code Civil.

L'analyse du contrat en louage de services ne peut donc s'appliquer en cette hypothèse.

Celle-ci correspond-elle, d'ailleurs, à la situation dans laquelle se trouvent placés les établissements ou sociétés de crédit dépositaires ?

Cela dépendra du chiffre d'affaires de ces banques. Si le nombre de déposants n'est pas considérable, il sera difficile de répartir entre eux les frais généraux de l'entreprise, de telle manière que le modeste droit de garde exigé de chacun parvienne à couvrir les dépenses effectuées pour la conservation des dépôts individuels. Les sociétés, d'autre part, ne peuvent élever indifféremment la quotité du droit de garde à cause de la concurrence effrénée qui les menace. Les pertes que les

établissements peuvent faire de ce chef, seront compensées par les opérations financières que les clients, venus pour déposer leurs valeurs, auront besoin d'entreprendre. Les banques, leur servant alors d'intermédiaires, percevront des courtages fructueux et rémunérateurs.

Telle est la première hypothèse. Passons à l'examen de la seconde.

Deuxième hypothèse : le droit de garde est supérieur aux frais exposés pour la conservation de la chose, mais il est inférieur au service rendu.

Ce second point est évident si l'on songe à la valeur considérable, à l'importance qu'a pour le déposant la garde des titres : ceux-ci constituent souvent toute sa fortune. Cette conservation ne lui coûte en somme que quelques centimes par an. Est-il difficile d'apercevoir le service énorme que lui rendent les sociétés financières ? Elles le dispensent ainsi de veiller constamment sur les valeurs au porteur de son patrimoine, d'acquérir des coffres-forts coûteux dont la solidité n'équivaldra jamais aux installations perfectionnées des établissements de crédit.

Il serait, dès lors, invraisemblable d'étudier l'hypothèse qui montrerait le droit de garde adéquat au service rendu. D'ores et déjà, il est visible que les deux obligations ne sont pas équivalentes. Cette

rétribution insignifiante ne peut pas être sérieusement qualifiée de « prix des services ».

Mais ne préjugeons pas et revenons à l'étude du cas tel qu'il a été énoncé : le droit de garde est supérieur aux frais exposés, mais il est inférieur au service rendu.

C'est dans cette hypothèse que la théorie de MM. Troplong, Guillouard, Huc, Colin et Capitant pourrait trouver un champ d'application.

Nous ne pouvons cependant l'admettre.

Elle procède d'une interprétation trop stricte, trop rigoureuse des principes du contrat de dépôt. On songe à la légende du lit de Procuste en parcourant les lignes de ces auteurs : il y aurait, faut-il croire, un certain nombre de moules inflexibles dans lesquels devraient être coulés inexorablement tous les contrats. Personnellement, nous ne pouvons approuver une telle conception. Les conventions humaines, infinies en nombre et en variétés, ne représentent, pour ainsi dire, presque jamais à l'état pur un contrat tel que le Code Civil l'a prévu. Nous pourrions appuyer notre remarque d'exemples nombreux. Citons, notamment, les donations avec charges, les échanges et les dations en paiement avec soulte. Nous admirons les études théoriques, mais nous nous permettons de mettre en garde contre la tendance qui consisterait à vouloir rencontrer toujours, en fait, des contrats de type idéal.

Ne faut-il pas d'ailleurs, et avant tout, s'inspirer de l'intention des contractants? Cette règle a pour elle le bon sens et la logique. N'est-il point choquant de décider, pour ainsi dire *ex cathedra*, de la nature d'un contrat en allant à l'encontre des mots et des volontés de ceux qui l'ont formé? C'est un mode de raisonnement rigoureux à l'excès, impitoyable en quelque sorte : il fait songer à des analyses qui s'accommoderaient beaucoup mieux de la notion de droit « strict » toute romaine, que de celle de « bonne foi », toute française.

Les articles 1134 et 1135 du Code Civil sont singulièrement en souffrance avec un pareil système d'interprétation. Comme il serait étrange que le principe d'autonomie de la volonté jouât le premier rôle en droit international privé et qu'il s'effaçât modestement en droit civil national !

Dans notre entreprise de réfutation, rappelons, tout d'abord, en quels termes Cujas définit (1) le louage de services : « *Locatio conductio est conventio faciendi.. aliquid certa mercede* ». MM. Aubry et Rau le qualifient (2) « un contrat par lequel l'une des parties « s'engage moyennant un prix que l'autre partie « s'oblige à payer... soit à lui fournir temporairement « ses services (*locatio operarum*), soit à faire pour son

(1) Ff. *Locat. cond.* voir dans *Répertoire Dalloz*, Louage d'ouvrage ou d'industrie, p. 542.

(2) AUBRY et RAU, Tome V, 1907, page 263.

« compte un ouvrage déterminé ». Enfin M. Planiol (1) le considère comme un contrat « par lequel une personne s'engage à travailler pendant un temps pour une autre, moyennant un prix proportionnel au temps ». « La chose louée » (2), remarque cet auteur, « est la force de travail qui réside en chaque personne et qui peut être utilisée par autrui comme celle d'une machine ou d'un cheval ». Ces définitions montrent que l'essence du contrat de louage de services est d'exiger simplement d'une des parties une prestation, un fait actif, (« faciendi aliquid », dit Cujas). Nous n'y trouvons pas stipulé, comme dans le contrat de dépôt, l'engagement essentiel, pris par l'une des parties, de garder et de restituer en nature la chose qui lui est confiée, engagement qui distingue le dépôt des autres contrats.

Cette caractéristique fondamentale a été parfaitement mise en lumière par un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation en date du 23 janvier 1884 (3). En l'espèce, il s'agissait de définir la nature exacte du contrat suivant : par convention verbale, les consorts B... s'étaient engagés à recevoir, dans un *bâtiment* déterminé et dépendant de leur usine, les avoines qu'un sieur L... y placerait par quantités variables suivant les besoins de son com-

(1) PLANIOL, Tome II, n° 1824.

(2) PLANIOL, Tome II, n° 1827.

(3) *Dalloz*, 1884, 1.254.

merce. Ce négociant s'obligeait à payer une redevance de dix centimes par sac de cent kilogs et par mois. Les consorts B... se réservaient la jouissance des parties de ce bâtiment qui seraient inoccupées. Voici l'opinion de la Cour suprême :

...« Attendu que cette convention ne constitue ni « un contrat de *dépôt salarié*, puisqu'elle ne contient « pas pour les propriétaires de l'immeuble l'obligation « de veiller à la garde de la chose et de la restituer, ni « un contrat de louage d'ouvrage ou de services « puisqu'elle ne leur impose ni travail ni soins comme « conditions de la redevance stipulée.

« Qu'on y trouve, au contraire, tous les caractères « du louage prévu par l'article 1709 C. Civ. qui le « définit « un contrat par lequel l'une des parties « s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un « certain temps et moyennant un certain prix que « celle-ci s'oblige de lui payer »...

Cet arrêt nous semble très important : il admet la possibilité du dépôt salarié ; en outre, il le distingue avec netteté du louage de services et il fixe, pour ainsi dire, le critérium, la caractéristique essentielle du dépôt, savoir : l'obligation de veiller à la garde de la chose et de la restituer. Ces deux conditions sont bien celles qui font du dépôt un contrat « spécial », « ayant sa fonction propre ».

L'arrêt observe le principe posé par Pothier et que nous avons déjà cité dans l'étude de la première

catégorie de dépôts : le jurisconsulte disait : « pour
« que le contrat par lequel l'un des contractants fait à
« l'autre la tradition d'une certaine chose soit un con-
« trat de dépôt, il faut que la fin de la tradition soit uni-
« quement que celui à qui la tradition est faite se charge
« de la garde de la chose. Cette fin fait le caractère
« essentiel du contrat de dépôt qui le distingue des
« autres contrats ». La Cour de Cassation consacre
ainsi l'opinion de Pothier : elle applique, pour décou-
vrir la nature du contrat, la vieille règle d'Ulpien qui
doit rester un guide précieux dans ces sortes d'ana-
lyses : « Uniuscujusque contractus initium spectan-
dum, et causam ». Le but principal du contrat de
dépôt, sa fonction propre est bien de conserver et de
rendre la chose déposée.

Cette interprétation est d'ailleurs conforme à
l'étymologie du mot « dépôt ». Nous avons rappelé
plus haut (1), dans le paragraphe consacré au dépôt
gratuit, celle qu'en donnait Ulpien : « Depositum
« dictum ex eo quod ponitur : præpositio enim De
« auget depositum, ut ostendat totum fidei ejus esse
« commissum quod ad custodiam rei pertinet ».

Ces considérations servent de bases à une doctrine
soutenue par des jurisconsultes éminents : MM. Aubry
et Rau, Baudry-Lacantinerie et Wahl, Planiol,
Pont l'ont adoptée.

Elle a le grand avantage de ne pas se heurter aux

(1) Voir page 88.

textes du Code, mais, au contraire, de les concilier sans les trouver contradictoires.

Que devient, en effet, dans cette théorie l'article 1917? Ce texte stipule bien que le dépôt est essentiellement gratuit, mais il n'ajoute pas qu'il l'est exclusivement. On doit donc estimer que le Code, tout en définissant d'une manière générale le dépôt proprement dit, a voulu admettre que les parties pourraient écarter la gratuité. Cela résulte des termes de l'article 1928 § 2. Ce texte semble rédigé avec la prévision intentionnelle des conditions toujours changeantes du milieu social : il amorçait ingénieusement les cas qui pouvaient devenir nombreux dans la suite. Le Code Civil n'est pas intransigeant ; il n'est point absolu ; il édicte des contrats malléables auxquels il accorde, dirions-nous volontiers, une sorte de plasticité. Le dépositaire peut convenir d'une rétribution, d'une indemnité sans se transformer en locateur de services.

On reconnaît au Code le droit de régler les diverses hypothèses de dépôt nécessaire et de séquestre. Pourquoi lui interdire de régler, de façon spéciale, les hypothèses de l'article 1928?

Cette interprétation nous paraît seule logique : M. Planiol fait d'ailleurs observer que le dépôt a été considéré « traditionnellement » comme gratuit, mais ajoute-t-il, « il n'y a à cela aucune raison » (1). En

(1) PLANIOL, Tome II, n° 2205.

conséquence, il estime que le dépôt, étant un contrat spécial ayant sa fonction propre, peut « se faire moyennant salaire ou gratuitement ».

Remarquons enfin que dans l'article 1928 le législateur de 1804 parle sans équivoque. Il emploie les mots « garde » et « dépôt » sans laisser entendre qu'il s'agit d'un louage de services. Troplong, en vérité, nous répondra que le rédacteur de l'article a manqué à la scrupuleuse exactitude du langage, qu'Ulpien, d'autre part, en avait fait autant en examinant cette hypothèse ! Cet argument ne nous semble guère sérieux ; il est par trop aisé de taxer d'étourderie le rédacteur du Code, lorsque les articles ne peuvent s'accorder avec la doctrine que l'on préconise. Pour notre part, nous déclarerions volontiers que, devant des difficultés d'interprétation, la méthode d'argumentation qui consiste pour les résoudre à prêter au Code Civil des inexactitudes ou des erreurs, est celle qui nous tente le moins. Elle a, d'ailleurs, un faux air d'une solution à la mode du nœud gordien.

M. Guillouard, de son côté, s'est évertué, nous l'avons vu (1), à expliquer la rédaction de l'article 1928. Il invoque l'autorité de Pothier qui analyse le dépôt salarié en louage de services car il ne renferme plus un office d'ami. Mais nous ferons remarquer,

(1) Voir plus haut, page 117.

avec MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (1) que, si Pothier s'exprime en termes aussi exclusifs, c'est évidemment qu'il n'a pas songé à l'hypothèse où le gardien se fait promettre un salaire inférieur à la valeur du service rendu : il est impossible de nier qu'en pareille hypothèse le gardien ne rende encore un « service d'ami ». Le Code a prévu ce cas et l'a envisagé comme un dépôt. Et MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl estiment que les mots « essentiellement gratuit » signifient que le Code Civil suppose dans le dépôt une intention libérale nullement incompatible avec la fixation d'un salaire. Ulpien n'admettait-il pas la *merces*? (2) Pothier lui-même ne se prononce pas d'une manière absolue : le dépôt salarié ne serait pas un « vrai » (3) contrat de dépôt : « il tiendra du louage » écrivait-il. N'y a-t-il pas là une nuance appréciable?

M. Guillouard refuse donc de considérer l'article 1928 comme admettant le dépôt salarié : ce texte, d'après lui, se borne à reproduire un passage de Pothier où le grand jurisconsulte estimait que la responsabilité du dépositaire salarié s'appréciait plus sévèrement, car alors on se trouvait en présence d'un contrat de louage.

Cette explication nous semble peu satisfaisante.

(1) *Traité de la Société, du prêt, du dépôt*, 1905, pages 627 et suiv.

(2) Voir plus haut, page 116.

(3) Voir plus haut, page 113 *in fine*.

Par cet article 1928, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le Code entend manifestement nous donner quatre cas de ces dépôts anormaux. Il semble même s'appliquer, pour ainsi dire, à procéder par articulations : 1^o), 2^o), 3^o), 4^o.) Si les paragraphes 1^o), 3^o), 4^o) sont, de l'aveu de M. Guillouard des dépôts exceptionnels, il est tout à fait invraisemblable que le second, quittant le domaine du dépôt, nous entraîne dans celui du louage de services. Le raisonnement de M. Guillouard nous émouvrait un peu, sans d'ailleurs nous convaincre, si son auteur se faisait fort de débaptiser les quatre cas de l'article 1928. Une erreur totale du Code serait moins invraisemblable qu'une erreur partielle portant sur le 2^o), encastré, comme son numéro l'indique, parmi les autres. Les modifications apportées à la notion du dépôt qui semblent séduire M. Guillouard, ne sont pas plus profondes au reste dans 1^o), 3^o), 4^o) que dans 2^o). N'est-il pas très anormal, par exemple, qu'avec le paragraphe 4^o), on voit un dépositaire ayant refusé la plus légère rétribution consentir à répondre de toute espèce de faute? Ce personnage risque fort d'indemniser à ses frais le déposant d'un préjudice insignifiant. Le voilà bien loin de la gratuité, car, pour un peu, c'est lui qui paiera le déposant. M. Guillouard nous répondrait-il que le service d'ami rendu par le dépositaire n'en sera que plus accentué?

Combien, au reste, est-il invraisemblable de soute-

nir, en lisant un article (1928) où, à six reprises différentes, la notion du dépôt est rappelée avec surabondance par les mots mêmes qui la précisent, combien, disons-nous, il est invraisemblable d'affirmer que le Code Civil fait une étude du louage de services ! M. Pillet (1) dans son cours de droit international privé, écrit à propos de l'article 11 du Code Civil : « Nous allons examiner ce que dit l'article 11 et ensuite ce qu'il ne dit pas ». Reprenant cette formule malicieuse, ne pourrions-nous faire remarquer que MM. Troplong, Guillouard, Huc, Colin et Capitant se sont évertués à faire dire à l'article 1928 ce que, précisément, il ne dit pas ? Toute la controverse vient de ce désir.

Ici une très courte digression doit nous permettre de faire comprendre nettement notre pensée en puisant, pour une fois, dans le Code de Commerce. Lorsqu'un acte a été accompli par un intermédiaire, il importe, sur quelques points de grande importance, de savoir à défaut de convention explicite, si cet intermédiaire est un commissionnaire ou un mandataire. Nous retrouvons donc bien une question d'analyse. Une opinion très vite abandonnée s'appuyait sur le raisonnement qui va suivre. Elle citait les termes de l'article 94 du Code de Commerce : « Le commissionnaire est celui qui agit en son propre nom

(1) M. PILLET, *Cours de droit international privé*.

« ou sous un nom social pour le compte d'un commet-
« tant. Les devoirs et les droits du commissionnaire
« qui agit au nom d'un commettant sont déterminés
« par le Code Napoléon, livre III, titre XIII ». Elle
s'exprimait ainsi : le critérium de la distinction
ressort de l'antithèse de l'alinéa 1^{er} et de l'alinéa 2.
Le personnage dépeint dans l'alinéa 1^{er} agit en son
propre nom ; c'est un commissionnaire. Le personnage
décrit dans l'alinéa 2 agit au nom d'autrui, c'est un
mandataire. Le Code de Commerce, à son propos,
renvoie précisément au Livre III, titre XIII du Code
Civil dont la rubrique est « Du Mandat ». Ainsi à en
croire cette opinion, le Code de Commerce, lui-même,
donnait le critérium au sujet d'une distinction dési-
rable. Mais une remarque de logique et de bon sens
a, non seulement ébranlé, mais annihilé, ce raison-
nement séduisant et cependant superficiel. On a
objecté victorieusement que le Code de Commerce,
renvoyant au Code Civil, ne qualifiait pas pour autant
l'intermédiaire de « mandataire, » car, à deux reprises
dans un alinéa cependant très court, il insistait sur
la notion persistante de la commission : le person-
nage dépeint était appelé « commissionnaire » et
celui qui lui avait donné un ordre, s'appelait « com-
mettant ».

On voit combien l'argument qui a amené la chute
du prétendu critérium, ressemble à celui que nous
avons pris à notre compte en interprétant l'article

1928 du C. Civil. Dans un cas « commissionnaire » ne pouvait pas être lu « mandataire », dans l'autre (celui qui nous occupe plus spécialement) « dépositaire » ne peut pas être lu « locateur de services ».

Dans un autre ordre d'idées, il nous apparaît nécessaire de souligner l'importance que peut avoir la quotité du salaire dans le dépôt. Nous songeons, en effet, aux libéralités avec charge. Celle-ci, tant qu'elle ne devient pas la partie principale de la convention, ne dénature pas forcément la donation. Le contrat est mixte, en partie onéreux, en partie gratuit : on peut le qualifier de donation anormale. Si, néanmoins, la charge se trouve être équivalente ou à peu près « à la valeur des biens cédés, l'actē n'est pas, nous dit M. Planiol (1), une donation, mais une vente, un louage de services, ou un contrat sans nom spécial ». On a vu des actes ainsi qualifiés provoquer des procès où il était plaidé que la charge était telle, que le contrat au lieu d'être à titre gratuit devenait à titre onéreux.

La nature de la libéralité avec charge apparaît donc essentiellement variable : c'est une question d'espèce soumise à l'appréciation des juges. Cette méthode d'analyse donne, en général, des solutions conformes à l'équité. Y a-t-il une raison qui oblige à l'écarter dans l'examen du contrat de dépôt ? Aucune, assurément.

(1) PLANIOL, Tome III, n° 308.

Mais, nous dira-t-on, vous faites alors dépendre la nature d'un contrat de quelques francs, de quelques centimes !! C'est inadmissible !

Nous répondrons que pareille méthode est préconisée par le législateur. Que décident, en effet, les articles 1675 et suivants au sujet de la rescision de la vente pour cause de lésion ? L'article 1680 ne prévoit-il pas la nomination de trois experts destinés à apprécier si le prix est supérieur ou inférieur aux sept douzièmes de la valeur de l'immeuble ? Quelques francs en plus ou en moins sont, en cette hypothèse, d'une importance capitale !

Cette analyse, il est vrai, ne sera pas toujours aisée ; certaines nuances sont parfois difficiles à saisir ; le dépôt et le louage de services semblent, en quelques espèces, si voisins qu'ils paraissent se confondre : on peut se trouver ainsi en présence de « cas-frontières » dont la distinction devient singulièrement embarrassante. Ceci nous rappelle que l'absolu n'existe guère dans le domaine du droit. A ce sujet, il nous vient à l'esprit une curieuse réflexion de Pascal. L'auteur des « Pensées » traite quelque part (1) des variations des idées concernant le vice et la vertu suivant les lieux et les races ; il écrit : « On ne voit presque rien de « juste ou d'injuste qui ne change de qualité en changeant de climat. Trois degrés d'élévation du Pôle

(1) PASCAL, *Pensées*, Chapitre XIV, alinéa 5.

« renversent toute la jurisprudence. Un méridien « décide de la vérité... » N'en est-il pas ainsi dans l'analyse du dépôt? La nature du contrat variera avec le chiffre du salaire.

Ces diverses remarques nous amènent à décider que le contrat souscrit par les Banques, tel que nous l'étudions dans cette deuxième catégorie, est un dépôt salarié, un dépôt anormal prévu par l'article 1928 du Code Civil. En l'analysant d'après les principes que nous venons de rappeler et, en particulier, conformément à la règle « *Unius cujusque contractus initium spectandum, et causam* », la convention qui lui donne naissance, a, sans aucun doute, pour but principal la garde des titres et leur restitution. Nous avons constaté, d'autre part, que le droit de garde insignifiant auquel est astreint le déposant, s'il est supérieur aux frais exposés pour la conservation des titres, n'est pas proportionnel au service rendu.

Mais, objectera-t-on, la société tient un compte courant au nom du déposant, détache les coupons des titres déposés, perçoit le montant des amortissements, surveille les tirages, se charge des renouvellements? Ces faits ne constituent-ils pas le « travail loué »?

Il nous semble évident qu'ils doivent être appréciés comme la conséquence, l'accessoire du contrat de dépôt. Un exemple bien simple le fera comprendre : on peut donner en garde à un tiers un cheval à charge

de le restituer à la première demande : le tiers, quoique dépositaire, sera bien obligé de soigner l'animal, de le nourrir, de le faire tondre, ferrer, promener. Ces divers actes sont les conséquences accessoires et inévitables de l'obligation qu'il a contractée en acceptant la garde du cheval.

Il en est de même dans notre hypothèse.

La mise en garde des titres au porteur, moyennant une rétribution, constitue bien un dépôt salarié, un dépôt anormal.

Pour d'autres motifs encore, nous devons ranger cet acte dans la catégorie des contrats prévus par l'article 1928. Nous ne les étudierons pas en détail : le paragraphe II de ce chapitre les a déjà mentionnés (1) : nous renvoyons le lecteur à ce développement. Il suffit donc de les résumer :

1^o La société dépositaire s'est offerte pour recevoir les titres ;

2^o La société dépositaire fait métier de ce genre d'opérations.

3^o Elle n'est pas désintéressée, puisque ces dépôts lui permettent de servir d'intermédiaire dans les spéculations ultérieures.

Nous nous sommes ainsi efforcés de faire l'accord entre l'article 1917 et l'article 1928 du Code Civil. Nous ne croyons pas nous leurrer en considérant que nous avons atteint notre but.

(1) Voir pages 91 et suiv.

Si quelque fléchissement apparaissait, nous songerions à une excuse que le souvenir de Vauvenargues apporte à notre esprit : « Il est plus aisé de dire des choses nouvelles que de concilier celles qui ont été dites ».

En terminant cette analyse, il y a lieu de citer une objection possible : à certains égards, on serait tenté de considérer les Banques non comme des dépositaires, mais comme des mandataires. Nous ne mentionnons que pour mémoire cette théorie : nous l'avons réfutée dans le paragraphe II (1) du présent chapitre : il est inutile de revenir sur ce sujet ; les arguments à produire seraient les mêmes. On doit s'attacher à mettre en relief le but principal cherché par les parties et à le distinguer avec soin des obligations accessoires qui en découlent.

Il nous reste maintenant à voir de quelle manière les législateurs postérieurs au Code, la pratique et la jurisprudence ont envisagé le contrat qui nous occupe.

§ IV. — ATTITUDE PRISE

DANS LA LÉGISLATION POSTÉRIEURE AU CODE.

Il est assez curieux de rechercher comment les législateurs postérieurs au Code ont dénommé et considéré le contrat souscrit par les entreprises, tel

(1) Voir pages 86 et suiv.

que nous venons de l'étudier sous ses deux aspects. On peut, dès à présent, affirmer que la terminologie employée ne laisse subsister aucun doute : cette convention est qualifiée de « dépôt » par les textes les plus divers.

Prenons, par exemple, la loi du 27 février 1880, relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits et à la conservation de ces mêmes valeurs en titres au porteur. L'article 5 stipule entre autres que le tuteur pourra être autorisé par le conseil de famille à conserver dans le patrimoine desdits incapables les titres au porteur non susceptibles d'être convertis en titres nominatifs. En ce cas, « le conseil pourra prescrire *le dépôt* des titres au porteur »... dit le texte... « entre les mains... d'une *société* spécialement désignée ».

De même la loi de finances du 25 février 1901, relative au paiement du droit de mutation par décès sur les valeurs mobilières, n'hésite pas, dans son article 15, à employer le mot de « dépôt » pour désigner le contrat dont nous nous occupons. Art. 15 : « Les *Sociétés ou Compagnies*, agents de change, changeurs, banquiers, escompteurs, officiers publics ou ministériels ou agents d'affaires qui seraient *dépositaires*, détenteurs ou débiteurs de *titres*, sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte, devront adresser, soit avant le paiement, la remise ou le transfert, soit dans la quinzaine qui suivra ces

opérations, au directeur de l'enregistrement du département de leur résidence la liste de ces titres, sommes ou valeurs ».

Une loi plus récente encore, loi de circonstances, celle du 4 avril 1915, tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par suite de faits de guerre dans des territoires occupés par l'ennemi, se conforme à ces précédents. Après avoir prescrit que le propriétaire dépossédé devra notifier par lettre recommandée son opposition au syndicat des agents de change et à l'établissement débiteur, elle énumère les formalités qu'il devra accomplir pour obtenir le paiement des intérêts ou des dividendes bien qu'il ne puisse représenter le titre et les coupons : c'est l'objet des articles 3 et 4. Le paragraphe 1^{er} de l'article 3 est ainsi conçu : « 1^o s'il s'agit de titres au porteur *mis en dépôt* dans une banque, représentés par un récépissé de ladite banque *dépositaire*, le déclarant doit produire à l'établissement débiteur ce récépissé. A défaut de ce récépissé, il doit produire une attestation de la banque *dépositaire* établissant d'une manière précise que les titres visés dans la déclaration ont bien fait l'objet d'un *dépôt effectué dans ses caisses* par le déclarant et que celui-ci ne les a pas retirés ». L'article 4 emploie les mêmes expressions : « Pour les titres qui n'ont pas fait l'objet d'un *dépôt* ou pour les titres qui, ayant fait l'objet d'un *dépôt*, ne sont plus représentés par un récépissé ni par une attestation de

la banque *dépositaire*... » Cette persistance de la loi à qualifier de « dépôt » ce contrat, n'est pas sans valeur. Elle confirme notre interprétation de l'article 1928 C. Civ., exposée plus haut. Ira-t-on nous objecter encore que le législateur a manqué à la « scrupuleuse exactitude du langage », comme Troplong (1) en faisait la remarque au sujet de la rédaction de cet article ? Cet argument serait vraiment trop commode. Il est d'ailleurs invraisemblable. Comment admettre que le législateur, depuis 1804 jusqu'à nos jours, s'exprime incorrectement en employant, de façon constante, un mot technique dans un sens inexact et figuré ?

Cette persistance nous amène à dire quelques mots de la manière dont la pratique envisage ce contrat.

§ V. — COMMENT LA PRATIQUE DÉNOMME-T-ELLE
ET CONSIDÈRE-T-ELLE LE CONTRAT
SOUSCRIT DANS LES DEUX CATÉGORIES ÉTUDIÉES ?

La pratique analyse ce contrat en dépôt : elle le nomme ainsi, lui applique les règles des articles 1915 et suivants.

On peut citer à cet égard les clauses de nombreux contrats de mariage stipulant la dotalité. L'usage se répand, principalement à Paris, dans les régions du Nord et de l'Est, d'autoriser le mari d'une femme

(1) TROPLONG, *Du dépôt*, n° 13.

dotale à conserver les valeurs au porteur apportées en mariage par son épouse, bien qu'elles ne soient pas susceptibles d'être converties en titres nominatifs. De même, il lui est permis fréquemment de faire emploi des sommes en ce genre de valeurs. Mais, dans ces deux cas, il est bien entendu que les titres ainsi acquis devront être « déposés » au nom de la femme, avec mention du régime matrimonial et de la dotalité, dans les caisses de sociétés choisies et limitativement énumérées.

Les parties stipulent alors, d'ordinaire, les conditions dans lesquelles le « retrait » sera effectué. Les formalités consisteront le plus souvent en une décharge donnée à l'établissement dépositaire par acte passé par devant notaire ou par acte sous seings privés avec le concours d'un agent de change.

Dans les testaments édictant des clauses de substitution, dans les actes de donation avec réserve d'usufruit, les conventions d'indivision, il est fréquent de voir prescrire le dépôt des valeurs au porteur dans les caisses de tel ou tel établissement : le récépissé mentionne l'indisponibilité dont elles sont frappées.

Dans ces divers cas, — et nous ne prétendons pas en donner une énumération complète, — les parties ne parlent jamais que de « dépôt ». Les notaires eux-mêmes adoptent ce langage. Ils se réfèrent aux principes posés par le Code dans les articles 1915 et suivants pour trancher toutes les difficultés éven-

tuelles. On n'y trouve jamais exprimée l'intention de souscrire un louage de services.

Ces constatations ne sont pas sans intérêt.

Le fisc analyse aussi de la même manière le contrat qui nous préoccupe. Citons par exemple une solution de l'Administration de l'Enregistrement en date du 19 mars 1872 (1). Elle stipule que, choisis pour la conservation de titres au porteur, les établissements de crédit doivent soumettre au timbre de dimension (2) les récépissés constatant le dépôt des valeurs mobilières, les conditions du dépôt, les droits et les obligations des contractants.

L'Enregistrement s'est encore prononcé dans le même sens en diverses espèces. Mentionnons seulement les solutions de cette Administration en date des 14 août 1874, 19 déc. 1876, 14 avril 1880, etc... (3).

Cette manière de voir a été exposée par l'un des auteurs les plus compétents en matière fiscale, M. Maguéro.

Nous avons, en quelque sorte, passé en revue l'opinion doctrinale, le langage du législateur, les expressions de la pratique et les idées du fisc. Il est intéressant maintenant de se tourner vers la jurisprudence.

(1) *Dalloz*, 1873.5.454.

(2) Loi du 13 brumaire an VII, art. 12.

(3) MAGUÉRO, *Traité alphabétique des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèque*, Tome I, page 619 et Tome II, page 487.

§ VI. — LA JURISPRUDENCE.

Voyons quelle est son attitude. Comment dénomme-t-elle ce contrat? Les Tribunaux l'ont-ils analysé? Quelles limites les juges fixent-ils à la responsabilité des dépositaires? C'est ce que nous nous proposons de rechercher présentement.

De nombreuses décisions qualifient de « dépôt » le fait de confier, en échange d'un récépissé, des titres à une société industrielle, commerciale ou de crédit. Le point de savoir si un droit de garde a été perçu, a été laissé de côté par la jurisprudence : elle n'en a pas tenu compte et a dénommé indistinctement « dépôt » les conventions de ce genre qui lui ont été soumises.

Ainsi, nous voyons dans un jugement du Tribunal civil de la Seine (1) qui détermine la consistance d'un legs de valeurs mobilières confiées au Crédit Lyonnais, les juges faire délivrance au légataire... « de toutes les valeurs mobilières avec leurs arrérages ou coupons et de toutes sommes *déposées* au nom de X... au Crédit Lyonnais et à la Caisse d'Épargne... » Le jugement est formel; les expressions qu'il emploie ne laissent aucun doute; ... « Attendu, dit-il ailleurs, qu'en ce qui concerne la Caisse d'Épargne, il ne peut évidemment s'agir que d'un dépôt d'argent, cet établissement ne se chargeant pas de *dépôts de titres* »... Il est à noter

(1) Journal *Le Droit*, du 22 juillet 1915.

que, dans cette espèce, nous nous trouvons en présence d'un dépôt « salarié » ou du moins soumis au paiement d'un droit de garde. (Le Crédit Lyonnais en exige).

Les mêmes expressions sont à relever dans un arrêt de la Cour d'appel de Douai du 27 juillet 1911 (1) lequel vise le cas de valeurs mobilières litigieuses « déposées » au nom de deux parties dans les caisses de la « London and Westminster Bank ». Il en est de même dans un arrêt du 10 mars 1914 (2) de la Chambre Civile de la Cour de Cassation au sujet des pouvoirs de l'administrateur légal des biens d'une mineure. Ceux-ci avaient été dissipés. Le patrimoine de l'incapable consistait ... « en titres au porteur et en argent déposés au Crédit Lyonnais... » La sentence expose que le père « a retiré du Crédit Lyonnais, en même temps que le reliquat des sommes qui y étaient en dépôt, le produit de la vente des titres attribués en nu-propriété à sa fille mineure ».

Citons encore un jugement du Tribunal civil de la Seine du 16 novembre 1888 (3) : le cas est un peu particulier : il s'agissait de vingt-cinq actions déposées dans les caisses de l'établissement émetteur afin de pouvoir participer à l'assemblée générale de la société. Le jugement déclare que le récépissé nomina-

(1) Journal *Le Droit* du 21 février 1915.

(2) Revue *Le Droit financier*, 1914, page 528.

(3) MAGUÉRO, *Traité alphabétique des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèque*, Paris, 1897, Tome I, page 619, § 2, Dépôt chez les particuliers.

tif qui a été délivré... « a pour objet de fournir un titre au déposant et de lui permettre de poursuivre la restitution de ses actions ». Le Tribunal décide que le récépissé n'étant pas un reçu, mais un acte constatant une obligation, doit être soumis au timbre de dimension. Assurément l'espèce ne ressemble pas d'une manière exacte à l'hypothèse que nous étudions. Mais il convient de la signaler, afin de montrer la tendance des juges à apprécier comme un dépôt les divers cas dans lesquels les particuliers confient leurs valeurs à des sociétés.

Passons maintenant à une sentence qui n'a pas craint de caractériser avec plus de précision ce contrat si usité et si peu défini : c'est, en effet, dans un jugement rendu le 5 novembre 1912 (1) que nous voyons le Tribunal de Commerce de Lyon, appelé à se prononcer sur la restitution de titres confiés en garde au Comptoir National d'Escompte, qualifier sans hésitation cet acte de « *contrat de dépôt* ».

Le Tribunal civil de Marseille (2), à son tour, s'est avancé plus loin dans la voie de l'analyse. Un banquier de cette ville, M. R... avait confié à la succursale du Comptoir National d'Escompte un certain nombre d'obligations de Panama à lots. Quelque temps après, M. R... avait demandé leur restitution : l'établissement de crédit s'y était refusé, car il s'était aperçu,

(1) *Droit financier*, Tome 1913, page 633.

(2) *Sirey*, 1913.1.201 avec notes 1 et 2.

par la publication de quelques-uns de ces titres au Bulletin du Syndicat des Agents de change, qu'ils étaient frappés d'opposition; il demandait, par suite, une décision de justice sinon une mainlevée. Le banquier porta sa réclamation devant le Tribunal civil de Marseille : le 12 décembre 1907 intervenait un jugement qui déclarait entre autres choses que la succursale du Comptoir National d'Escompte était...

« un *dépositaire salarié* détenant de nombreuses valeurs à lui confiées par le sieur R... ». Cette décision, confirmée purement et simplement par un arrêt de la Cour d'Aix du 2 juin 1909, montre que les juges n'ont pas douté que l'article 1928, paragraphe, 2 était applicable au contrat souscrit par les sociétés financières ou autres, lorsqu'elles s'engagent moyennant le paiement d'un droit de garde à conserver en leurs caisses les titres de leur clientèle.

Cet arrêt, il est vrai, a été cassé par un arrêt de la Cour suprême du 26 juin 1913 (1), mais, remarquons-le, cette nouvelle décision ne visait pas l'interprétation du contrat de dépôt donnée par les premiers juges. Le point litigieux était, en effet, de savoir si la succursale du Comptoir National d'Escompte avait été fondée à refuser la délivrance des titres à elle confiés après s'être aperçue de leur publication au Bulletin du Syndicat des Agents de change. Il nous

(1) *Sirey* 1913.1.201 avec notes 1 et 2.

faut, tout d'abord, rappeler l'esprit général de la loi du 15 juin 1872, modifiée par la loi du 8 février 1902, relative aux titres au porteur perdus ou volés, car cette législation est celle que la Cour de Cassation a cru devoir invoquer.

Aux termes de cette disposition législative, la publication des titres frappés d'opposition au Bulletin du Syndicat des Agents de Change a pour effet d'empêcher toute négociation et transmission de ces valeurs, de les saisir en quelque sorte et de les immobiliser entre les mains de l'agent de change (article 11 et 12 de la dite loi. — Cass. Req. 13 fév. 1884 (S. 1886.1.119). Quelle était la situation des dépositaires en présence de la publication au Bulletin des titres qu'ils détenaient? Sur ce point, le législateur avait été muet. Fallait-il ou non les assimiler aux Agents de change en donnant à la loi une interprétation extensive? Ce problème a été résolu par la Cour de Cassation. Le Tribunal de Marseille avait constaté la qualité de dépositaire salarié de la succursale du Comptoir National d'Escompte, mais il avait estimé que, simple dépositaire, cet établissement de crédit avait eu tort de refuser à M. R..., banquier des plus honorablement connus dans la ville et avec qui il était en relations d'affaires, la restitution de titres qu'il avait achetés régulièrement en Bourse comme il le prouvait par la production de bordereaux d'achat. Ce refus avait causé un préjudice important au ban-

quier par le retard que le Comptoir National d'Escompte avait occasionné en entrant en correspondance avec le liquidateur de Panama. La société de crédit fut donc condamnée à des dommages-intérêts. La Cour de Cassation, dans l'arrêt précité, n'a pas contesté le caractère de dépositaire de la succursale du Comptoir National d'Escompte. Le passage qui seul nous importe, en donne la preuve : ... « Attendu que l'arrêt attaqué constate que R..., banquier à Marseille, a *déposé* des obligations à lots de Panama à la succursale du Comptoir National d'Escompte de la même ville; que cet établissement de crédit ayant été informé par la publicité du Bulletin que le liquidateur de Panama s'était opposé à la négociation de douze obligations *déposées*, a retenu ces titres jusqu'au jour où le liquidateur l'a autorisé à s'en dessaisir... » L'arrêt interprétant avec extension les articles 11 et 12 de la loi du 15 juin 1872, modifiée par celle du 8 février 1902, et se basant sur l'esprit dans lequel ces textes ont été rédigés, a, en quelque sorte, assimilé les sociétés dépositaires aux agents de change : il décide, en effet, que le Comptoir National d'Escompte, ayant consulté le bulletin du Syndicat des Agents de Change et s'étant aperçu de l'opposition notifiée sur les titres, était parfaitement fondé à refuser la restitution immédiate de ces valeurs sans se faire juge de la mesure dont elles étaient frappées. Cette décision de la Cour n'infirme en rien l'analyse qu'avait donnée le

Tribunal de Marseille. Le caractère du dépôt est maintenu.

Si nous avons cru devoir exposer cette affaire dans tous ses détails, c'est qu'étant donné le caractère reconnu par la Cour de Cassation au contrat souscrit par l'établissement de crédit et le banquier, il lui eut été facile, sans recourir à la loi de 1872, de justifier la prétention de la succursale du Comptoir National d'Escompte de retenir les titres. Elle aurait pu s'appuyer plus simplement sur l'article 1938 du Code Civil, ainsi conçu : « Il (le dépositaire) ne peut pas exiger de celui qui a fait le dépôt, la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée. — Néanmoins, s'il découvre que la chose a été volée, et quel en est le véritable propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui a été fait, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant. Si celui auquel la dénonciation a été faite, néglige de réclamer le dépôt, le dépositaire est valablement déchargé par la tradition qu'il en fait à celui duquel il l'a reçu ».

La Cour suprême a voulu, sans doute, fixer définitivement la portée de la loi dans une hypothèse omise par le législateur. Cette remarque est d'ailleurs faite par l'annotateur anonyme dans le Recueil Sirey : « Pour que l'opposition n'eut pas cet effet d'immobiliser le titre entre les mains de ceux qui le détiennent, tant qu'il n'a pas été statué sur le mérite de l'opposition, il faudrait que les règles du droit commun y

missent obstacle. On l'a soutenu; mais il est aisé de démontrer que si la loi du 15 juin 1872 a, comme nous le pensons, immobilisé les titres entre les mains des détenteurs, elle n'a fait qu'appliquer en la généralisant la disposition du Code Civil... ». Le commentateur se référait à l'article 1938 du Code Civil. Il entend le généraliser en affirmant que cet article, écrit de façon expresse pour le dépositaire, donne une solution qui doit être appliquée à un détenteur quelconque. Cette généralisation nous paraît contestable. Nous n'entendons point toutefois compléter plus longuement la loi de 1872, modifiée par la loi de 1902.

Bref, il reste acquis que nous avons vu l'autorité judiciaire dénommer « dépôt salarié » et, par suite, considérer comme soumis à l'article 1928 § 2 la convention par laquelle les établissements de crédit s'engagent, moyennant un droit de garde, à conserver en leurs coffres les valeurs mobilières de leur clientèle.

Non contente de caractériser ainsi ce genre de contrats, la Jurisprudence entend lui appliquer les règles posées par les articles 1915 et suivants du Code Civil. Rappelons, en effet, un jugement du Tribunal de commerce de Paris du 18 mai 1870 (1) : il s'agissait d'actions au porteur qui avaient été confiées par leur propriétaire à la société qui les avait émises, en l'espèce la Compagnie des mines de Huelva, afin

(1) *Sirey* 1870.2.334.

qu'elle les conservât en ses caisses administratives. (Nous sommes donc en présence d'un contrat ne comportant pas de rétribution et rentrant dans le cas prévu par l'article 1928-1^o, par conséquent dans la première des deux catégories étudiées). Le propriétaire ayant adiré le récépissé nominatif qui lui avait été remis en échange des titres, la Compagnie refusait de les lui restituer, alléguant qu'aux termes de ses règlements la décharge devait lui être donnée sur le récépissé. Cette exigence a été repoussée par le Tribunal qui, analysant le contrat en dépôt, lui a fait application de l'article 1944 du Code Civil : témoin cet attendu : (1) « ... que, dans l'espèce, la forme prévue pour la décharge ne constitue donc, pas plus que la perte du récépissé lui-même, un empêchement sérieux à ce que le dépositaire restitue au déposant le dépôt qui lui a été confié, alors qu'il n'existe aucune opposition ou signification de transport qui fasse obstacle à cette restitution. »

La jurisprudence a adopté la même attitude dans une espèce qui concernait une société de crédit conservant en ses caisses les valeurs mobilières de toute nature moyennant le paiement de droits de garde (2). La suc-

(1) Art. 1944, C. Civ. — « Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution; à moins qu'il n'existe, entre les mains du dépositaire, une saisie-arrêt ou une opposition à la restitution et au déplacement de la chose déposée.

(2) *Dalloz*, 1904.II page 206.

cursale du Crédit Lyonnais de Lille avait reçu en dépôt quatre obligations du Crédit Foncier de France appartenant à un sieur C... Celui-ci étant décédé, sa légataire universelle, la demoiselle C... a assigné la société en restitution des titres contre remise du récépissé, lequel se trouvait entre les mains d'une dame B... qui, ne voulant pas s'en dessaisir, était assignée à son tour. Le Crédit Lyonnais refusait d'accéder à la demande si le récépissé ne lui était pas produit.

Après avoir qualifié de « dépôt » la remise par le de cujus des valeurs dans les mains de l'établissement débiteur, de « restitution du dépôt » la demande formée par la légataire universelle, le jugement déclare que « ni le fait du dépôt, ni le décès du déposant, ni la qualité de légataire de la demoiselle C... » n'étant contestés, il y a lieu de rechercher les motifs justifiant l'attitude du Crédit Lyonnais.

Nous voyons alors les juges, après avoir analysé l'acte en contrat de dépôt, se référer, pour résoudre le litige aux articles du Code traitant de cette convention. Se basant sur l'article 1937 C. Civ. qui prescrit de remettre la chose déposée « à celui qui a été indiqué pour la recevoir, le jugement constate que la demoiselle C... se trouve dans cette situation. Il se refuse, d'autre part, à accorder au Crédit Lyonnais le bénéfice de l'article 1944 C. Civ. car, en l'espèce, aucune saisie-arrêt ou opposition n'a été signifiée. Quant à la

...« non-remise du récépissé, d'ailleurs incessible, d'un dépôt »..., elle ...« ne saurait permettre au dépositaire de refuser la restitution de ce dépôt, du moment qu'un tel récépissé peut être remplacé et annulé périodiquement par une autre pièce de décharge... ». Les juges repoussent ainsi l'argument tiré par la société défenderesse... « de l'accord des parties résultant de la mention générale de ses récépissés imprimés que les titres sont restitués contre remise du récépissé y afférent ». Le Tribunal ne saurait admettre cette raison, d'abord parce que le récépissé litigieux ne lui est pas produit, en deuxième lieu parce que la formule imprimée sur un récépissé similaire... « n'a pas la portée qu'on lui attribue », que... « cette formule générale prescrit la remise du récépissé contre restitution des titres y afférents, sans exclure tout autre mode de décharge »... Le Crédit Lyonnais a été condamné à faire droit à la demande de la légataire universelle.

Cette espèce montre, d'une manière bien nette, le sens dans lequel la jurisprudence analyse la convention si fréquemment souscrite par nos sociétés de crédit.

Dans un cas de dépôt de titres dans les caisses de l'établissement émetteur, soumis par conséquent à l'article 1928 § 1, nous trouvons une décision intéressante appliquant encore un article du titre « Du Dépôt » de notre Code Civil. Les Tribunaux ne

varient pas dans l'analyse qu'ils font du contrat. En l'espèce (1), une dame V... était décédée, veuve d'un M. V... qui l'avait épousée en deuxièmes noces, et laissait 103 actions de la Pharmacie Centrale de France déposées dans les caisses de cette société. La de cujus avait institué pour légataires universels les consorts B..., enfants du premier mariage de M. V.... Des difficultés ayant surgi sur la validité du testament, les légataires universels obtinrent d'être nommés administrateurs provisoires de la succession. Quelque temps après, ils sollicitaient et recevaient du Tribunal, statuant en la Chambre du Conseil, l'autorisation de vendre lesdites 103 actions à charge par eux d'en faire emploi en valeurs déterminées et d'en rendre compte.

La Société « La Pharmacie Centrale de France », mise en demeure, en vertu de ce jugement, par les consorts B... d'avoir à leur remettre les 103 actions en dépôt dans ses caisses, refusa d'obtempérer à cette sommation. Elle ne reconnaissait pas une sentence émanant d'une juridiction gracieuse qui ne pouvait l'obliger : elle exigeait que les consorts B... lui justifiasent de leurs qualités héréditaires, sinon, il lui paraissait nécessaire qu'un jugement contradictoirement rendu auquel elle serait partie, lui donnât décharge principalement vis-à-vis de l'Etat, successeur

(1) Journal *La Loi* des 20 et 21 janvier 1907.

légal si la vacance venait à être déclarée. Les consorts B..., arguant de leur qualité d'administrateurs provisoires, ont alors assigné la société en restitution des titres et en dommages-intérêts. Celle-ci a succombé, sauf en ce qui concerne les dommages-intérêts qui n'ont pas été accordés à ses adversaires : ce jugement est d'un intérêt particulier, car il reconnaît d'une manière bien nette la qualité de dépositaire de titres de la défenderesse ; il invoque en outre les prescriptions de l'article 1939 du Code Civil : ...« attendu », dit-il, « que la société de la Pharmacie Centrale de France soutient que l'ordonnance de référé et le jugement de la Chambre du Conseil ci-dessus, simples actes de juridiction gracieuse ne pouvaient être opposés aux tiers ; — attendu, en effet, qu'il est constant que ces ordonnances et jugements n'avaient à l'encontre de la société aucune force obligatoire et que c'est à bon droit que sur la sommation qui lui a été faite elle s'est refusée à remettre les titres dont s'agit ; — qu'elle soutient encore que, *constituée dépositaire des titres par la dame Veuve V...*, elle ne pouvait aux termes de l'article 1939 du Code Civil, et ne peut encore, aujourd'hui, les remettre qu'à l'héritier du déposant, — mais attendu que les administrateurs provisoires représentent l'héritier relativement aux *actes d'administration* ; — attendu que les conclusions des demandeurs se bornant à demander la *remise des titres*, il s'agit là d'un simple acte d'administration et qu'il importe de

faire droit sur ce point à la demande;... » Et les juges estiment que le refus de la société défenderesse d'obtempérer à la sommation précitée, a été légitime.

Cette sentence affirme, dans les dernières lignes que nous venons de citer, que le retrait des titres déposés dans les caisses de l'établissement émetteur est un simple acte d'administration. Nous relevons incidemment cette affirmation en songeant à une théorie que nous exposerons dans la suite et qui tend à voir dans cette hypothèse les éléments d'une conversion au porteur.

Nous continuons à feuilleter les répertoires de jurisprudence tout en regrettant qu'ils ne soient pas plus riches en décisions relatives au sujet qui nous préoccupe : ils nous présentent encore quelques espèces intéressantes : témoin celle-ci : il s'agit de titres remis en garde moyennant une rétribution. La Cour suprême (1) analyse l'acte en dépôt salarié et fait application des articles du Code : elle a rendu deux arrêts successifs : le 29 mai 1891, les héritiers A... sommaient la Banque d'Algérie de leur remettre les fonds et titres dépendant de la succession de leur auteur. La société n'avait pas obtempéré et triomphait le 26 juillet 1892 devant la Cour d'Alger. Saisie, la Cour de Cassation s'est prononcée (2) « sur le moyen unique du pourvoi (pour violation des arti-

(1) *Sirey*, 1900,1.117.

(2) *Sirey*, 1900.1.117.

cles 1137, 1382, 1927, 1928 et 1992 du Code Civil, méconnaissance des principes en matière de responsabilité, de faute et de dépôt, en ce que l'arrêt attaqué a exonéré de toute responsabilité un dépositaire salarié, sous prétexte qu'aucune faute lourde n'est relevée contre lui, alors que les faits souverainement reconnus par ledit arrêt constituent à sa charge tout au moins une faute légère suffisante pour entraîner sa responsabilité) : la Cour de Cassation se basant sur les articles 1146 et 1944 C. Civ. a décidé que la banque « dépositaire » n'a pas justifié de raisons plausibles pour ne pas obtempérer à la mise en demeure régulière qui lui avait été notifiée.

La Cour suprême devait encore (1) invoquer les règles des articles 1915 et suivants au sujet de cette affaire. Saisie par le renvoi prononcé par l'arrêt qui précède, la Cour d'Aix a condamné la Banque d'Algérie au paiement de dommages-intérêts à fournir par état à raison de la non-restitution des titres déposés.

La société financière s'est de nouveau pourvue en cassation, alléguant comme premier moyen la violation des articles 1937, 1939, 1943, 1944 du Code Civil et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 (2). Elle préten-

(1) *Sirey* 1900.1.117.

(2) Art. 7 de la loi du 20 avril 1810. — La justice est rendue souverainement par les cours impériales; leurs arrêts, quand ils sont revêtus des formes prescrites à peine de nullité, ne peuvent être cassés que pour une contravention

dait que l'arrêt l'avait condamnée comme si son refus n'avait eu aucun motif plausible et n'avait pas constaté si le déposant ou ses héritiers s'étaient présentés pour effectuer le retrait ou fournir les justifications nécessaires. Elle ajoutait que les juges ne s'étaient pas expliqués sur ses conclusions formelles, excipant précisément de l'inaction du déposant ou de ses héritiers; faute par eux de se présenter à ses bureaux, elle avait un motif au moins plausible de différer le retrait. L'arrêt de Cassation rejeta le pourvoi : il estimait donc avec raison que la Cour d'Aix avait jugé, conformément à l'art. 1944 C. Civ., la Banque d'Algérie dépourvue de tout motif plausible pour retarder la délivrance des titres : la Cour suprême ajoute le motif suivant dont l'importance est manifeste : « ...que c'est en vain que la Banque d'Algérie prétendait se renfermer dans un rôle passif et devoir attendre que les héritiers du déposant se fussent mis en règle; qu'elle soutenait également à tort que, ses règlements sur la remise des titres stipulant qu'en cas de décès, ces titres ne pourraient être rendus que contre une décharge reçue par son propre notaire aux frais des intéressés, c'était à elle

expresse à la loi. Les arrêts qui ne sont pas rendus par le nombre de juges prescrit, ou qui ont été rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause, ou qui n'ont pas été rendus publiquement ou qui ne contiennent pas les motifs sont déclarés nuls. La connaissance du fond est toujours renvoyée à une autre cour impériale.

à provoquer l'accomplissement d'une mesure édictée dans son intérêt exclusif et dont la direction lui appartenait...». Il est curieux de remarquer l'esprit dans lequel est rédigé ce dernier paragraphe : il constitue un coup droit porté à la sérénité administrative des sociétés : certaines d'entre elles brandissent leurs règlements pour excuser toutes leurs lenteurs ; la Cour de Cassation estime qu'une fois régulièrement mis en demeure, un établissement dépositaire doit se préoccuper de faciliter aux déposants la constitution du dossier de retrait des titres et ne pas observer une attitude passive qui, avec des clients inexpérimentés, ferait traîner en longueur, et, à leur préjudice, la solution d'une affaire parfois très simple.

Il est juste d'ailleurs de ne pas s'avancer d'une manière inconsidérée dans le sens que détermine cet arrêt. On ne saurait admettre que l'on puisse délibérément enfreindre les prescriptions que les caisses de dépôt édictent. Il a été, par exemple, jugé (1) « que le banquier qui consent le retrait des titres qui lui ont été déposés sans l'accomplissement des formalités indiquées par ses imprimés et récépissés, commet une lourde faute qui engage sa responsabilité, et cette responsabilité doit être d'autant plus sévèrement

(1) Paris 13 janvier 1891, *France judiciaire* 1891, page 171 (cité par le *Nouveau Code civil annoté Dalloz*, article 1928, 1^o (n^o 10).

appréciée que ledit banquier *invite le public à se servir de ses caisses pour sauvegarder sa fortune mobilière et perçoit des droits de garde...* »

Ce jugement analyse, d'autre part, d'une façon lumineuse notre contrat : il le range, en quelque sorte expressément, dans la catégorie des dépôts anormaux prévus par l'art. 1928 § 1. La rigueur avec laquelle le banquier dépositaire est traité, paraît tout à fait logique, en conformité parfaite avec l'esprit qui a inspiré les rédacteurs de l'article précité.

Une deuxième sentence corrobore d'ailleurs cette interprétation. Le Tribunal Civil de Lyon, le 21 décembre 1901 (1), a jugé que la « banque *dépositaire* » qui mentionne « sur ses *récépissés de titres que le dépôt* » prend fin en cas de survenance d'opposition, de changement d'état-civil ou de décès, « ...a le devoir de signaler à des indivisaires co-déposants, la cession faite par l'un d'eux de sa part des titres... », « que c'est en vain que le dépositaire soutiendrait qu'il a pris l'engagement de signaler seulement les oppositions, car ce serait alors faire produire plus d'effets à l'opposition qu'à la cession qui est une véritable aliénation, que, par suite, il doit être condamné à réparer le préjudice qu'il a causé par sa faute ». Le Tribunal, on le voit, n'a pas apprécié au pied de la lettre l'engagement

(1) *Nouveau Code civil annoté Dalloz*, art. 1928, § 1 (Jugement cité par le *Moniteur judiciaire de Lyon* du 21 mars 1902).

qu'avait pris le dépositaire. Le raisonnement qu'il fait s'inspire aussi d'une certaine sévérité.

Poursuivons l'examen des diverses espèces en donnant, en substance, un jugement du Tribunal de commerce de la Seine (1) qui a décidé, conformément aux articles 1929, 1930, 1932 du Code Civil, que le banquier dépositaire de titres au porteur, ne pouvant se servir des titres *déposés* sans la permission expresse ou présumée du déposant, devait restituer identiquement les valeurs qu'il avait reçues, en tenant compte simplement des conversions et vicissitudes subies par les titres réclamés jusqu'au jour de la demande en justice, ces conversions et vicissitudes étant le fait du prince qui s'impose aux deux parties. Une fois de plus, nous voyons invoquer par les juges des articles situés dans le Code Civil au chapitre du « Dépôt ». Les principes du contrat de louage de services n'apparaissent jamais.

L'article 1932 C. Civ. a encore été pris en considération dans une instance (2) engagée par la Banque de France contre les époux de V... Il s'agissait du retrait de vingt-quatre actions des Charbonnages du Nord de Charleroi et de huit actions des Hauts Fourneaux de Montceaux, titres au porteur déposés dans les caisses de la Banque de France. Cet établissement demandait que les époux de V... lui justifiassent,

(1) *Dalloz* 1905.5.6.

(2) *Sirey* 1872.2.6.

conformément aux stipulations de leur contrat de mariage, de l'emploi du prix de ces valeurs. Sur leur refus, il demanda la nomination d'un séquestre ainsi que le prévoyaient les clauses de l'« acte de dépôt », « ladite clause, nous dit l'arrêt de la Cour de Paris du 8 mars 1872, portant qu'en cas de décès du déposant, le contrat de dépôt prendra fin et que la Banque provoquera le retrait ou la consignation judiciaire des titres ». Les termes de cet arrêt sont conformes à ceux que nous avons tant de fois rencontrés : c'est toujours le contrat de dépôt qui est en cause.

En terminant, nous parlerons d'un jugement rendu le 27 avril 1887 par le Tribunal Civil de la Seine (1) : il n'est pas dénué d'importance. On le comprendra aisément lorsque nous aurons rappelé qu'il fait l'application à une banque dépositaire de l'article 1927 du Code Civil, c'est-à-dire qu'il voit dans le contrat que nous étudions les éléments d'un dépôt sans donner la trace de la moindre hésitation. Cette analyse s'imposait même à l'esprit des juges avec une telle intensité que le contrat est présenté dans la décision comme un dépôt proprement dit. Pour un peu nous reconnaitrions nous-mêmes que le but que nous voulons atteindre, est dépassé : un dépôt, soit, mais un dépôt anormal.

Avant de compléter la critique de cette sentence,

(1) *Gazette du Palais* du 11 février 1888.

présentons-la. Voici les faits qui l'avaient motivée : une cliente de la banque R..., Mademoiselle P... avait chargé cet établissement d'acquérir pour son compte de la rente française 3 % au porteur. Mais, comme elle s'absentait de Paris pour plusieurs mois, Mademoiselle P... avait demandé à la banque R... de conserver en ses caisses, ainsi qu'elle en avait l'habitude, le titre ainsi acquis. Celui-ci avait été placé avec les valeurs des autres clients dans un coffre-fort situé dans les bureaux de l'établissement. Le 3 novembre 1884, des voleurs s'y introduisaient et dérobaient tous les titres, billets de banque et espèces renfermés dans le coffre-fort; la banque R... faisait savoir à la déposante que son titre avait disparu ainsi que tous ceux de leur clientèle. Mademoiselle P... a répondu par une assignation, réclamant la restitution de son titre et 1.500 francs de dommages-intérêts pour le retard ainsi apporté dans la livraison. Elle soutenait que les défendeurs ne prouvaient pas que le titre était du nombre de ceux qui avaient été volés... « que d'ailleurs le vol ne constitue pas par lui-même un cas de force majeure exclusif de la responsabilité du dépositaire chez lequel il a été commis ».

Le Tribunal a, tout d'abord, déclaré que Mlle P..., ayant été constituée propriétaire du titre par l'attribution que lui en a fait sur ses livres la banque R..., ne peut réclamer que le titre qui lui appartient : or, l'instruction judiciaire a établi que la totalité des

titres, confiés ou appartenant à la banque, avait été dérobée; il en résulte que Mlle P... ne peut utilement prétendre que les défendeurs ne prouvent pas que son titre a été soustrait en même temps que les autres.

...« Attendu », dit enfin le jugement, « qu'on ne saurait imputer » à la banque R... aucune faute de nature à la rendre irrécevable « à invoquer la force majeure; que le vol a été commis entre 7 h. et 10 h. du soir, dans une des rues les plus fréquentées et les mieux éclairées de Paris, dans des bureaux exactement fermés où l'on n'a pu pénétrer qu'à l'aide de fausses clés, que le coffre-fort contenant les titres était du *système le plus solide* muni (ici énumération des perfectionnements), qu'il a été forcé par des moyens exceptionnels et des plus violents qui ont trompé toutes les prévisions. La Banque n'ayant négligé de prendre *aucune des précautions d'usage dans la profession* et n'ayant commis aucune faute, ne peut être rendue responsable d'un vol qu'elle n'a pu ni prévoir ni empêcher, *elle a eu, en effet, dans cette garde les mêmes soins que pour ses propres valeurs* ».

Et après avoir constaté que l'établissement dépositaire, n'ayant négligé aucune précaution en usage dans sa profession, n'avait, par conséquent, commis aucune faute qui puisse le rendre responsable des suites d'un vol difficile à prévoir et à empêcher, le jugement conclut en ces termes : « ...Attendu d'ail-

leurs qu'ils (les sieurs R... banquiers), ont apporté dans la garde du titre de la demoiselle P... *les mêmes soins que pour la garde de ceux qui leur appartenaient*; qu'ils ont été victimes d'un cas de force majeure qui les affranchit de l'obligation de restituer ce dépôt et de toute responsabilité...» En conséquence, Mlle P... était déclarée mal fondée en sa demande et déboutée.

Cette décision, comme toutes celles que nous avons citées, qualifie de « dépôt » la mise en garde des titres au porteur : nous y relevons, en outre, l'application des articles 1927 et 1929 du Code Civil.

En l'espèce, il y a bien eu contrat de dépôt : le jugement ne dit-il pas que le titre avait été « conservé en dépôt comme il avait été convenu » ?

Mais la convention ainsi formée est beaucoup plus un contrat de dépôt anormal régi par l'article 1928 C. Civ. qu'un contrat de dépôt proprement dit prévu par l'article 1917 C. Civ. Des termes de la sentence, il résulte que la Banque R... avait l'habitude de recevoir de pareils dépôts : elle en faisait profession et rentrait dans la catégorie des gens dont le métier est de contracter de semblables engagements, de s'offrir dans ce but au public d'une manière en quelque sorte permanente et officielle. Cela est clairement démontré par l'expression « l'ont conservé en dépôt... ainsi qu'ils l'avaient déjà fait pour leur cliente », — par la mention que le titre réclamé avait été mis dans un coffre-fort non seulement avec ceux de la banque,

mais avec ceux de la clientèle, — par la phrase spécifiant que la totalité des valeurs confiées à la banque avait été dérobée.

Cet établissement avait, d'ailleurs, calculé les responsabilités éventuelles que la qualité de dépositaire pouvait faire peser sur lui : le jugement nous parle, en effet, de la fermeture exacte des bureaux, des perfectionnements du coffre-fort, du soin que la banque avait eu de prendre toutes « les précautions d'usage dans la profession » et de ne commettre aucune faute. En acceptant le dépôt, elle avait, en pleine possession de ses moyens, présumé de son aptitude à encourir les risques inévitables de cet acte.

D'autre part, le Tribunal ne nous dit pas si un droit de garde avait été stipulé, mais il est bien certain que la banque R... ne peut être considérée comme un dépositaire désintéressé : en acceptant de conserver ce titre, elle n'agissait pas dans le seul but de rendre un service d'ami ou sous l'empire d'un sentiment de bienveillance. Son intérêt seul la guidait : il s'agissait de satisfaire une cliente.

Autant d'observations qui logiquement rappellent à l'esprit les termes de l'art. 1928 C. Civ. et non ceux de l'art. 1917 C. Civ. En conséquence, il semble étonnant que les juges aient cru devoir faire bénéficier la banque de la mesure de faveur édictée par le Code dans son article 1927 à l'égard du dépositaire. Si ce texte prescrit que le dépositaire doit apporter, dans

la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent, c'est pour tenir compte de son désintéressement. Tel n'était pas le cas en notre espèce.

La responsabilité de la banque devait être analysée « in abstracto ».

Nous n'examinerons pas ici la question de savoir jusqu'à quel point le vol constitue un cas de force majeure : de l'examen de cette sentence, il nous faut simplement retenir que le Tribunal civil de la Seine a considéré comme un dépôt la mise en garde des titres au porteur dans les caisses d'une banque et a fait, en cette hypothèse, l'application des articles 1927 et 1929 du Code Civil.

Ainsi que nous l'avons déjà remarqué, la jurisprudence n'est pas très abondante sur le sujet qui nous préoccupe. Il nous a fallu glaner çà et là pour recueillir les éléments de l'opinion prépondérante des Tribunaux qui ont analysé de façon spéciale le contrat de dépôt de titres. L'ensemble révèle que la théorie que nous avons critiquée chez certains auteurs, n'est pas suivie par la jurisprudence. Celle-ci s'est, en quelque sorte, libérée des traditions romaines un peu étroites : elle a considéré le rôle du contrat de dépôt d'une manière plus large ; explicitement, elle admet, à côté du dépôt-type de l'article 1917 C. Civ., l'existence des dépôts anormaux prévus par l'art. 1928. Les Tribu-

naux ont parfaitement dégagé dans les conventions le but principal des parties, celui qui, en définitive, importe pour dénommer et caractériser le contrat ainsi formé. Quel est-il? La conservation des valeurs mobilières remises en garde.

Il en résulte que la théorie du dépôt est nettement en cause, non sous la forme du dépôt proprement dit avec la responsabilité prévue par l'art. 1927 C. Civ., mais avec les apparences des anomalies prévues par l'article 1928 C. Civ. En conséquence, la responsabilité est toute autre; elle s'apprécie avec plus de rigueur ainsi que l'exige cet article qui nous fait songer à la théorie générale de la faute renfermée dans l'art. 1137 C. Civ. comme nous l'avons déjà rappelé (1). Bref, en style d'école, la « culpa levis in concreto » fait place à la « culpa levis in abstracto ».

Nous estimons que c'est avec raison que les Tribunaux s'inspireront de la rigueur que le Code lui-même leur dit de prendre comme règle. Et l'insistance avec laquelle les établissements de crédit sollicitent les dépôts de titres, les expose à une juste sévérité.

(1) Voir page 103.

CHAPITRE II

Doctrine assimilant certains récépissés de dépôt à des titres nominatifs : sa singularité, son inexactitude.

Nous avons exposé dans le chapitre précédent les raisons pour lesquelles diverses entreprises n'adoptent pas de titres nominatifs. Elles se contentent, disions-nous, de créer des caisses de dépôt destinées à conserver exclusivement les valeurs qu'elles ont émises.

Ces sociétés demeurent ainsi maîtresses de restreindre leur responsabilité. Il leur est, en effet, loisible d'accepter ou de refuser les clauses que les clients voudraient faire insérer dans les stipulations du contrat de dépôt.

La pratique révèle que ces conventions sont susceptibles de modalités innombrables ; le public chargerait volontiers les établissements des responsabilités les plus diverses et les plus dangereuses : ils auraient à surveiller les clauses d'inaliénabilité temporaire, de emploi, de nantissement ; ils devraient également conserver les valeurs litigieuses ou indivises. Ces dépôts, éminemment contentieux, viendraient accroître le nombre déjà respectable de cas dans lesquels la loi

fait aux tiers détenteurs ou dépositaires un devoir strict d'observer des conditions semblables.

La faculté qui consiste, en quelque sorte, à choisir parmi les responsabilités éventuelles, ne saurait être reconnue aux sociétés, possédant des titres nominatifs, pour les immatricules demandées au cours d'un transfert. Ces établissements constatent, en effet, sur leurs registres le droit de propriété des titulaires, tandis que la société dépositaire se borne à mentionner sur le récépissé les qualités de la personne qui lui confie ses valeurs.

Il en résulte que le titre nominatif doit relater toutes les modalités du droit de propriété : la société débitrice ne saurait écarter celles qui lui semblent de nature à aggraver sa responsabilité.

On aperçoit dès lors combien celle-ci pourrait prendre d'extension pour un établissement émetteur, dépositaire de ses propres titres, si l'on admettait que le récépissé nominatif de dépôt qu'il délivre était équivalent à un véritable titre nominatif.

Cette théorie a été soutenue.

Examinons-en brièvement la valeur.

Tout d'abord, il nous semble essentiel de répondre aux questions suivantes qui forment la base de la discussion : qu'est-ce qu'un titre nominatif ? Quelles en sont les caractéristiques ? A quoi le distinguerons-nous ?

En interrogeant le Code de Commerce, nous rencon-

trons précisément l'article 36 : « La propriété des actions *peut* être établie par une inscription sur les registres de la société. Dans ce cas, la cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres, et signée de celui qui fait le transport ou d'un fondé de pouvoir ». Le contexte, c'est-à-dire l'article 35, doit être rappelé, car il montrera que le mot « peut » de l'article 36 ne fait point allusion à une simple faculté ; il traduit l'antithèse du titre au porteur et du titre nominatif : art. 35 : « L'action peut être établie sous la forme d'un titre au porteur. Dans ce cas la cession s'opère par la tradition du titre ». Le rapprochement de ces deux articles conduit logiquement à cette conclusion que l'inscription sur les registres de la société joue un rôle d'une extrême importance. Il en est ainsi, qu'il s'agisse du créancier ou qu'il s'agisse du débiteur. Le premier donnera la preuve de son droit de façon incontestable en fournissant la preuve de l'inscription ; quant au second, il est tenu envers celui dont le nom est révélé par ladite inscription et envers celui-là seulement.

Faut-il articuler les caractéristiques du titre nominatif : on peut les résumer comme il suit :

1^o Mention du titulaire et de ses droits par l'inscription sur un registre tenu au siège social.

2^o L'inscription sur ce registre constitue le droit du titulaire.

Telles sont les conditions, pour ainsi dire, nécessaires et suffisantes.

Elles nous permettent de donner une définition du titre nominatif : « C'est un meuble incorporel, négociable, non fongible, dont l'existence est constatée par une inscription sur les registres de la société et qui est représenté par un extrait de cette inscription. » (1).

Cette définition donne une idée de la forme matérielle du titre nominatif. Mentionnons pour la compléter que l'extrait d'inscription, représenté par une feuille détachée d'un registre à souches, doit relater : 1^o les prénoms, nom, profession, domicile du titulaire; 2^o sa capacité; 3^o le nombre et les numéros des titres qu'il possède. Le verso de la feuille qui constitue le titre nominatif est, en outre, muni de cases sur lesquelles sont apposées, à chaque échéance, des timbres humides permettant de constater le paiement par la société des intérêts ou des dividendes entre les mains du titulaire.

Nous croyons devoir faire une remarque relative à cet extrait en précisant son véritable rôle qui peut paraître ambigu, étant donné l'importance de l'inscription : il ne se substitue pas à elle; il n'en est que l'image, la photographie pour ainsi dire. On ne saurait considérer son existence comme indispensable. Originellement, d'ailleurs, l'extrait d'inscription paraît

(1) BÉZARD-FALGAS, *Traité théorique et pratique du Contentieux des transferts*, page 15.

avoir été inconnu. Les progrès du commerce ont amené l'éclosion d'une multitude de sociétés; le chiffre d'abord restreint des actionnaires s'est accru : la comptabilité des entreprises se trouvait en présence d'un grand nombre de titulaires créanciers des dividendes. La délivrance à chacun des intéressés d'une copie de l'acte constitutif de leurs droits simplifiait les recherches éventuelles, facilitait le contrôle des paiements, l'identification des actionnaires ou obligataires. Personne ne contestera que ce mode de procéder offre de précieux avantages pour les inscrits eux-mêmes. Leur crédit s'en trouve augmenté puisqu'il leur devient aisé d'établir sûrement et pleinement la consistance de leur patrimoine.

Le rôle de l'extrait d'inscription est donc considérable. En un mot, il mobilise matériellement la créance inscrite sur le registre social. Le droit apparaît comme incorporé à l'écrit, en ce sens que les deux sont inséparables et qu'il y a impossibilité de faire valoir le premier sans représenter le second.

Pour autant présente-t-il une analogie avec le titre au porteur? Non, ce dernier possède une valeur intrinsèque : est-il détruit? le droit qu'il représente s'évanouit (1). L'extrait nominatif, au contraire, n'étant qu'une copie de l'inscription apposée sur le registre social, l'existence de ce dernier seule importe.

(1) En ce sens que le propriétaire du titre ne peut plus faire valoir son droit.

Nous avons insisté sur ces notions qui définissent le titre nominatif.

Pour qu'une comparaison soit possible, il est, maintenant nécessaire de rappeler la forme et les caractéristiques du récépissé nominatif de titres déposés dans les caisses de l'établissement émetteur.

Matériellement, cette pièce consiste en une feuille de papier timbrée au timbre de dimension, qui n'est pas nécessairement extraite d'un registre à souches. Datée, portant un numéro d'ordre, elle mentionne les prénoms, nom du titulaire du dépôt, son adresse, ses qualités, les clauses ou conditions du contrat, le nombre, les numéros, la nature, le premier coupon à échoir des titres remis en garde. C'est, en somme un acte sous seing privé de reconnaissance de dette émanant de la société dépositaire.

La demande de dépôt peut être faite par le possesseur des titres (et non obligatoirement par le propriétaire) au moyen d'un bordereau portant sa signature et les indications que doit mentionner le récépissé. La délivrance de celui-ci a pour but de prévenir tout abus, d'assurer aux déposants la restitution de leurs titres et, s'il y a lieu, le bénéfice des tirages au sort.

Rien ne s'opposerait, d'autre part, à ce que le récépissé soit au porteur : « la convention étant entièrement libre », écrit M. Wahl (1).

(1) WAHL, *Traité des titres au porteur*, Tome I, page 309.

Enfin, les récépissés peuvent être utilisés pour la perception des dividendes ou intérêts des titres déposés : on en rencontre pourvus de cases, où, à chaque échéance, l'établissement débiteur constate, par l'apposition d'un cachet, le paiement des coupons. C'est un moyen de contrôle purement facultatif.

Après avoir caractérisé les titres nominatifs et les récépissés nominatifs de dépôt de titres au porteur, nous sommes en mesure de les comparer. Avant tout, ce sont de profondes différences qui apparaissent : mettons-les en lumière :

1^o Au point de vue de la forme : les récépissés nominatifs doivent être timbrés au timbre de dimension ; la loi n'a pas cette exigence pour les extraits d'inscription nominative.

2^o Le titre nominatif est, d'autre part, susceptible d'être converti en titre au porteur. La loi et les statuts concèdent fréquemment cette faculté aux actionnaires et aux obligataires d'un grand nombre de sociétés. Cette conversion du titre nominatif en titre au porteur aboutit à un changement de forme du titre. Il va de soi que les conditions de fond se trouvent dès lors modifiées.

Les lois fiscales ont frappé la conversion d'un droit proportionnel. Cet impôt a été créé par la loi du 23 juin 1857 : la quotité de cette taxe, successivement élevée par les lois des 16 septembre 1871, 29 juin 1872, 26 décembre 1908, a été finalement fixée par la loi du

29 mars 1914 à 90 centimes par 100 francs de la valeur déterminée par le cours moyen de la bourse de la veille. (Décret du 17 juillet 1857, art. 3).

La conversion des titres nominatifs en titres au porteur est donc soumise à un impôt assez onéreux.

Si le récépissé nominatif de titres au porteur correspondait à la mise au nominatif de ceux-ci, à l'heure où le déposant opérerait leur retrait, il annulerait, pour ainsi dire, le récépissé nominatif et ne se trouverait plus désormais que devant des titres au porteur. Son acte ressemblerait donc logiquement à la conversion en titres au porteur de titres rendus nominatifs par la forme du récépissé. Le fisc, par suite, devrait faire reparaître les exigences que nous avons signalées en présence d'une conversion proprement dite. Il n'en est rien et cela est fort concluant, car l'Enregistrement n'a pas pour habitude de négliger les analyses qui doivent favoriser ses prétentions. Le retrait, en effet, n'est frappé par aucune mesure fiscale. Seule, la décharge¹ donnée par le déposant devra porter le timbre-quittance ordinaire.

3^e L'article 1938 du Code Civil stipule que le dépositaire « ne peut pas exiger de celui qui a fait le dépôt, la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée ». Il en résulte que les valeurs mobilières seraient valablement données en garde par un simple détenteur; par suite, le récépissé de dépôt ne constatera pas forcément le droit de propriété du titulaire, mais

il établira son droit de créance vis-à-vis de l'établissement dépositaire.

Il n'en est pas de même du titre nominatif : nous avons vu qu'il était la copie de l'inscription faite sur les registres de la société, inscription qui, conformément à l'article 36 du Code de commerce, établit le droit de propriété du titulaire.

Bref, le récépissé nominatif n'a pas à prendre acte de la propriété; le titre nominatif, au contraire, constate la propriété.

Cette différence est considérable : elle engendre d'importantes conséquences en pratique.

4^o Une vive controverse s'est élevée sur le point de savoir si la conversion des titres nominatifs en titres au porteur constituait un acte d'administration : (Cass. 4 août 1873. — S. 1873.1.441; Cass. 13 juin 1876, D. 1878.1.181. — *Contra* : Paris, 12 juillet 1869. — S. 1869.2.321). La question a été tranchée, en ce qui concerne les valeurs appartenant à des interdits et à des mineurs, par l'article 10 de la loi du 27 février 1880 : il est ainsi conçu : « La conversion de tous titres nominatifs en titres au porteur est soumise aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation de ces titres ». La loi assimile donc, en certains cas, la conversion des titres nominatifs en titres au porteur à une aliénation.

Cette particularité se rencontre-t-elle à l'occasion du retrait de dépôt qui, rendant inutile le récépissé

nominatif, devrait dans l'opinion que nous combattons être assimilé à une conversion et devenir dès lors, dans la pensée du législateur de 1880, un acte d'aliénation certain?

En est-il ainsi?

Que le dépôt par lui-même soit un acte éminemment conservatoire et rentre dans la catégorie des actes d'administration, la chose ne fait aucun doute : mais quid du retrait de dépôt?

En ce qui le concerne, le législateur ne s'est pas prononcé comme dans le cas des conversions de titres nominatifs en titres au porteur.

5° Une autre différence est la suivante : le titre nominatif est négociable : il est transmissible par une voie spéciale : le transfert; l'art. 36 du Code de commerce précise en ces termes : « ...la cession s'opère par une déclaration de transfert, inscrite sur les registres et signée de celui qui fait le transfert ou d'un fondé de pouvoir ». La mutation se fera donc au moyen d'une simple réquisition écrite. La société se bornera à vérifier la capacité du cédant, celle du cessionnaire, les conditions de la cession.

Ce procédé ne saurait être appliqué au récépissé de dépôt. Nous avons vu qu'il constituait un titre de créance : il est donc soumis aux règles du droit commun en ce qui concerne la cession des créances. Par suite, le déposant qui veut céder son droit à la restitution des titres donnés en garde, doit se confor-

mer aux articles 1689, 1690 et suivants du Code Civil.

6° Si au lieu de transférer la propriété du titre nominatif ou la créance en restitution des valeurs déposées, il s'agissait de constituer un gage, une nouvelle différence s'accuserait encore entre les deux procédés auxquels il faudrait recourir : elle serait sensiblement la même que celle relatée précédemment.

7° Une particularité importante se présente à nouveau si l'on envisage le cas suivant :

Un propriétaire de titres au porteur les a fait convertir en titres nominatifs. Plaçons-le en regard d'un propriétaire de titres au porteur qui les a déposés contre un récépissé nominatif dans les caisses de l'établissement émetteur. Si l'assimilation qu'on nous a proposée était exacte, elle donnerait ici une analogie au cas où les titres au porteur ont été volés ou perdus.

Comme nous avons devant nous, d'une part, des titres qui ont été au porteur dans une première phase avant leur conversion et d'autres qui sont demeurés au porteur, il importe pour effacer l'apparente singularité de cette double situation de rappeler la pratique suivante : lorsque des titres au porteur sont convertis en titres nominatifs, les sociétés ne détruisent pas les premiers, bien qu'ils cessent d'avoir une valeur quelconque. Mais, prévoyant qu'ils peuvent en recouvrer une à la suite d'une conversion inverse,

et, désireux d'éviter les frais éventuels de réfection, ces établissements conservent en leurs caisses les ex-titres au porteur en échange desquels ont été délivrés les titres nominatifs. Qu'un incendie ou une catastrophe survienne qui détruise ces ex-titres au porteur, qu'un vol soit commis à la suite duquel ils disparaissent, les sociétés n'auront en somme perdu que des papiers sans valeur réelle. Quant au titulaire du titre nominatif, le fait lui paraîtra d'aussi peu d'importance : la seule chose qui pourrait lui nuire serait l'anéantissement de son inscription sur le registre social : elle constitue l'unique preuve de son droit d'actionnaire ou d'obligataire.

Quelle est, d'autre part, la situation des intéressés lorsqu'il s'agit de titres au porteur déposés dans les caisses de l'établissement émetteur ?

L'hypothèse est tout à fait différente : les valeurs mobilières ainsi conservées n'ont subi aucune dépréciation, car elles ne sont pas comme le résidu d'une conversion au nominatif. Sont-elles perdues ou volées, l'établissement dépositaire devient responsable souvent pour des sommes énormes, à moins qu'il ne bénéficie d'une exonération légale ou conventionnelle suivant les cas.

Quant au déposant, voici comment il sera protégé : il possède deux sortes de droits : une première créance contre la société en tant qu'établissement émetteur, représentée par les titres au porteur ; une seconde

créance contre la société en tant que dépositaire, représentée par le récépissé de dépôt.

En cas de perte ou de vol des titres au porteur déposés, la première pourra être sauvegardée par l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 15 juin 1872, modifiée par celle du 8 février 1902, sur les titres perdus ou volés.

La seconde, la créance de dépôt, donnera lieu à une action en dommages-intérêts. Celle-ci réussira si le dépositaire ne peut opposer une fin de non-recevoir (art. 1929 C. Civ.).

En de telles conditions, comment, dirons-nous une fois de plus, peut-on proclamer que le titulaire d'un récépissé nominatif éveille dans l'esprit l'idée d'un titulaire de titres nominatifs?

8° Maintenant, supposons plus simplement qu'il y ait d'une part perte ou vol d'un titre nominatif et, d'autre part, perte ou vol d'un récépissé nominatif de titre au porteur.

N'est-ce pas encore une différence que nous allons rencontrer?

Le titulaire du titre nominatif, démuné, n'est point pour autant désarmé. La preuve de son droit est toujours là : l'article 36 du Code de commerce le protège tant qu'existe le registre social dont la perte, d'ailleurs, n'est pas en cause.

Le titulaire du récépissé nominatif est, par antithèse, dans une situation défavorable : la preuve

testimoniale, on le sait, n'est point reçue pour une valeur excédant 150 fr. Pour établir le dépôt, il serait, le cas échéant, à la merci du dépositaire, car c'est l'aveu de celui-ci qui est appelé à constituer le mode de preuve.

Cet examen rapide nous a permis de déterminer les caractéristiques fondamentales qui distinguent les titres nominatifs des récépissés que nous étudions. Quoiqu'elles se présentent comme incompatibles, cherchons par ailleurs si des ressemblances peuvent apparaître.

Il est difficile d'en relever : tout au plus devons-nous signaler les trois points suivants :

1^o Les titulaires possèdent, dans les deux cas, une pièce constatant nominativement leur droit; cette ressemblance est fragile : pour l'un, il s'agit d'un droit de propriété, pour l'autre, la qualité de possesseur est seule reconnue.

2^o Lorsque le récépissé est muni de cases pour la perception des dividendes ou intérêts, il a, au point de vue de la forme, l'aspect d'un titre nominatif. Cette seconde similitude est également peu marquée; pour la maintenir, il est nécessaire, en effet, de faire abstraction du timbre de dimension apposé sur le récépissé.

3^o Le mécanisme adopté, soit pour la délivrance des récépissés, soit pour la conversion au nominatif, offre une certaine analogie : dans les deux hypothèses,

il y a remise de titres au porteur entre les mains de la société : ressemblance plus apparente que réelle, car ne l'oublions pas, cette remise a pour fin dans un cas leur conservation, dans l'autre leur annulation.

Ces trois ressemblances sont, pour ainsi dire, superficielles et fallacieuses. On ne peut en tenir compte pour assimiler juridiquement le titre nominatif au récépissé de dépôt. Il est permis à un chef ou à un sous-chef de la Conservation des Titres de se méprendre à cet égard : le formalisme administratif peut leur faire oublier les différences juridiques que nous venons de relever ; pareille confusion ne saurait échapper à la critique des juristes et des chefs de contentieux (1). La véritable nature du récépissé de dépôt leur apparaîtra toujours nettement.

Les ressemblances précitées ont pourtant servi de base à quelques auteurs pour édifier une théorie que nous estimons mal fondée en droit. Elle est, au reste, dangereuse pour les établissements, car elle aurait pour résultat de donner aux sociétés depositaires de leurs propres titres, des responsabilités égales à celles des sociétés pourvues de titres nominatifs. Cette conséquence est d'autant plus à écarter qu'elle n'a pas pour justification un raisonnement d'ordre juridique.

(1) Comp. POMMIER, page 82. ligne 21.

On a prétendu (1), en effet, qu'il convenait d'identifier aux titres nominatifs les récépissés nominatifs de dépôt de titres au porteur déposés dans les caisses des établissements émetteurs. Cette conception est inadmissible : les développements qui précèdent suffisent à le prouver. Et nous ne nous attarderons pas à revenir sur les différences fondamentales que nous avons signalées entre les titres nominatifs et les récépissés nominatifs de dépôt.

Mais une autre opinion a été proposée : sans aller jusqu'à soutenir que le dépôt des titres au porteur, envisagé dans les conditions que nous venons de décrire, change leur nature, l'auteur d'une thèse récente (2) insinue que ce dépôt prend le « caractère » d'une conversion du porteur au nominatif : en un mot, il donne aux récépissés de dépôt le « caractère » de titres nominatifs. D'ailleurs si M. Pommier a des scrupules sur le mot, il n'en a pas sur la chose (3). Les conséquences qu'il tirera du « caractère », s'abriteraient logiquement sous la « nature ».

Il décide notamment que le retrait des titres déposés dans les caisses des établissements émetteurs doit être considéré comme une conversion du nomi-

(1) BUCHÈRE, *Journal des valeurs mobilières*, 1882, page 4. — Badon-Pascal, *Les titres au porteur*, page 52, et *Traité des obligations de chemins de fer*, pages 6 et 138. — LÉVY-ULMANN, *Essai sur les titres nominatifs*. Annales de droit commercial, 1897, p. 50.

(2) POMMIER, pages 35 et 40.

(3) POMMIER, page 82.

natif au porteur. Il est ainsi amené à exiger la justification du droit de propriété des déposants et aggrave, en conséquence, la responsabilité des entreprises dépositaires, comme s'il s'agissait de titres nominatifs.

Dans ces conditions, déclarer que la nature n'est pas modifiée revient à nous dire avec naïveté que nous ne nous attendions pas pour autant à voir sous les yeux un titre nominatif.

Mais, dans la classification traditionnelle, titre nominatif, titre au porteur, titre à ordre, la forme ne préjuge-t-elle pas le fond? En d'autres termes, la « nature » n'emporte-t-elle pas fatalement avec elle les « caractères »? En présence d'un titre à ordre, par exemple, comprendrait-on que l'on proposât de lui appliquer quelques règles du titre nominatif en alléguant qu'il peut rester logique, tout en respectant sa nature, de modifier ses caractères?

Cette distinction entre la nature et le caractère d'un titre est d'ailleurs déplorablement subtile : car, en s'exprimant un peu comme Martine dans les « Femmes Savantes » qui dit quelque part :

« Mon Dieu, je n'avons point étugué comme vous,
» Et je parlons tout droit comme on parle cheux nous » (1)

nous devons admettre qu'il n'y a pas de milieu dans notre hypothèse : un titre est au porteur ou bien il

(1) MOLIÈRE, *Femmes savantes*, acte 2, scène 6.

est nominatif. (1) Les lois n'en prévoient pas d'autre sorte. Or, nous avons plus haut défini le titre nominatif : les règles posées par l'art. 36 du Code de Commerce sont précises et formelles : on ne saurait les appliquer en aucune manière aux récépissés de dépôt de titres dans les caisses des établissements émetteurs. Les différences fondamentales que nous avons relevées s'y opposent.

D'autre part, l'assimilation préconisée serait contraire à la tradition historique. Dans la première partie de cette étude, nous avons vu (chapitre II) que le dépôt des titres dans les caisses des établissements émetteurs existait au XVIII^e siècle. A cette époque, on s'était déjà préoccupé de savoir si cette mise en garde aurait pour effet de changer la nature des titres. Rappelons les termes bien clairs déjà cités de l'édit de décembre 1717 (art. XII) relatif au Bureau de dépôt de la Compagnie d'Occident (2) : ...« Et comme il ne serait pas juste que la faculté que nous donnons aux actionnaires de mettre leurs actions en compte sur les livres de la Compagnie put changer la nature de ces actions qui étant payables au porteur dans leur origine, etc... ». Enfin, un arrêt du Conseil du 26 février 1726 n'a-t-il pas spécifié que les actions de la Compagnie des Indes, déposées dans les caisses de cette entreprise, étaient

(1) Le titre mixte est un titre nominatif muni de coupons.

(2) Voir plus haut pages 49 et suiv.

toujours des titres au porteur qui se négociaient « ainsi et de la même manière que les marchandises » ? Cette conception répondait d'ailleurs parfaitement à l'idée qui avait inspiré la création de ces caisses de dépôt : l'arrêt du Conseil du 29 septembre 1723 déclare que le Roi les instituait afin de « prévenir les vols et accidents qui peuvent arriver dans des maisons particulières, principalement à l'égard de ceux qui sont obligés de s'absenter de chez eux et d'entreprendre de longs voyages ». Le Passé, en disant que la « nature » n'était pas changée, n'a pas même cru devoir nous prévenir que le « caractère » ne l'était pas davantage. Tant ce jeu de mots est invraisemblable !

De nos jours, une raison sérieuse existe encore pour repousser la théorie en question et confirmer la tradition historique. La lecture des statuts de la plupart des sociétés qui ont créé de pareilles caisses de dépôt, montre qu'elles ont seulement émis des titres au porteur. Reconnaître aux récépissés de dépôt le caractère de titres nominatifs équivaldrait à modifier, en fait, les statuts. Cela n'est pas admissible. Dira-t-on qu'il faut tenir compte de l'intention des déposants qui, en remettant leurs titres au porteur ont voulu effectuer une sorte de conversion au nominatif ? Allèguera-t-on à l'appui le consentement tacite de l'établissement dépositaire, qui a pu donner naissance à une convention spéciale ? Il serait vraiment bizarre que de pareilles intentions soient assez efficaces

pour ajouter aux clauses constitutives des sociétés arrêtées par les Assemblées générales des actionnaires ou aux articles 35 et 36 du Code de Commerce. Ce serait, en vérité, placer les statuts des entreprises sur un terrain par trop mouvant.

L'interprétation que nous critiquons s'appuie, en somme, sur quelques ressemblances factices et sur l'idée erronée que certains déposants se font de ce genre de dépôts. En résumé, elle n'est basée sur aucun argument sérieux. Nous avons vu les complications graves qu'elle peut amener dans la pratique.

La jurisprudence n'a guère eu à se prononcer sur un point aussi spécial. Citons néanmoins un jugement du Tribunal civil de Montélimar en date du 29 mai 1907, confirmé par un arrêt de la Cour de Grenoble du 1^{er} juillet 1908 (1). Ces décisions s'accordent pour reconnaître que le dépôt, tel que nous venons de l'exposer, ne change pas le caractère des titres au porteur. Voici en deux mots l'espèce : un testateur avait légué à son épouse l'usufruit de toute sa fortune, lui permettant, d'ailleurs, de disposer librement des titres au porteur, la nu-propriété des titres nominatifs devant être transférée au nom des héritiers. Certaines valeurs mobilières au porteur avaient été déposées par le de cujus dans les coffres des sociétés

(1) *Sirey* 1910.2.97 et 98. — *DALLOZ*, 1909.2.241. — « La Loi » du 12 février 1909 avec la note de M. Albert WAGNER.

qui les avaient émises ou d'établissements qui les représentaient.

Les récépissés, délivrés au nom du testateur, répondaient à la description générale que nous avons donnée en ce chapitre. Il s'agissait de savoir si les termes du testament, « Pour ce qui est des valeurs mobilières au nominatif en mon nom... », englobaient les titres au porteur déposés ainsi qu'il vient d'être dit. Les intentions du de cujus n'étant pas clairement exprimées, voici comment les juges de Montélimar ont analysé le dépôt de titres au porteur dans les caisses des établissements émetteurs : ...« Attendu que les certificats représentés ne constituent que de simples récépissés constatant le dépôt par le sieur X... de valeurs au porteur...; que la mention, sur le certificat même, d'un numéro spécial et du paiement des revenus s'explique par la nécessité de simplifier les opérations et recherches de comptabilité des établissements dépositaires; que ces certificats ne peuvent donc par eux-mêmes, et alors même qu'ils sont délivrés par les sociétés ayant émis ces titres ou leurs représentants... tenir lieu des formalités de l'article 36 du Code de Commerce... ». La Cour de Grenoble, confirmant les dires des premiers juges, ajoutait plus de précision à leur analyse : ...« attendu, disait-elle, que s'il est certain en droit que de tels récépissés, même émanés des compagnies qui ont émis les valeurs ou d'établissements financiers les représentant, ne changent

nullement le caractère des titres qui en font l'objet... »

Les seuls Tribunaux qui se soient prononcés considèrent donc le dépôt comme n'influant en rien sur le caractère des titres au porteur déposés : implicitement, ces décisions donnent à comprendre que la « nature » n'est pas davantage affectée. Si les titres ainsi déposés avaient changé de caractère, cela aurait suffi pour amener le Tribunal et la Cour à conclure en sens opposé. Le caractère, d'après l'opinion que nous avons écartée, viendrait, pour ainsi dire de la volonté du déposant qui entendrait faire traiter en titres nominatifs les valeurs au porteur déposées. Cette analyse est manifestement repoussée par le Tribunal et par la Cour. Autrement ces juridictions n'auraient point permis à la veuve de se comporter à l'égard des titres déposés comme elle avait le droit de le faire à l'égard des titres au porteur.

La théorie par nous combattue n'a pas davantage l'agrément de la jurisprudence. Elle aurait d'ailleurs des conséquences très graves qui n'auront pas à se produire. Il n'y a point à le regretter, car les sentiments de justice ne le réclament pas. Les articles 1915 et suivants du Code Civil sont déjà redoutables pour les sociétés depositaires. Pourquoi, par une interprétation erronée des dépôts qu'elles acceptent, leur faire assumer les responsabilités qui pèsent sur les entreprises possédant des titres nominatifs ? Celles-ci, nous le rappelons, constatant sur leurs registres le

droit de propriété des titulaires, sont assujetties à des vérifications bien autrement dangereuses que celles qui incombent à un établissement dépositaire : ce dernier doit, aux termes de la loi, se borner à examiner l'identité et la capacité des déposants et se conformer pour la restitution des valeurs aux règles fort simples édictées par le Code au chapitre du dépôt. Sa situation est donc infiniment préférable à celle d'une société ayant des titres nominatifs. Il n'y a aucune raison pour lui en enlever le bénéfice.

CHAPITRE III

Le dépôt salarié : législation comparée.

Nous avons exposé, au sujet du dépôt salarié, une analyse, c'est-à-dire une interprétation que notre Code Civil nous paraît avoir consacrée. Il ne sera pas sans opportunité d'interroger maintenant les législations étrangères.

Nous commencerons cet examen par celles qui se sont rangées à l'opinion opposée à celle par nous adoptée.

Ne convient-il pas de citer tout d'abord les prescriptions du Code Civil chilien (1), promulgué le 14 décembre 1855, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1857? Après avoir défini (art. 2211) le dépôt en général ...« un contrat par lequel on confie une chose corporelle à une personne qui se charge de la garder et de la restituer en nature », le législateur distingue (art. 2214) deux sortes de dépôts : le dépôt proprement dit et le séquestre. Le premier, enseigne-t-il, (art. 2215) est un contrat par lequel une des parties remet à l'autre une chose corporelle et mobilière

(1) Code civil chilien, traduit par PRUDHOMME, Paris. Pédone, 1904.

pour la garder et la restituer en nature à la volonté du déposant. Jusqu'ici la ressemblance avec la loi française est manifeste. L'art. 2219 modifie grandement cet aspect : il est ainsi conçu : « Le dépôt proprement dit est gratuit. S'il a été stipulé une rémunération pour la simple garde d'une chose, le dépôt dégénérera en louage de services, et celui qui rend le service est responsable même de sa faute légère; mais à tous autres points de vue, il est soumis aux obligations du dépositaire et il jouit des mêmes droits ». Ce texte est fort important. Il admet donc que le dépôt est essentiellement et exclusivement gratuit : l'existence d'une rémunération dénature le contrat au point de le transformer en un louage de services. N'est-ce pas la théorie soutenue par Troplong et dont M. Guillouard s'est fait le défenseur? Assurément, le Code Civil chilien n'ose pousser jusqu'au bout l'assimilation. S'il accepte d'apprécier la responsabilité du dépositaire sur les mêmes bases que celle d'un employé salarié, il refuse d'adopter les autres conséquences de cette transformation en louage de services. Le dépôt salarié serait donc dans cette législation un contrat hybride.

Dans un autre article (2222), le Code Civil chilien pose le principe de la responsabilité du dépositaire proprement dit : si ce dernier ne s'est pas engagé à répondre de toute espèce de faute, sa faute lourde seule lui sera imputable. Mais cette disposition bien-

veillante ne peut être appliquée, lorsque se réalisent diverses hypothèses analogues à celles prévues par l'article 1928 du Code Civil français : elles sont présentées d'une manière plus explicite par le législateur chilien. Le dépositaire sera, en conséquence, tenu de sa faute légère « 1^o s'il s'est offert spontanément ou a prétendu être préféré comme dépositaire à une autre personne; 2^o s'il a un intérêt personnel dans le dépôt, soit parce qu'il lui a été permis de se servir de la chose dans certains cas, soit parce qu'il lui est accordé une rémunération » (art. 2222 § 3).

De cette rapide analyse, nous pouvons conclure que le dépôt salarié de titres au porteur doit être classé au Chili parmi les contrats de louage de services. Cette manière de voir a été adoptée par le Code Civil mixte égyptien lequel édicte, dans son art. 591, que ...« s'il y a stipulation de salaire, le dépôt est régi par les règles du louage d'industrie ». Les auteurs de ce texte insistent sur cette interprétation : nous voyons, en effet, que l'article précédent (590) spécifie, en définissant le contrat, qu'il ne doit pas y avoir de « stipulation de salaire ». La loi mixte a, d'autre part, prévu une hypothèse négligée par le législateur français. Traitant de la responsabilité du dépositaire pour sa faute grave, elle a visé le « ...défaut de précaution dont l'observation avait été stipulée lors du contrat ». Il s'agit du cas où, comme diraient les auteurs du XVIII^e siècle, la « loi du dépôt » a été violée.

Le Code Civil mixte paraît d'ailleurs assez laconique en ce qui concerne le dépôt. Semblable reproche peut être adressé au Code Civil de la province de Québec (1). Celui-ci, après avoir distingué le séquestre du dépôt simple (art. 1794), déclare dans son article 1795 qu'« il est de l'essence » du second d'être gratuit. Comme nous ne trouvons pas dans cette législation d'équivalent à notre article 1928 C. Civ., il est logique de présumer qu'elle doit analyser le dépôt salarié en louage de services.

Cette concision et ce mutisme n'existent pas dans le Code Civil portugais (2), du 1^{er} juillet 1867. Il est d'ailleurs assez original et se différencie de notre Code Civil par son zèle à prévoir le plus de cas possibles au lieu de s'en tenir à l'exposé des principes. L'inconvénient de cette méthode consiste en ce qu'il est assez difficile de fixer d'avance les espèces susceptibles de se présenter. Dans le Livre II consacré aux « Droits qu'on acquiert par son fait et sa volonté propre avec la coopération d'autrui », le titre II « des contrats en particulier » renferme un chapitre intitulé : « du contrat de louage de services » : et le dépôt en forme la section VIII. Pareille division constitue le plus éloquent témoignage de la manière

(1) Code civil de la province de Québec, par DORAIS et DORAIS. — MONTRÉAL, 1897.

(2) Code civil portugais, Paris, 1896, traduit par LANEYRIE et DUBOIS.

dont le dépôt est analysé par les législateurs portugais. Ils l'ont classé dans une catégorie de contrats ainsi énumérés : « du service domestique, — du service salarié, — des entreprises, — de la prestation de service dans l'exercice des arts et des professions libérales, — des voituriers, bateliers et muletiers, — du contrat d'hébergement, — de l'apprentissage, — du dépôt ». Inutile de dire que nous repoussons cette classification : il semble, d'ailleurs, que le Code Civil portugais nous offre lui-même un précieux argument pour en démontrer toute la fragilité. Immédiatement après l'article 1431 qui définit le dépôt ... « un contrat par lequel une personne s'oblige à garder et à restituer, lorsqu'on le lui demandera, un objet mobilier qui lui est remis par autrui... », l'article 1432 stipule que ... « le dépôt est gratuit de sa nature ; le déposant peut néanmoins s'engager à donner une gratification au dépositaire ». Nous ne trouvons pas dans cette définition tous les éléments constitutifs du louage de services. Il y manque la chose essentielle : le prix. Une gratification n'est pas un prix : elle implique une idée de bienveillance, de générosité qui exclut le caractère obligatoire du prix proportionnel au temps, tel que le comporte un véritable louage de services. La théorie du Code Civil portugais est pour le moins discutable : nous en trouvons une conséquence dans la rédaction de l'art. 1435 aux termes duquel le dépositaire est tenu ... « d'apporter à la garde et à la

conservation de la chose déposée les soins et les diligences nécessaires pour bien remplir ses obligations, autant qu'il est capable». Cette prescription contraste avec la règle posée par l'article 1927 du Code Civil français : la loi portugaise ne pouvait en décider autrement, vu le point de départ qu'elle avait adopté.

L'originalité de cette législation est encore accusée par la teneur de l'article 1449 : il stipule que le dépositaire peut restituer la chose déposée même avant l'expiration du délai convenu, ...« lorsqu'il lui survient un motif légitime; si le déposant n'accepte pas la restitution, le dépositaire pourra faire ordonner le dépôt judiciaire de la chose ». Il doit être assez délicat de déterminer ce « motif légitime ». La faculté d'appréciation, ainsi concédée, peut engendrer des inconvénients sérieux.

Nous arrivons à un second groupe, ayant maintenant devant nous des textes qui se sont ralliés à la doctrine du Code Civil français. Au moment d'opérer cette transition, nous pouvons, au reste, établir par une sorte de constat que les législations qui contredisent l'analyse préférée par nous, n'apportent pas d'arguments réellement nouveaux. Les textes étrangers les plus décisifs en apparence, à en juger par le Portugal et le Chili, présentent des lignes indécises et, pour ainsi dire, un aspect flou.

Dans le deuxième groupe, nous citerons d'abord

le Code Civil espagnol (1). Il fait preuve d'une conception très large du dépôt : sans se préoccuper des controverses anciennes, il suit tout naturellement les règles du bon sens. Témoin cette définition donnée en deux articles : art. 1758 : « Le dépôt est constitué lorsqu'une personne a reçu la chose d'autrui avec l'obligation de la conserver et de la rendre ». Art. 1760 : « Le dépôt est un contrat gratuit, sauf convention contraire ». Cette législation admet donc d'une manière formelle que le dépôt peut être salarié sans changer de nature. Elle renferme, d'autre part, une disposition similaire à celle du Code Civil portugais : l'article 1776 stipule, en effet, que le dépositaire qui a de justes raisons de ne pas conserver l'objet remis en garde, pourra le rendre avant l'expiration du terme fixé : en cas de refus du déposant, il sera loisible au juge d'en autoriser la consignation.

Quant à la responsabilité du dépositaire, le Code Civil espagnol la soumet aux règles posées au *Titre des obligations*, en un mot au droit commun : en vertu de l'article 1094, le dépositaire sera tenu d'apporter dans la conservation des choses qui lui sont confiées, le soin d'un bon père de famille. Sa responsabilité pour la négligence dont il aurait été coupable dans l'accomplissement de ses obligations,

(1) Code civil espagnol, promulgué le 24 juillet 1889, traduit par LÉVÉ, Paris, Pédone 1890.

pourra être recherchée; néanmoins il sera licite aux Tribunaux de la modérer suivant les cas (art. 1103). Et le texte s'empresse de noter (art. 1104) que la faute ou la négligence du débiteur consiste dans l'omission du soin exigé par la nature de l'obligation et doit être appréciée d'après les circonstances de personne, de temps et de lieu. Ces prescriptions sont fort élastiques. La faculté ainsi concédée aux Juges d'atténuer la responsabilité du dépositaire et l'obligation de tenir compte des circonstances de fait pour estimer la faute, permettent à la justice de proportionner assez exactement ses rigueurs. En ce qui concerne la force majeure, le Code Civil espagnol adopte une attitude identique à celle du Code Civil français.

Remarquons que nous avons ainsi rencontré des dispositions originales en matière de responsabilité. Le Code Civil espagnol applique, en principe, au dépositaire la règle de la « culpa levis in abstracto ». Mais, en de nombreuses hypothèses, il entend que le juge ait le souci de la faute appréciée « in concreto ». Et le *concret* sera apprécié, non pas seulement en se guidant sur les habitudes du dépositaire, mais en s'inspirant de la nature de l'objet, en se préoccupant enfin des circonstances de temps et de lieu qui forment comme l'ambiance du contrat.

Ces réflexions nous amènent à parler d'une autre législation calquée, à l'origine, sur la nôtre : il s'agit

du Code Civil néerlandais (1) qui, révisé en 1838, n'offre cependant pas de différences sérieuses avec le Code Napoléon, en ce qui concerne le dépôt : citons, néanmoins, la disposition de l'art. 1733; nous ne la retrouvons pas dans la loi française; à l'instar du législateur espagnol, ce texte admet nettement la possibilité d'un salaire dans le contrat de dépôt proprement dit, lorsqu'il déclare qu'il est « gratuit sauf stipulation contraire ».

Dans le même esprit a été rédigé en Suisse le Code fédéral des obligations (2). Son article 475 nous révèle que le dépositaire ne peut exiger une rémunération que s'il l'a expressément stipulée ou si les circonstances sont telles qu'une rémunération ait dû nécessairement être prévue. Une particularité de cette loi consiste en ce qu'elle mentionne d'une manière spéciale les dépôts de titres. Cet exemple qui devait être suivi par le Code Civil allemand, constitue une nouveauté. Après avoir, en effet, posé comme principe que la mise en garde d'une somme d'argent est un dépôt irrégulier (art. 484), à moins de clause contraire, et qu'une convention tacite, ayant cet objet, devait être présumée lorsque ... « la somme a été remise non scellée et non close »..., le Code fédéral

(1) Code civil néerlandais, révisé et entré en vigueur le 1^{er} octobre 1838, traduit par TRIPELS, MAËSTRICHT, 1886.

(2) Code fédéral des obligations du 14 juin 1881, en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1883.

stipule (art. 485) qu'en cas de dépôt de choses fongibles, de titres, une semblable convention ne saurait se déduire des circonstances. Dans cette dernière hypothèse, le dépositaire ne pourra se servir des objets ou valeurs qui lui sont confiés sans une autorisation expresse du déposant. C'est la première fois à notre connaissance que les rédacteurs d'un Code étudient, au chapitre du dépôt, l'usage de ce contrat pour la conservation des valeurs mobilières.

Ainsi que nous l'avons annoncé, on retrouve dans le Code Civil allemand (1) une disposition identique : le deuxième paragraphe de l'article 700 vise la même hypothèse que l'article 485 de la loi Helvétique et il donne une solution analogue.

De même, l'article 689 du recueil germanique s'inspire de l'article 472 § 2 suisse lorsqu'il édicte : ...« une rémunération pour un dépôt est considérée comme étant promise, lorsque ce dépôt, suivant les circonstances, ne devrait être accepté que moyennant salaire ». Cette législation admet donc aussi qu'un salaire ne change pas la nature du contrat de dépôt ; elle est même plus catégorique que les autres : dans l'art. 699, ne stipule-t-elle pas, en effet, que le déposant doit payer le salaire convenu à l'expiration du dépôt ? Prévoyant le cas où il a été fixé des termes périodiques, elle rappelle que le paiement doit être

(1) Code civil allemand, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900, traduit par R. DE LA GRASSERIE, Paris, Pédone, 1897.

effectué aux échéances. Si toutefois, le contrat prend fin avant le terme fixé, le dépositaire peut réclamer une partie du salaire proportionnelle au temps écoulé, lorsque les termes de la convention ne s'y opposent pas.

Le Code Civil allemand, dans son article 690, reproduit sous une autre forme la règle de l'article 1927 du Code Civil français. Il refuse, d'autre part, au dépositaire le droit de confier à un tiers la chose qui lui a été remise en garde, sans l'autorisation du déposant, mais il lui permet de changer le mode de dépôt si les circonstances laissent supposer que son acte sera approuvé : le déposant devra néanmoins en être avisé.

Nous ne pouvons enfin passer sous silence la loi allemande du 5 juillet 1896 concernant ...« les devoirs des commerçants dans la conservation des valeurs d'autrui » (1). Ce texte énumère, d'une part les formalités auxquelles ils doivent se conformer en vue de sauvegarder les droits des déposants et des tiers, d'autre part les peines auxquelles, à défaut, se trouveraient soumis les dépositaires. Nous ne nous étendrons guère sur cette mesure législative : elle a plutôt le caractère d'un règlement de police que d'une disposition de droit civil : c'est en somme une loi destinée à renforcer le Code pénal. Rappelons brièvement qu'aux termes de son article 1^{er}, les commerçants qui, dans

(1) DAS BÖRSENGESETZ. — Berlin, 1898. (En appendice la loi allemande sur les dépôts).

l'exercice de leur négoce, reçoivent en gage ou dépôt des valeurs mobilières, sont obligés de les conserver de manière à ce que leur individualisation soit toujours possible. Chaque dépôt ou nantissement devra être immatriculé sur un registre ad hoc, soigneusement tenu, avec mention de la nature, de la valeur nominale et autres caractéristiques de chaque titre, etc..., etc...

Au second groupe de législations, il faut encore rattacher deux Codes : nous voulons parler du Code Civil italien et du Code Civil japonais.

Le premier (1) ne nécessite pas de longs commentaires : il reproduit, à peu de choses près, les dispositions de notre loi. S'il déclare que le dépôt est essentiellement gratuit, il reconnaît l'existence de dépôts anormaux, puisque son art. 1844 est, en somme, identique à l'art. 1928 du Code Civil français.

Quant au Code Civil japonais (2), sa définition du contrat de dépôt (art. 657) ne vise pas la gratuité, mais l'art. 659 s'exprime ainsi : « Celui qui sans rémunération accepte la garde d'une chose doit consacrer à la conservation de cette chose le même soin qu'à sa propre fortune ». N'est-ce pas reconnaître

(1) Code civil italien, promulgué le 25 juin 1865, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1866, traduit par PRUDHOMME, Pédone, Paris, 1896.

(2) Code civil japonais, entré en vigueur en 1898, traduction allemande par le D^r VON LÖNNHOLM, professeur à l'université impériale de Tokyo.

indirectement la possibilité d'un dépôt salarié? Ce texte présente quelque analogie avec l'article 1927 du Code Civil français. La loi japonaise est d'ailleurs assez laconique sur le contrat qui nous intéresse. Rappelons toutefois que son article 663 autorise le dépositaire à rendre, avant la date fixée, la chose qui lui a été confiée si des circonstances inévitables l'y obligent.

Cette revue apparaîtra bien incomplète, mais elle montre combien est discutable la doctrine qui analyse le dépôt salarié en louage de services. Elle nous permet, en outre, de conclure que le dépôt des titres au porteur n'a été envisagé par aucune des législations existantes comme un contrat spécial et distinct, dont il était nécessaire de formuler les règles. Seuls, les Codes Civils suisse et allemand le visent incidemment. Les autres n'en font pas mention et pareil silence laisse entendre qu'ils l'assimilent aux diverses espèces de dépôt. Cette attitude nous paraît conforme à la tradition historique et au bon sens.

CONCLUSION

Les législateurs de 1804 étaient-ils en mesure de prévoir et ont-ils prévu l'application des règles du contrat de dépôt à la mise en garde des valeurs mobilières ? Le Code Civil est-il sur ce point en harmonie avec les nécessités de la vie présente ? Tels étaient les problèmes que, dans notre introduction, nous nous étions proposés de résoudre.

Nous avons interrogé l'Histoire : elle nous a montré l'ancienneté du dépôt et de quelle manière le ^{xviii}e siècle s'en était servi pour la conservation des titres au porteur. Les juristes de l'an XII ont donc connu cet usage.

La doctrine moderne, dans sa majorité, et les praticiens admettent, d'autre part, qu'un semblable contrat est soumis aux règles édictées par les articles 1915 et suivants C. Civ.

Telle est aussi l'opinion de la jurisprudence. Nous avons vu comment les tribunaux ont analysé cette convention et avec quelle aisance ils ont pu lui appliquer les divers textes de notre vieux Code Napoléon.

Nous n'apercevons donc pas la nécessité d'ériger en un contrat spécial et distinct la convention souscrite par les sociétés, telle que cette étude l'a envisagée sous

ses deux aspects différents. Notre loi française s'adapte avec une admirable souplesse à ce genre de contrats. Les règles du droit commun du dépôt suffisent amplement à sauvegarder les intérêts des parties. Celles-ci, d'ailleurs, peuvent toujours remédier, par l'insertion de clauses judicieuses, aux insuffisances qui pourraient être constatées. Le cas se présente parfois.

Il existe cependant une hypothèse dans laquelle une intervention du législateur serait désirable. Nous songeons, en écrivant ces lignes, à une lacune de la loi du 27 février 1880. Ce texte a pour but de sauvegarder le patrimoine des mineurs et des interdits et d'empêcher les tuteurs d'aliéner sans contrôle les valeurs mobilières appartenant aux pupilles. Aux termes de cette disposition législative, tous les titres au porteur, possédés par cette catégorie d'incapables et dont la vente n'aurait pas été jugée nécessaire par le conseil de famille, devront être dans les trois mois qui suivront l'ouverture de la tutelle convertis en titres nominatifs (art. 5). Et la loi énumère dans ses articles 2 et 10 les formalités auxquelles se trouvera astreint le tuteur désireux de convertir les titres nominatifs en titres au porteur (autorisation du Conseil de famille, homologuée, en outre, par le Tribunal civil s'il s'agit d'un capital supérieur à 1.500 francs).

Jusqu'ici le texte est précis, sans ambiguïté, mais la loi a distingué une autre hypothèse, celle où les titres au porteur figurant dans le patrimoine des

mineurs et des interdits ne sont pas susceptibles ...« soit par leur nature, soit à raison de conventions » d'être convertis en titres nominatifs. Le paragraphe 4 de l'article 5 précité déclare que, dans ce cas, le tuteur *devra*, dans les trois mois, obtenir du conseil de famille, l'autorisation ou de les aliéner ou de les *conserver* : dans la deuxième hypothèse, le Conseil de famille... « *pourra* prescrire le dépôt des titres au porteur, au nom du mineur ou de l'interdit, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit entre les mains d'une personne ou d'une société spécialement désignée ». On ne peut qu'approuver cette disposition, mais elle nous paraît incomplète ou peu précise.

Il semble tout d'abord nécessaire de faire quelques remarques sur l'origine et la rédaction de ce texte : M. Denormandie, dans son rapport au Sénat (1), a exposé que le projet du Gouvernement avait ainsi visé l'hypothèse où les titres au porteur ne pourraient être convertis en titres nominatifs, notamment lorsque des dispositions statutaires proscrivaient cette transformation. « Il faut ajouter aussi, disait le rapporteur, que dans certains cas, la conversion pourrait être désavantageuse ou inutile, et l'on peut citer comme exemple le cas où il s'agirait de valeurs étrangères dont le transfert devrait être opéré hors de France et encore celui où l'état d'incapacité du pro-

(1) DALLOZ 1880-4-50, note 3.

priétaire serait sur le point de prendre fin. Mais, quelque soit le motif de ne pas recourir à la mesure salubre de la conversion nominative, au lieu de laisser au conseil de famille, comme on le propose, le choix limitatif d'une tierce personne ou d'une société quelconque pour la conservation de valeurs au porteur appartenant à un incapable, nous avons trouvé utile, même nécessaire, d'indiquer comme lieu de dépôt la Caisse des Consignations.» Et M. Denormandie rappelait que cet établissement, investi d'une mission légale, ayant pour but principal de sauvegarder les intérêts en péril, était tout naturellement indiqué pour assurer la conservation des valeurs appartenant aux incapables. Le rapporteur ajoutait quelques lignes plus loin : « Fallait-il aller jusqu'à prescrire d'une manière exclusive le dépôt à la Caisse des Consignations? Nous n'avons pas cru devoir enchaîner à ce point la liberté du conseil de famille. Il pourra convenir, en effet, que le *tuteur* ou une personne amie soit chargée du dépôt dont il s'agit ou encore, comme le prévoit la loi, une société spécialement désignée, mais on ne perdra pas de vue que la Caisse des Consignations est le séquestre légal. »

Il nous a paru opportun de rappeler ces considérations de M. Denormandie. Elles nous rendent plus intelligibles l'expression « pourra prescrire le dépôt » de l'art. 5. Le mot « pourra » ne signifie pas qu'il sera facultatif pour le conseil de famille de prescrire le

dépôt. Non, cette formalité est obligatoire : seul, le choix du dépositaire demeure libre. L'esprit général de la loi l'indique nettement. Le législateur ne veut pas que les titres restent à la disposition du tuteur. Pour éviter ce danger, il a prescrit deux mesures : la conversion au nominatif ou le dépôt.

Jusqu'à présent, il y a parallélisme entre les deux modes de procéder.

Mais voici où apparaît l'anomalie :

Le conseil de famille décide-t-il la conversion au nominatif ? La loi, avec une rigueur draconienne, s'empresse de réglementer la procédure à suivre pour le cas éventuel et subséquent d'une conversion au porteur : le tuteur sera astreint à demander l'autorisation du conseil de famille et celle-ci devra être homologuée par le Tribunal civil (cette deuxième formalité n'étant nécessaire que lorsque le capital des titres excède 1.500 francs).

Les intérêts du mineur ou de l'interdit sont alors parfaitement sauvegardés, non seulement par l'intervention de ses proches, mais encore par le contrôle des juges et du ministère public.

Inversement, supposons que, pour des titres *d'une valeur supérieure à 1.500 francs*, le conseil de famille ait, au lieu d'une conversion au nominatif impossible ou jugée désavantageuse, prescrit le dépôt.

Trois sortes de dépositaires peuvent s'offrir :

I) Le tuteur ou une tierce personne.

II) La Caisse des Dépôts et Consignations.

III) Une société spécialement désignée.

Ecartons le premier cas, tout en faisant observer que, si la garde des titres est confiée au tuteur par le conseil de famille, la loi contrevient étrangement à son but et à son esprit en autorisant ce mode de procéder.

Laissons également de côté l'hypothèse où la Caisse des Dépôts et Consignations est désignée pour conserver les titres. Ces deux points nous entraîneraient hors des limites de notre étude.

Reste donc le cas d'une société spécialement choisie par le conseil de famille comme dépositaire. Que va-t-il se passer lorsque le tuteur voudra retirer les titres ainsi donnés en garde? Pourra-t-il le faire *motu proprio*, sans autre formalité?

Nous ne trouvons pas, à cet égard, dans la loi une disposition analogue à celle de l'article 10 ainsi conçu : « La conversion de tous titres nominatifs en titres au porteur est soumise aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation de ces titres. » La société devra-t-elle exiger une délibération spéciale du conseil de famille, autorisant le tuteur à effectuer le retrait des titres et demander, en outre (puisque par hypothèse, le capital des valeurs excède 1.500 fr.) une homologation de cette décision par le Tribunal?

La loi est muette sur ce point.

Devons-nous admettre que le législateur, ayant

institué ces deux procédures parallèles de la conversion au nominatif et du dépôt, a entendu appliquer à la seconde les règles qu'il a établies pour la première ? On serait tenté de le supposer, étant donné la rigueur avec laquelle il a envisagé la conversion et le souci manifeste de sauvegarder le patrimoine des mineurs ou interdits.

La réponse à cette question nous sera dictée, semble-t-il, par la règle insérée dans l'article 1123 du Code Civil : rappelons, en effet, que les dispositions législatives concernant la capacité des personnes sont de droit étroit. Nous estimons, par suite, que la société depositaire sera fondée à exiger du tuteur la justification que le conseil de famille, compétent pour l'habilité à déposer, l'a autorisé à retirer les valeurs données en garde.

Quant à la procédure d'homologation, nous ne croyons pas que la société depositaire doive, en droit, la réclamer (1). Le contraire serait porter atteinte aux pouvoirs du tuteur et du conseil de famille, tels qu'ils sont déterminés par les lois. Un texte formel est nécessaire.

Dans l'hypothèse du dépôt, la protection du mineur ou de l'interdit ne paraît donc pas aussi minutieusement assurée que dans celle de la conversion.

(1) En fait, la société agira prudemment en exigeant l'homologation du Tribunal, si le retrait est fait en vue de l'aliénation des titres.

La loi du 27 février 1880 manque, sur ce point, de précision : elle renferme une lacune vraiment regrettable qui laisse les établissements dépositaires dans l'incertitude. Il est cependant facile de la combler.

Ce texte pourrait donc, sans inconvénients, être complété par l'autorité légiférante.

Mais, d'autre part, nous estimons superflue une loi spéciale ayant pour objet de réglementer le dépôt de titres en général. Elle risquerait d'alourdir et de compliquer les règles traditionnelles, simples qui le gouvernement. Leur élasticité, le bon sens dont elles sont l'expression, répondent aux besoins croissants de la vie économique. Les valeurs mobilières se multiplient et la rapidité des échanges augmente tous les jours. Une législation formaliste et draconienne ne saurait convenir. Il ne semble pas d'ailleurs que les déposants ou les sociétés aient formulé de sérieux griefs contre le régime imposé au contrat de dépôt par le Code Civil français dans les articles 1915 et suivants.

LU ET APPROUVÉ : *Le Président de la Thèse,*
Paris, le 24 Juillet 1916.

PILLET.

Vu : *Le Doyen,*
F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.....	Pages 1
INTRODUCTION	7

PREMIÈRE PARTIE

Avertissement	13
CHAPITRE I. — Notions sur les institutions de dépôt dans le passé	14
CHAPITRE II. — Du fonctionnement du dépôt des titres au porteur au XVIII ^e siècle	33

DEUXIÈME PARTIE

Avertissement	73
CHAPITRE I. — Le dépôt des titres au porteur et la législation du Code civil. — Limite de la respon- sabilité des établissements dépositaires	74
§ I. — Analyse du contrat souscrit par les établissements : elle doit permettre de déterminer leur responsabilité. Nécessité d'une division bipartite	74
§ II. — Étude de la première catégorie de dépôts. — Son fonctionnement; ses deux formes; son analyse juridique; limite de la responsabilité des établissements dépositaires	79
§ III. — Etude de la deuxième catégorie de dépôts : dépôts de titres soumis au paiement	

	Pages
d'un droit de garde. — Son fonctionnement; son analyse juridique; limite de la responsa- bilité des établissements dépositaires	104
§ IV. — Attitude prise dans la législation postérieure au Code	144
§ V. — Comment la pratique dénomme-t-elle et considère-t-elle le contrat souscrit dans les deux catégories étudiées?	147
§ VI. — La jurisprudence	150
CHAPITRE II. — Doctrine assimilant certains récépis- sés de dépôt à des titres nominatifs : sa singularité, son inexactitude	176
CHAPITRE III. — Le dépôt salarié : législation com- parée	199
CONCLUSION	213

PITHIVIERS. — IMP. DU RECUEIL SIREY. — 10395.

PITHIVIERS. — IMP. DU RECUEIL SIREY. — 10395.
